

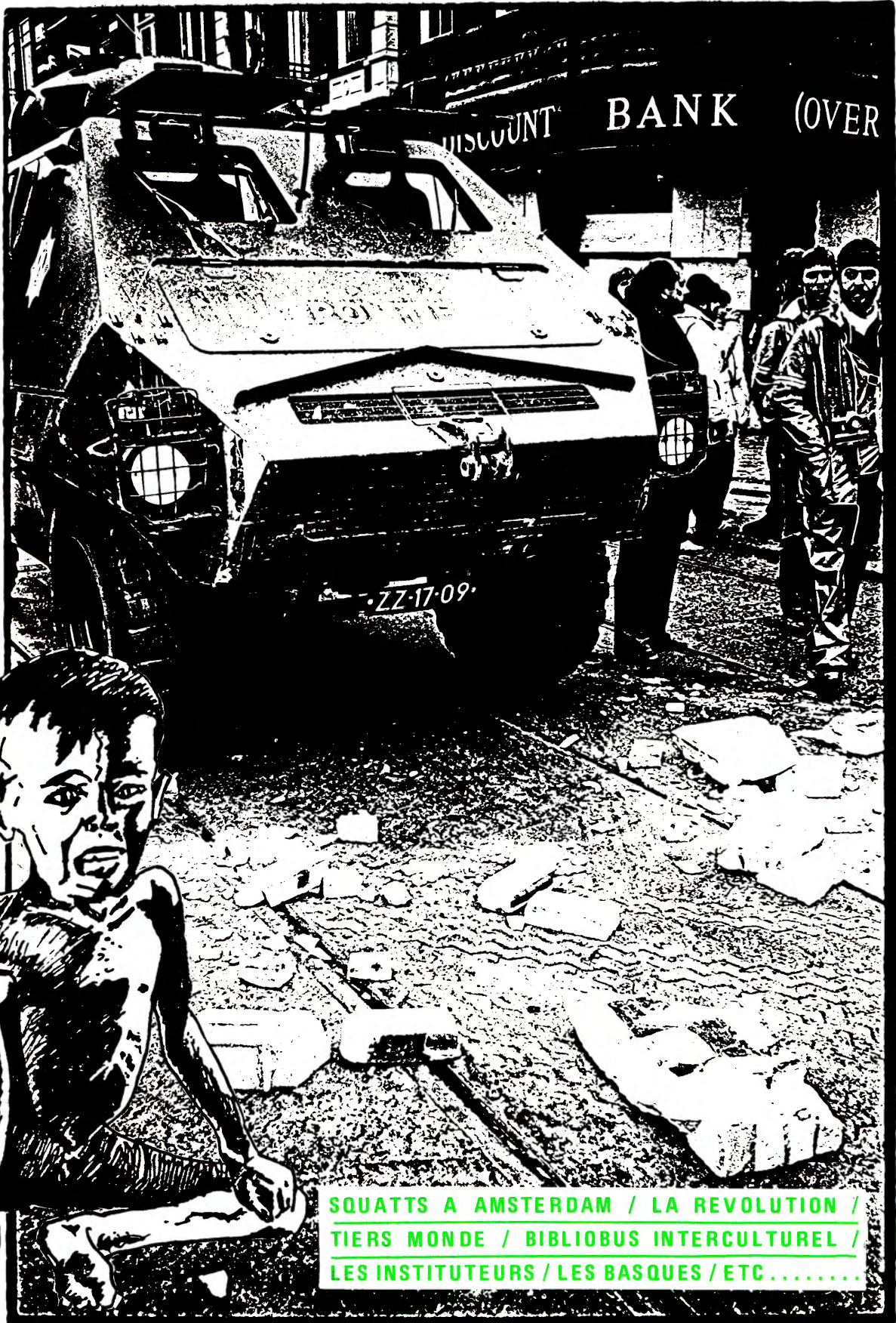
MARS - AVRIL 1987 - 20 FRANCS

72

journal d'expressions libertaires

IRL

INFORMATIONS REFLEXIONS LIBERTAIRES



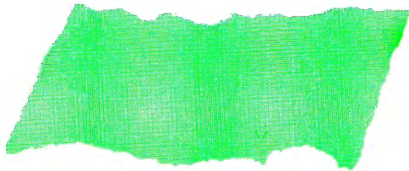
SQUATTS A AMSTERDAM / LA REVOLUTION /
TIERS MONDE / BIBLIOTHEQUE INTERCULTURELLE /
LES INSTITUTEURS / LES BASQUES / ETC.....

L - 1501 - 72 - 20 F

C

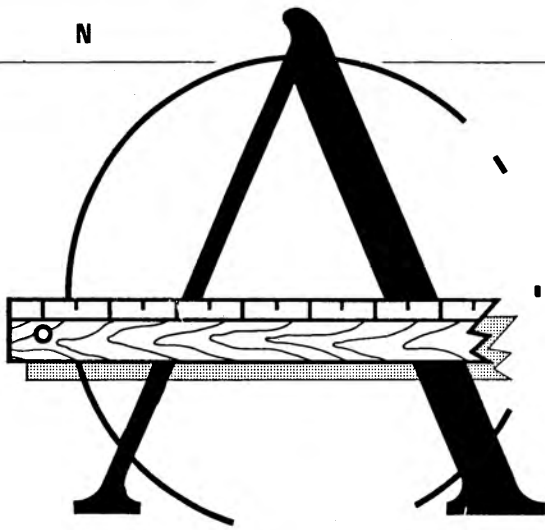
haque année, nous organisons une Assemblée Générale. Nous pensons que, cette fois, elle est particulièrement importante, compte-tenu des modifications intervenues au sein de l'équipe d'IRL, et de notre souhait de voir le plus grand nombre possible de copains et de copines s'y impliquer. Nous vous proposons donc de nous rencontrer le samedi 16 mai, au 13 rue Pierre Blanc, à 10 heures. Nous souhaitons nous y trouver nombreux, de Lyon et de l'extérieur, pour discuter de nouvelles formes éventuelles de collaboration, de projets futurs (périodicité, diffusion, financement, etc...), enfin, de développer IRL.

Tous les lecteurs et lectrices sont évidemment invitées. ■■■■■



S O M M A I R E

Grève des instituteurs: Attention! Ecoles... en lutte!	p. 3 à 5
Mille et Une Pensées Libertaires: Le bibliobus interculturel n'a pas roulé	p. 6
Hollande: Je Kraake, tu kraakes, il kraake... à Amsterdam	pp. 7 à 15
Le problème des basques espagnols	pp. 16 et 17
L'école buissonnière et la lutte des classes	pp. 18 et 19
Révolution, mon beau souci	pp. 20 et 21
CDRPC: La Paix de Damoclès	pp. 22 et 23
Débat: Le Tiers-Monde n'existe pas.	pp. 24 à 29
Pages Noires	pp. 30 à 32
Est-Infos, chronique des Pays de l'Est.	p. 33



Attention!

Ecoles... en lutte!

Il est toujours bien délicat de parler d'une lutte à chaud, quand on est impliqué dedans et qu'on est face à une échéance clé: les vacances de février dans le cas des instits. Au moment où on commençait à vouloir faire le bilan des luttes étudiantes, des luttes des cheminots (et des autres: fonction publique, secteur privé), on apprenait qu'une trentaine d'instits de Paris se mettaient en grève contre le statut des maîtres directeurs. Et cela dès le 12 janvier.

La première remarque qui s'impose est simple: merci aux copains et copines de Paris qui se sont jetés à l'eau, ont impulsé une coordination locale, puis régionale, puis nationale (depuis le 7 février). Car le statut des maîtres directeurs était en projet dès juin (voir IRL 68-69 de cet été; et nous n'avons pas d'indics au ministère, nous lisons Le Monde...) et nos directions syndicales n'ont rien fait. Vu le marasme dans lequel se traîne le SNI (et la FEN), il est bien clair que si rien n'avait démarré à la base, on n'en serait pas là. Mais nous reviendrons sur ces (complexes) situations syndicales plus loin.

De Paris est donc parti le mouvement, animé par des instits du SGEN, de la tendance E.E. de la FEN (voir en encadré la signification de toutes ces initiales barbares), et par des non-syndiqués. Dès le départ, un mouvement intersyndical qui se donne un objectif: bloquer le projet de statut des maîtres directeurs.

STATUT, SUPPRESSIONS, ETC...

En quelques mots, il s'agit d'un décret qui introduit un (nouveau) supérieur hiérarchique dans les écoles. La responsabilité du conseil des maîtres, jusqu'alors souveraine (1 instit, 1 voix) est terminée; c'est le «dirlo» qui décidera. C'est donc la fin des équipes pédagogiques (qui n'ont parfois pas eu le temps de se mettre en place...). De plus, le choix de ces petits-chefs se fera bien sûr à la tête du client (liste d'aptitude) et il pourra être remis en question chaque année. Le tri sera plus facile. Bref, une réforme dont les écoles n'avaient pas besoin, qui divisera les personnels de manière efficace. Quant à l'aspect financier, il faut savoir que lorsque Monory parle sur les médias d'un treizième mois, pour un directeur en place, ça fera 300 francs de plus au maximum... merci! Reste qu'à terme, tout est permis. Par exemple de revaloriser le métier en revalorisant seulement nos chefs! Les OS de l'enseignement, ça existe...

Et puis, il n'y a pas que ça. Car si les médias se font un malin plaisir à avancer cette

revendication somme toute assez corporatiste, il ne faut pas oublier le reste. Les instits sont aussi en lutte contre un plan de suppressions de postes très vaste (800 nationale-ment) qui a pour effet de saboter les expériences pédagogiques en cours. Dans le Rhône, 15 postes Z.E.P. sont supprimés (dans ces Zones d'Education Prioritaire, il y avait un instit en surnombre sur l'école, afin de favoriser un travail d'échange, de décloisonnement pour mieux lutter contre l'échec scolaire), 100 postes en maternelle (les taux d'encadrement remontent à 36 de moyenne par classe, à l'heure où tout le monde s'accorde pour donner une importance fondamentale à la période de deux à six ans dans le développement de l'enfant), les CLIN (classes permettant d'apprendre le français aux primo-arrivants), l' AIS (adaptation et intégration scolaire: travail en direction des enfants handicapés, ou bien en retard scolaire) sont aussi visées. La baisse démographique n'est donc pas la seule responsable. On assiste à une volonté délibérée de casser l'école publique. Il est significatif que, sur ce thème-là, les parents d'élèves nous rejoignent (voire nous précèdent) dans la lutte: pétitions, manifs, grèves scolaires, etc...

De plus, il faut ajouter des suppressions de postes dans les Ecoles Normales, qui remettent en cause la formation des jeunes instits. Mais il

est vrai que le fameux maître directeur sera chargé, aussi, de la formation des jeunes qui arrivent dans les écoles. Ceci compense cela... Sans oublier le blocage des salaires qui n'arrange rien. Et je n'ai évoqué que les problèmes de l'enseignement primaire, ceux dont on parle en ce moment à la télé (de moins en moins) et dans les journaux. Avec, pour couronner le tout, l'attitude de Monory, très méprisante, voire insultante, pour toute une profession à la recherche d'une dignité foulée au pied par une majorité parlementaire assoiffée de vengeance. Les instits payeront pour les étudiants. Na!

L'esprit Monory se résume très bien (lui qui ne fait pas de réforme, paraît-il...) par ces deux mesures: création d'une direction des personnels d'Inspection et de Direction au Ministère de L'Education Nationale, d'un côté, suppression de la mission à la formation et à la recherche pédagogique, de l'autre. Bonjour les chefs, ciao l'innovation...

C'EST LA LUTTE...

Côté luttes, je ne transcrirai pas tout dans l'ordre chronologique... Je ne sais pas tout ce qui s'est passé. Les médias ont (assez) bien couvert les faits, du moins au début; et IRL aurait du mal à suivre!

En gros donc, les luttes sont parties de Paris. Avec, de plus, des réactions ça et là en Province, principalement



autour des suppressions de postes, souvent sous la pression des parents d'élèves (F.C.P.E.). Le 27 janvier, une grève nationale de 24 heures, appelée par le SNI-PEGC et le SGEN-CFDT était massivement suivie. Pour toute réponse, Chirac annonçait son intention de signer le décret des maîtres directeurs (alors que certains commençaient à croire qu'il le garderait sous le coude). Le 3 février au matin, on apprend la sinistre nouvelle. Provocation évidente car, le lendemain, des manifestations étaient prévues dans toute la France. Des grèves tournantes, de formes très différentes (1 heure par jour, 24 heures, 48 heures, etc...) s'organisent un peu partout. Sur le département du Rhône, elles dureront une semaine, et seront bien suivies dans l'ensemble, avec manifestation chaque jour devant l'inspection académique (l'une d'entre elles verra les CRS intervenir plus que « fermement » afin de dégager l'avenue Foch transformée en début de salle de classe en plein air).

Le 7 février, la coordination parisienne devient nationale. Vingt-huit départements sont représentés, et elle appelle à une grande manifestation à Paris. Le SNI et le SGEN appellent aussi, et la manifestation sera unitaire (fait nouveau à Paris). 60 000 instits au moins sont dans la rue. Du rarement vu de mémoire de syndicaliste enseignant. Monory, bien entendu, persiste et signe, commençant à sortir les décrets d'application. Une partie de la France est en vacances, l'autre le sera le 21. Et après ?

Ce qu'il faut dire, c'est que la mobilisation est forte, les actions inhabituelles pour des enseignants (occupation d'inspections académiques, blocage des postes de péage, etc... on est loin des manifestations traîne-savates et des éternelles pétitions), et le ton des manifestants est toujours très déterminé et très coloré (merci les étudiants; les instits en lutte sont d'ailleurs souvent les plus jeunes).

Tout cela grâce aux coordinations départementales et régionales. Que ça plaise ou non. Puis à la coordination nationale. Le SGEN y est impliqué en tant que tel, le SNI est plus réticent (doux euphémisme... qui est synonyme d'opposition et de

condamnation...). Dans le Rhône, par exemple, où une coordination se met en place, la position officielle est d'ignorer, car le SNI départemental n'est pas au courant!

QUEL SYNDICALISME?

Monory sait qu'il joue une partie relativement facile. La profession est divisée quant au statut de maître directeur. La majorité est sans doute contre, une minorité (dont beaucoup de directeurs

MODE D'EMPLOI INDISPENSABLE POUR S'Y RETROUVER

SNI-PEGC:

Syndicat National des Instituteurs et des Professeurs de Collège (jusqu'à la troisième).

FEN:

Fédération de l'Education Nationale. Elle fédère 49 syndicats de personnels de l'Education Nationale. Le plus important est le SNI.

SGEN-CFDT:

Syndicat Général de l'Education Nationale. Affilié à la CFDT.

FCPE:

Fédération des Conseils de Parents d'Elèves. Proche du PS, et largement représentative.

E.E.:

Ecole Emancipée. Tendance Syndicaliste Révolutionnaire, minoritaire, mais très active, au sein de la FEN (et donc, du SNI) Voir IRL n. 68-69.

UID:

Unité, Indépendance et Démocratie. Tendance majoritaire de la FEN, majoritaire aussi au sein du SNI. Cette tendance est proche du PS, et fournit beaucoup de militants à ce parti.

U et A:

Unité et Action. Tendance de la FEN, proche du PC. Majoritaire au sein du SNES (profs du secondaire) qui est le second syndicat de la FEN. Bonjour l'ambiance... ce qui conduit aussi à deux projets d'écoles différents, bien entendu!

J'ajouterais que ceci est effectivement très compliqué, mais que Monory connaît très bien toute cette réalité du syndicalisme enseignant. Chaque mesure qu'il prend vise à affaiblir la FEN (empire insupportable aux yeux du gouvernement) en montant les deux principales (U et A et UID) l'une contre l'autre. Le vieil adage: diviser pour régner. Et ça marche!

actuellement en poste) est pour. Et beaucoup d'instits s'en moquent, arguant que « ça ne changera rien, ça a toujours été comme ça ».

De plus, le SNI-PEGC n'est pas clair sur ce problème de hiérarchie. Les directeurs d'école sont traités depuis

longtemps comme des instits « à part », alors qu'ils ne sont actuellement que chargés d'école. La pétition du SNI qui a été massivement signée est claire à ce sujet: on y retrouve le statut, pratiquement... Il ne manque que les galons! Ambiguïté d'un syndicat qui « ratisse large ». Ambiguïté d'une affiliation à la FEN, qui syndique toute la hiérarchie de l'Education Nationale...

Ambiguïté compliquée par la situation syndicale et politique actuelle. J'essayerai d'être clair, mais c'est dur! La direction nationale de la FEN, UID, envisage plus que sérieusement une recomposition syndicale, avec création d'une nouvelle confédération, liée aux syndicats autonomes des impôts, à la FASP (syndicat majoritaire de la police nationale), et à d'autres syndicats de fonctionnaires. Une sorte de grande fédération de fonctionnaires, peut-être élargie car des contacts avec la CFDT existeraient. Est-ce que ce ne sont que des bruits, des supputations? En tout cas, c'est un bruit qui s'amplifie dans les couloirs syndicaux. Et une telle organisation aurait évidemment le mérite d'être proche du PS. Dit-on...

Dans ce cas-là, cherchez l'adversaire... La tendance U et A de la FEN, proche du PC, voit cela d'un très mauvais œil; non sans lorgner, parfois avec insistance, vers la CGT.

Ce qui explique que, malheureusement, la lutte est souvent sacrifiée au nom de ces magouilles internes. Les cheminots nous ont montré ce qu'il fallait éviter. Et nous, on remet ça! Monory contemple d'un regard amusé!

Car l'unité syndicale, souhaitée par le SGEN, et l'E.E., est le dindon de la farce. Dans le département du Rhône, à majorité U et A, l'E.E. est reçue comme anti-syndicale parce qu'elle participe à des luttes, et maintenant à une coordination avec le SGEN-CFDT. Mais pourrait-on gagner sans unité syndicale?

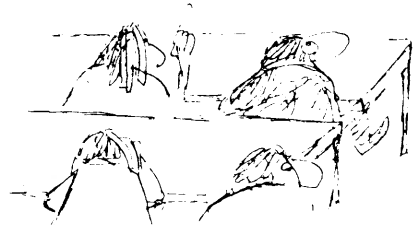
Complicé? Sans doute. Mais si on veut s'y retrouver, et comprendre pourquoi des coordinations sont nées, il fallait passer par ces quelques explications.

L'instit de base, quant à lui, s'il n'est pas découragé par tout cet imbroglio, commence à ruer sérieusement dans les brancards. Les directions syndicales seront obligées d'en tenir compte. Et c'est, au fond, ce qui les navre le plus. Qu'on puisse proposer des actions, des analyses, qui ne sont pas les leurs.

Au-delà de la lutte qui laissera des traces, quels enseignements en tirer? On verra en temps utile. Le fonctionnement des coordinations, quand elles existent, pose aussi problème: quels mandats, pour qui, combien de temps? Les « politiques » sont les rois dans de telles structures. L'extrême-gauche parade, mais la base n'y trouve pas toujours son compte.

Pommateau, secrétaire général de la FEN, estime que la coordination des enseignants, c'est justement sa fédération. Encore aurait-il fallu que ce syndicat reste fidèle à la Charte d'Amiens, ou tout au moins à l'indépendance politique qu'elle prône. On vient de voir qu'on en est loin. Et que les projets d'une nouvelle fédération ne pourraient qu'aggraver la situation.

Les coordinations ont un mérite: elles rappellent, elles imposent l'unité syndicale. La victoire ne viendra malgré tout que grâce à une grève dure, appelée nationalement par les syndicats de manière unitaire. A l'heure du bilan, dans quelques semaines, les instits (et les autres travailleurs qui nous regardent) pourront compter ceux qui voulaient réellement gagner. Et le syndicalisme, lui, aura peut-être encore perdu des adhérents... Ce qui ferait bien plaisir à beaucoup de gens.



ET LES LIBERTAIRES?

Ah oui, au fait, et nous dans tout ça? C'est vrai qu'on ne porte pas forcément l'école passée, présente ou future, au plus haut dans nos cœurs (*voir le dossier d'IRL 67 et 68-69 sur les libertaires et l'éducation*). Mais nous avons aussi des idées sur les luttes et le syndicalisme. Nous sommes donc concernés pour de multiples raisons:

— c'est une lutte **anti-hiérarchique** (mobilisation contre la caporalisation des instits).

— c'est une lutte qui est **partie, une nouvelle fois, de la base**. C'est évident en ce qui concerne la coordination parisienne, qui pousse le SNI très très fort (le SGEN est, lui, dans le coup, on l'a vu), et qui intègre un grand nombre de non syndiqués. C'est évident aussi sur le Rhône, où on sent les instits des secteurs les plus virulents soucieux de bousculer les bureaucrates syndicaux du SNI.

— c'est la **gestion des écoles de quartier**, celles où sont les enfants de travailleurs, et les nôtres, qui est en jeu. Un libertaire peut-il accepter qu'une école n'ait qu'un seul chef comme interlocuteur vis-à-vis des parents?

— c'est une lutte qui doit nous interroger sur nos **pratiques syndicales**, que nous soyons étudiants, cheminots, instits ou bien travailleur du secteur public ou privé. A quand un échange sur toutes nos expériences des dernières semaines de lutte?

— c'est, enfin, un **conflit-clé pour le gouvernement**. Monory et Chirac jouent gros, et nous aussi! Et quels libertaires ne souhaitent pas voir ces deux Sinistres en difficulté?

— et puis, quelle que soit notre opinion sur l'école, il y a un fait incontournable: nous allons vers une **nouvelle régression dans l'enseignement public**. A l'heure où certaines écoles commencent à frémir légèrement, à innover, à chercher des pratiques nouvelles, impulsées par des équipes pédagogiques (ceci malgré les dernières mesures Chevènement qui allaient plutôt dans un sens opposé, il ne faut pas le cacher), on va vers une cristallisation, voire un recul de ces pratiques novatrices.

Je ne me fais aucune illusion sur le fonctionnement de la grande majorité des écoles, qui n'a jamais été autogestionnaire. Reste que des possibi-

lités existaient; des jeunes instits sont en train d'apporter du sang neuf dans les écoles, particulièrement dans les quartiers difficiles (*voir, par exemple, IRL n. 70 sur les pratiques interculturelles*). Et cela, Monory le foule au pied allègrement, sans aucune hésitation.

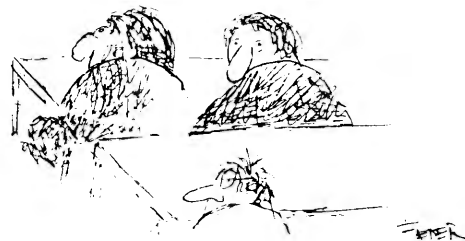
Et qui sera le perdant? Les enfants des travailleurs les plus défavorisés, ceux qui ne peuvent espérer un soutien sco-

laire chez eux. Donc, les classes défavorisées en premier lieu.

Et l'enfant en général. Car avez-vous entendu parler de lui au cours de ces diverses luttes?

Bien sûr que non. N'a qu'à se taire, quoi. D'abord, il ne vote même pas...

Jean-Michel
19 février 1987



Le bibliobus interculturel n'a pas roulé

Je voudrais vous faire part d'un projet avorté de diffusion et d'animation autour du livre par la mise en place d'un bibliobus interculturel dans les Yvelines proposé par l'Union départementale des Associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (UDASTI).

Cet organisme est investi depuis les années 70 dans la formation des moniteurs d'alphabétisation des immigrés. L'alphabétisation, ce système de «survie et de dépannage»¹ et un formidable arsenal de déculturation et d'apprentissage des valeurs du pays d'installation. Prenant le relais d'une école assimilationniste, les alphabétiseurs tentent, par le biais de l'inculcation de la maîtrise du code alphabétique, une meilleure insertion de la population immigrée.

La problématique interculturelle nous a permis de nous rendre compte de l'unilatéralité de ces actions qui ont l'avantage de démarginaliser cette population, mais du même coup de l'assimiler et d'anéantir ses expressions originelles. En diversifiant ses activités et en mettant l'accent sur la richesse des langues et cultures des pays de provenance, l'UDASTI aboutirait à une meilleure acceptation de l'immigré dans ses différences et non à sa disparition culturelle par assimilation.

I — Une action autour du livre.

Afin de mettre en pratique ce glissement du mono- à l'interculturel nous avons estimé que les supports écrits et audio-visuels peuvent constituer un excellent moyen de reconnaissance du pluralisme culturel.

Dans le département des Yvelines, nous avons affaire à une population venant d'horizons culturels divers. Les 12 % de la population totale considérée étrangère — et qui n'englobait que celle qui n'avait pas la nationalité française — est constituée surtout de Portugais (41 %), d'Algériens (16 %), de Marocains (10 %), d'Espagnols (7 %), d'Italiens (5,5 %), de tunisiens et de Yougoslaves (2 %). Les migrations récentes surtout asiatiques, turques et africaines sont mal connues, mais vraisemblablement de plus en plus importantes.

Un questionnaire adressé par les ASTI aux différentes bibliothèques en 1984 pour évaluer l'état du fonds des livres en langues étrangères ou sur les cultures d'origine, nous a permis de

constater une disproportion entre le profil de cette population et les supports existants dans ces institutions. Les livres en langues et sur les pays d'origine sont souvent absents des rayons des bibliothèques ou très mal utilisés faute d'animation. Les livres en langues étrangères qui bénéficient d'un intérêt sont en anglais et en allemand. Dans les bibliothèques scolaires la quantité de livres qui présentent un intérêt interculturel est très réduite. L'idée de mettre en place une action autour de la lecture et du livre auprès de la population d'origine étrangère et du public français intéressé par les cultures différentes ou les problèmes de l'immigration, se précise. Elle vient du sentiment qu'il existe une demande non satisfaite et difficilement réalisable dans les structures existantes.

La difficulté de mettre à la disposition du public des livres dans les langues et sur les cultures d'origine, fait qu'une catégorie importante de la population déserte la lecture pour des préoccupations non livresques.

La formule est trouvée : un bibliobus qui grâce à sa mobilité, à ses possibilités de desservir une population dispersée et à un coût moindre que celui d'une bibliothèque, permettrait de réduire cette hémorragie vers d'autres préoccupations. Le bibliobus interculturel a pour but :

- la satisfaction d'une demande en desservant la population immigrée en livres et tout autre document dans les langues et sur les cultures d'origine ;
- la consolidation de la démarche interculturelle — lorsqu'elle existe — dans les écoles, en faisant des dépôts, des animations autour des livres et des expositions sur les pays d'origine ;
- la sensibilisation du public français sur les cultures des communautés existant en France.

II — Les conditions matérielles de la réalisation du projet.

En collaboration avec des partenaires locaux (les bibliothèques municipales, les bibliothèques scolaires, les foyers des travailleurs immigrés, les associations...) le bibliobus ferait une tournée régulière dans le département prêtant des livres et des cassettes. Selon un programme pré-établi, des moments forts marqueraient le passage du bibliobus dans une commune par une animation autour d'un li-

vre, à travers un conte, une projection ou une exposition.

Comme personnel, nous avons estimé que ce projet nécessite au démarrage un bibliothécaire — animateur à plein temps — et un chauffeur — manutentionnaire à mi-temps. Le budget prévisionnel est évalué à 215 000 francs sans l'achat du bus.

III — Les réactions des partenaires.

Les bibliothécaires associés au projet, ont encouragé cette initiative. Ils ont prodigué des conseils en insistant sur la complémentarité de ce que nous projetons de faire comme action spécifique par rapport aux activités habituelles d'une bibliothèque.

La Bibliothèque centrale de prêt (BCP) des Yvelines nous a prêté main forte en nous accordant son soutien technique (un garage pour le bus et un important prêt de livres en dépôt).

Par contre, les municipalités qui refusent d'engager des dépenses supplémentaires — pourtant minimes — pour une population inintéressante électoralement ont rejeté le projet. Quand au conseil général, il n'accorde qu'une enveloppe générale dont le secteur alphabétisation de l'UDASTI est le seul bénéficiaire.

L'attitude des ambassades a oscillé entre le mutisme et l'encouragement verbal. Une exception : l'ambassade du Portugal qui a accepté de nous prêter son bibliobus avec tout ce qu'il contient pour une durée de 2 ans.

L'ADRI qui recevait l'essentiel des subventions du ministère de la culture pour les actions auprès des immigrés a prétendu ne plus encourager ce genre d'action et s'est contenté de nous promettre une aide dans le choix du matériel et de nous faciliter les contacts.

Mais un troisième bond en avant est réalisé avec l'accord du service des bibliothèques publiques de la Direction du livre et de la lecture de nous accorder une subvention de 50 000 francs pour la constitution du fonds initial du bibliobus.

Il restait à trouver des ressources du budget de fonctionnement. Pour payer les deux postes à pourvoir, on s'est adressé aux différents organismes natio-



(Suite page 32)

Je kraake, tu kraakes, il kraake... à Amsterdam



En 83, on estimait à 40 000 le nombre de squatteurs en Hollande, dont 20 000 à Amsterdam. Pour un pays dont la population n'excède pas les 15 millions d'habitants et une ville en comptant moins d'un million, ces chiffres peuvent faire rêver...¹

Pour celui qui veut rencontrer ces étranges individus appelés «*Kraackers*», le mieux est de se rendre d'abord dans les «*Kraackoffies*» ou café de squatteurs (il y en a une dizaine environ réparties dans tous les quartiers d'Amsterdam) et dans les «*kraaksprekuren*» (ou «bureau de squatting») dans lesquels on peut trouver des renseignements et des conseils pour squatter. Le mouvement squatt, c'est aussi des centres culturels, des théâtres, expositions, cinémas, des librairies. C'est également des soirées vidéos-débats sur des thèmes très

divers, des concerts au prix d'entrée dérisoire (parfois 5 F pour écouter trois ou quatre groupes), des fêtes, etc... C'est un «*mouvement*» qui vit au rythme du quotidien. En raison de ses multiples aspects, beaucoup de temps est nécessaire pour le découvrir et le «*comprendre*». Cet article privilégie surtout les faits et l'historique du mouvement ; mais il essaye aussi d'en donner une vision plus concrète.

Il ne prétend pas échapper aux inconvénients de la généralisation, propres à tout exposé. Le choix de s'étendre plus ou moins sur certains événements, ou sur certains détails, l'analyse globale qui y est faite dépendent en partie de ma propre subjectivité (évidemment) et aussi de celle des gens que j'ai rencontrés et questionnés durant plus d'un mois.

Les origines.

Ce qu'il faut déjà préciser, si l'on veut comprendre comment le mouvement squatter a pu se développer, c'est qu'il est, en quelque sorte, issu d'une «*longue tradition*».

En effet, il y eu des squatts, à Amsterdam, dès les années 1920-1930. Il ne s'agissait, à l'époque, que de phénomènes très épisodiques. Le «*squatt*» commença à devenir plus fréquent dans les années 60 avec le mouvement hippie, mais, là encore, on ne pouvait parler de «*mouvement*». Les maisons ou appartements n'étaient occupés que pour des périodes plus ou moins brèves, les «*squatteurs*» ne s'y installant pas réellement pour y vivre.

→ La vague de contestation des années 60 allait jouer un rôle très important dans le développement du mouvement squatteur.

A partir de 1965, les *provos*, par leurs actions «*théâtrales*», mêlant l'absurde et la critique mordante, allaient ridiculiser la police et susciter un climat anti-flic, parmi la population. Climat dont les squatteurs allaient bénéficier plus tard.

Les *provos*, par exemple, firent d'une statue le symbole de la lutte anti-tabac (plusieurs centaines de personnes y affluaient tous les vendredi soirs), ils exigèrent l'abolition de l'automobile et lancèrent le projet de la «*bicyclette blanche*» (il s'agissait d'un projet de bicyclette collectives et gratuites utilisables dans toute la ville).

La police, qui ne savait pas alors comment il fallait réagir (nous verrons que cela a beaucoup changé !) ne trouva rien de plus habile à faire, lors de la présentation publique cette fameuse bicyclette que de la «*confisquer*», après avoir chargée la foule. Aux yeux de la population, la police ne ressortit pas grand-chose de cette victoire ridicule.

Ce ne fut ni la première fois, ni la dernière, que les *provos* firent mauvaise publicité à la police (ou, plus exactement, qu'ils aidèrent la police à se donner elle-même une mauvaise image de marque).

Protestant contre l'interdiction de la vente du haschich, les *provos* annoncèrent une distribution publique de la chose prohibée. La police, se fiant à leur déclaration, chargea le rassemblement et arrêta les soi-disant «*dealers*». Malheureusement pour elle, ceux-ci ne furent trouvés qu'en possession de raisins et la bavure fit les gros titres dans les journaux. Le mouvement *provos* prit fin un peu avant 68 et, à partir de ce moment, le mouvement d'opposition à la guerre du Vietnam se développa.

Les méthodes très violentes de la police², sa stratégie «*à la bulldozer*» finirent par la rendre de plus en plus impopulaire.

Des anciens *provos*, furent à l'origine des «*gnômes*», («*de kabouters*»), au début des années soixante dix. Ce «*mouvement*» reprenait des idées des *provos* en leurs donnant un aspect politique plus marqué, les thèmes restaient principalement les mêmes : le refus de l'automobile, le développement des transports publics, la vente libre du hasch. Ils se présentèrent aux élections municipales d'Amsterdam et récoltèrent, ce qui est tout de même énorme, 10 % des suffrages. Les «*Gnômes*» menèrent une propagande politique, très active, de dénonciation des bavures policières, ce qui entraîna d'ailleurs la démission du bourgmestre d'Amsterdam de l'époque.

Ils commencèrent aussi à organiser des squatts, lors de manifestations, en conservant toujours une attitude non violente.

Beaucoup des personnes qui appartenaient au «*noyau actif*» du mouvement se sont retrouvées ensuite dans la gauche radicale parlementaire.

Les années 70.

Ce furent les années 1973-1975 qui marquèrent le réel début du squatt organisé, dans le centre de la ville. Le projet de construction du métro, qui nécessitait la démolition de nombreuses maisons, dans le quartier le plus ancien d'Amsterdam, provoqua une opposition très vive des habitants.

En deux ans, 200 à 300 maisons vides furent squattées dans le «*Nieuwmarkt*».

En 1976, une menace d'expulsion massive commença à planer sur les squatts de ce quartier. Pendant les quelques mois qui précédèrent la vague de répression la tension fut très forte : actions de sabotages contre le chantier du métro, occupation des arbres condamnés au supplice de la tronçonneuse, manifestations rassemblant plusieurs milliers de participants...

La popularité était alors l'atout majeur des squatteurs mais ceci n'empêcha pas la municipalité de se décider à agir.

La police commença à expulser les squatts les plus isolés du quartier.

Les maisons furent détruites immédiatement, pendant la nuit (ce qui empêcha d'ailleurs tous les habitants de fermer l'oeil). Les squatteurs résistèrent par une «*guérilla au lance pierre*», et finalement, le matin, la police se retira, n'osant pas continuer sa progression. Il était évident que la municipalité ne voulait pas en rester là et une nouvelle vague d'expulsions était inéluctable.

C'est ce qui se passa un mois plus tard et, à ce moment là, un millier de personnes descendirent dans la rue.

D'abord les squatteurs tentèrent d'opposer une résistance non violente, mais la méthode du sitting n'empêcha pas la police de charger très violemment. Beaucoup de squatteurs furent hospitalisés. La résistance se fit alors beaucoup plus dure : barricades et jets de pavés, etc...

Mais face aux bulldozers qui détruisaient les immeubles un par un, certains squatteurs ne perdirent pas tout sens de l'humour : durant ces émeutes, les CRS virent une «*voiture-canon à eau*», bricolée avec du carton et carchant des confettis dans tous les sens, foncer sur eux !³

Une manifestation organisée le soir même rassembla plusieurs milliers de personnes.

C'est à partir de cette époque que les squatteurs commencèrent à s'organiser en créant des réseaux téléphoniques d'urgence qui permettaient de rassembler jusqu'à 2 000 à 3 000 personnes en moins d'une demi heure.

La police exerça une répression continue dans le «*Nieuwmarkt*» et, peu à

peu, finit par expulser près de 200 squatts.

Beaucoup de militants, jusqu'alors actifs dans ce quartier, s'investirent ensuite dans les quartiers du «*Staatlindenbuurt*» et «*Oosterparkbuurt*» qui étaient des quartiers à forts problèmes sociaux. Il y avait là une forte population d'immigrés, très pauvres ; les loyers y étaient exorbitants pour des appartements délabrés et jamais entretenus.

Il n'est guère étonnant que, dans ces conditions, la lutte des squatteurs ait rencontré un fort courant de sympathie de la part des habitants de ces quartiers. Des squatteurs se regroupèrent au sein du «*Woengroep*», il s'agissait pour eux, après les expulsions massives dans le «*Nieuwmarkt*», de savoir comment continuer et comment s'organiser.

En 1978-1979 ce fut l'effondrement du marché immobilier. Énormément d'immeubles achetés dans les années 60-78, à des fins spéculatives, furent laissés vides par leurs propriétaires (dont beaucoup étaient anglais et sud-africains).

La spéculation devenait alors trop évidente et intolérable dans une période où plus de cinquante mille personnes étaient sans logement.

En 79, éclata la grève des dockers de Rotterdam qui bénéficia du soutien d'une large part du mouvement squatteur.

Pendant la fin des années 70 le mouvement est très politique, d'influence anarchiste et gauchiste. Le discours alors tenu est encore très influencé par celui des années 60.

On peut parler, pour cette période, d'une dynamique d'ensemble, c'est-à-dire d'un fonctionnement très collectif.

Des réunions ont alors lieu régulièrement, d'abord au niveau des quartiers (toute les semaines) et ensuite au niveau de la ville (chaque mois) auxquelles participent des délégués des quartiers ou d'autres gens qui veulent venir s'exprimer.

En 80 les grandes réunions assemblées du mouvement réunissaient jusqu'à 200 ou 300 personnes.

Les années 80.

1980 et 1981 furent deux années marquées par de nombreuses émeutes (provoquées par des expulsions de squatts importants) et par une agitation quasi-permanente, non seulement à Amsterdam mais également dans beaucoup d'autres villes hollandaises. Au cours de cette période les accrochages entre les squatteurs et la police, très violents, firent de nombreux blessés, le plus souvent dans les rangs de la police...

L'émeute la plus importante fut celle de mars 80. Le «*Vondelstraat*», qui était un squatt très connu, fut évacué par la police puis resquatté.

Une nouvelle tentative d'expulsion donna lieu à des affrontements entre la police et plusieurs centaines de manifestants.



Les flics qui ne s'attendaient pas à une telle résistance, se virent obligée de reculer et cette défaite des forces de l'ordre suscita une véritable explosion d'enthousiasme !

Pendant, 3 jours, mille à deux mille personnes furent continuellement présentes pour défendre le squatt.

La Radio nationale se déplaça, donnant à l'événement un écho médiatique très important.

Beaucoup de gens du quartier et de la ville vinrent discuter avec les squatteurs en amenant parfois, en signe de solidarité du café ou à manger.

A ce moment là le courant de sympathie des gens pour les squatteurs était très visible.

Mais après deux jours de négociations, la municipalité fit appel à l'armée. L'arrivée des chars dans Amsterdam sidéra tout le monde.

Les squatteurs ne s'attendaient pas à une telle répression.

De plus, la police colla des affichettes avec l'avertissement qu'ils tireraient à *balles réelles si les squatteurs résistaient !*

A 6 heures du matin, le 4 mars 1980 les tanks écrasèrent les barricades, mais dépourvue d'autorisation légale et surtout freiné par la présence des médias la police ne pénétra pas dans les squatts.

Quelques semaines plus tard, au mois d'avril, le jour du couronnement de la reine fut déclaré «*dadkraak*» (ce qui veut dire «*jour de squatt*»), par les squatteurs.

Une véritable émeute éclata à dix heures du matin, et, dans la même journée trente à quarante nouveaux squatts furent ouverts à Amsterdam et une centaine en tout dans le reste du pays.

A cette époque le «*Grote keyser*», occupé depuis 79, était un pôle très actif et un symbole très fort du mouvement, la police ne pouvant pas l'expulser, la municipalité le racheta quelques mois plus tard après les émeutes de mars et d'avril.

Il allait alors très vite perdre son importance.

L'État commençait à comprendre qu'il lui fallait adapter ses méthodes. La municipalité utilisa la négociation et la police mit au point une répression plus habile et plus efficace.

C'est en octobre 81 que l'on assista pour la première fois à des infiltrations de flics en civil dans les manifestations qui tabassaient les participants un peu trop isolés...

Mais un autre danger venait des milices privées. (Déjà utilisées dans les années 70 où elles furent en fait plus dangereuse que la police elle-même). Les propriétaires les employèrent à nouveau en 82. Les autorités favorisèrent, par leur indulgence, ces propriétaires qui faisaient ainsi appel à la pègre ou à des groupuscules d'extrême-droite.

Durant cette période, en réaction à la répression exercée par les ME (unité spéciales anti-émeute de la police), des actions très dures furent menées contre les banques et des agences immobilières (jets de cocktails molotovs, saccages de locaux...) et également, des propriétaires furent menacés de représailles.

La violence s'engageait alors dans un processus indépendant de la défense direct des squatts. C'est dans cette atmosphère que le MAF (*Militant Autonomous front*) apparut.

Ce groupe, inconnu des squatteurs, plaça des bombes dans les offices municipaux de logement et dans les locaux du Parti Social-Démocrate (PvdA).

Il nuit d'autant plus au mouvement squatt qu'il revendiqua ces attentats au nom de ce dernier !

Le mouvement fut alors accusé de «*terrorisme politique*» par les médias.

Le «*Lucky Luik*» fut le théâtre d'affrontements entre des squatteurs et une milice qui avait expulsé le squatt quelques jours plus tôt.

Les squatteurs attaquèrent l'immeuble et le réoccupèrent. Peu après, le «*Lucky Luik*» fut à nouveau évacué, mais par la police cette fois, ce qui donna lieu à plusieurs émeutes (qui furent les dernières du mouvement).

Les événements qui suivirent l'expulsion de ce squatt provoquèrent une situation unique dans l'histoire du droit hollandais : l'état d'urgence fut déclaré à Amsterdam durant trois jours et les droits civiques furent suspendus. Cette réaction de l'État paraît démesurée par rapport à l'ampleur des troubles mais elle s'inscrit dans un climat alors très tendu (en raison des attentats du MAF, des affrontements entre squatteurs et groupes d'extrême-droite et du climat de violence au sein du mouvement lui-même).

La sympathie et le soutien du reste de la population se mit à diminuer rapidement.

Des associations de quartier et de logement, jusque là favorables aux squatteurs, ne voulurent plus les soutenir,



dans une situation qui, pour elles, devenait trop violente.

Des discussions agitées, au sein du mouvement, débouchèrent sur le refus de la violence comme stratégie et sur la désapprobation publique des actions du MAF.

Le mouvement essaya alors de sortir de son isolement croissant et de recréer des liens avec les populations.

En 83, la municipalité publia un plan qui prévoyait la construction d'un hôtel luxueux, appartenant à la chaîne *Holiday Inn*, à la place du «Wyers».

Pendant toute cette année, les pressions, les actions, contre la municipalité allèrent se multiplier.

En vain : la justice se rangea au côté des capitaux américains et de la mairie (alors composées de socialistes et de communistes).

Cette dernière en profita d'ailleurs pour pondre un arrêté dans lequel il était dit que chaque «*intru*» devra payer un loyer de 400 fl. par mois (soit environ 1200 F) !

Quand cette décision de détruire le «Wyers» fut officielle il apparut alors nécessaire aux squatteurs de présenter des plans sérieux d'aménagement.

Des projets d'habitations, de commerces alternatifs, d'un cinéma, d'un centre social furent envisagés et des plans réalisés avec la collaboration d'architectes. Ces projets reçurent l'appui d'avocats, de syndicalistes, et d'hommes politiques.

Les 27, 28 et 29 mai 83 furent des journées «*portes ouvertes*» avec des débats, ceci afin de populariser les projets existants, d'encourager des gens à venir habiter ou simplement participer aux activités du «Wyers».

Le 10 février 84, les occupants organisèrent une journée de lutte qui vit se mobiliser des groupes très divers : collectifs de femmes, groupes de squatteurs, anti-militaristes, ex-détenus, chômeurs, etc...

Il y a eu en tout 58 actions durant cette seule journée (manifestations, blocages de feux rouges, blocages de trains, opérations «*libres services*» dans les magasins, sabotages à la colle de serrures de banques, etc...).

Quelques jours après, le 14, la mairie annonça que la démolition du «Wyers» commencerait dans les prochains jours.

Près de 2000 personnes se rassemblèrent spontanément sur les lieux et montèrent la garde toute la nuit. Au matin, arrivèrent un millier de policiers, parmi lesquels 200 à 300 des brigades spéciales, 600 à cheval ou avec des chiens et une centaine de civils...

Ce furent ces derniers qui se chargèrent de disperser violemment la centaine de personnes rassemblées devant le squatt à ce moment là (et qui n'opposèrent qu'une résistance passive). Les manifestants furent embarqués dans des bus de la ville, dont deux au moins furent pris

Le «Wyers», situé dans le centre d'Amsterdam, fut le plus gros squatt de toute la Hollande.

À la fin des années 70, la société «Wyers» quitte le centre ville, abandonnant bureaux et magasins.

L'immense immeuble (plus de 10 000 m²) fut occupé pour la première fois fin 81 par plusieurs centaines de personnes. La télévision était présente et la police, qui commençait à essayer de sortir les squatteurs un par un, dut renoncer très vite à l'expulsion.

Le «Wyers» servi d'abord de refuge aux nombreux sans abris. On y trouvait aussi bien des toxicomanes que des petits délinquants et des prostituées. Autant dire que les débuts de l'occupation furent difficiles. Mais, au bout de six mois, une vingtaine d'occupants commencèrent à organiser la vie du squatt. Un an après, des chambres pour une centaine de personnes y étaient aménagées ainsi que des magasins, une galerie d'art, un restaurant, une salle de concert, etc...

À propos de l'évacuation du «*Lucky Luyk*» et des émeutes qui suivirent nous retranscrivons ici une partie de l'article paru dans le CA n° 21 :

Les faits : 4 avril 81, quelques dizaines de squatteurs occupent une *maison de maître* (appartenant à un notaire) située dans un quartier bourgeois de la capitale, rue *Jan Luijken* d'où le surnom que l'on va donner au squatt le «*Lucky Luyk*».

Le 12 octobre 81, un commando, armé aux ordres du propriétaire attaque le bâtiment. Les 5 occupant(es) portent plainte pour effraction avec violence.

Le 14 octobre, un juge décide que le «*Lucky luyk*» doit être provisoirement rendu aux squatteurs.

Le 20 octobre, pour la première fois, 200 *kraakers* reprennent, par la force, le bâtiment, toujours occupé par les hommes de mains du proprio. Le «LL» est alors barricadé et mis en état de défense permanente. Entre-temps, la bataille judiciaire se poursuit mais tout le mouvement à Amsterdam décide de faire du «LL» «*le symbole de notre lutte contre les spéculateurs capitalistes et leurs mercenaires, la justice, la police, et les politiciens qui sont à leur service...*».

Le 2 novembre, un juge de la Haye ordonne l'évacuation immédiate du bâtiment. Les habitant(es) di «LL» ainsi que tout le mouvement à Amsterdam rendent publique une déclaration, comme quoi :

«*en cas de tentative d'évacuation par la police, Amsterdam connaîtra une réaction du mouvement sans précédents...*»

Le socialiste *Polak*, mais d'Amsterdam, sachant à quoi s'en tenir, cherche alors à faire ajourner la décision du juge de la Haye, pour tenter de résoudre le problème d'une autre façon, c'est-à-dire par les habituelles promesses et magouilles propres à la Social-Démocratie.

Le 15 juillet 82, le juge de la Haye réitère son verdict. *Polak* doit faire évacuer le «LL».

Le 23 juillet le maire promet aux *kraakers* que la municipalité s'engage à racheter le bâtiment (entre-temps devenu la propriété de la société *Childa*) pour en faire un complexe de quatre logements familiaux.

Ceci à condition que les *kraakers* évacuent les lieux sans résistances. Mais ce n'est pas la première fois que les *SD* prennent de tel «*engagements*». Dans la pratique chacun sait qu'il finissent toujours par soutenir objectivement les intérêts des spéculateurs.

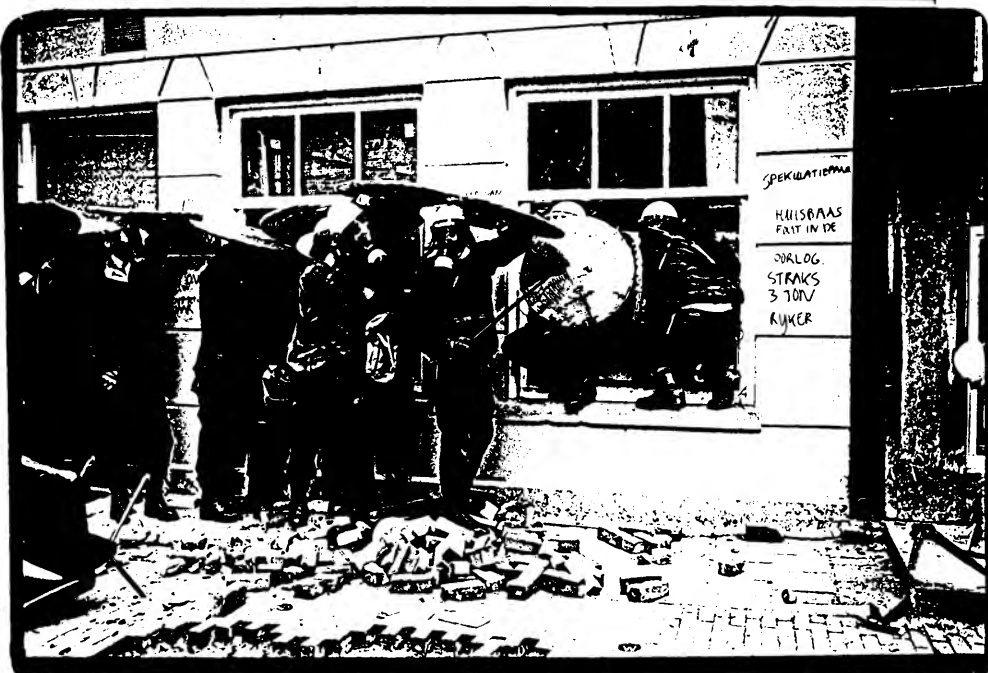
Les élus du *PC*, spécialistes du double jeu, se rallient à la proposition des sociaux démocrates.

Les *Kraakers* ne sont pas dupes. De plus, ils veulent des logements sociaux en priorité pour des jeunes célibataires ou sans enfants car c'est la catégorie qui a le plus de mal à se loger dans la ville.

Le 30 juillet une bombe explose dans les locaux du *PvdA* (*Parti Socialiste*). L'action est revendiquée par le *MAF* au nom des *kraakers*. Ces derniers dénoncent l'action du *MAF* non pas tant pour sa forme mais pour son contenu politique. En effet le *MAF* et d'autres groupes clandestins, qui opèrent sous des étiquettes diverses, ont tendance à se prétendre les éléments les plus avancés, les plus conscients, etc... et ne tiennent aucun compte des décisions du mouvement. Ce qui leur est reproché, ce n'est pas le degré de violence de leurs actions, mais leur côté avant-gardiste et élitiste.

Le Premier septembre, *Childa*, qui avait acheté le «LL» pour 300 000 florins (780 000 F) et entendait le revendre pour 900 000 florins, finit par accepter une offre de rachat de la municipalité de 350 000, afin de se dégager au plus vite d'une situation qui devenait de plus en plus explosive (sans jeu de mots).

Les *Kraakers* restent donc face à face avec la municipalité.



Il faut maintenant dire que, prévoyant un «*mauvais coup*», tout le mouvement d'Amsterdam a multiplié, dans les derniers mois, les actions : distributions de tracts (en plusieurs langues pour les touristes), bombages et communiqués de presse...

Pour que les choses soient bien claires, l'un des communiqués de presse déclare en juillet : «*qu'en cas d'évacuation du «LL» Amsterdam connaîtra une vague de violence inconnue à ce jour... La justice, la municipalité, les consulats, les ambassades, les boutiques de luxe et les banques seront nos cibles...*»

On en est donc là lorsque Polak s'en va visiter New York du 4 au 8 octobre afin d'y représenter Amsterdam et ses entreprises (lisez les patrons).

L'émeute : le **lundi 11 octobre** vers 11 h. du matin, la police pénètre dans la maison voisine du «LL», scie une partie du toit, envahit le squatt et arrête les 5 personnes qui s'y trouvent alors. Vers midi deux à trois cents personnes se regroupent dans la rue et dressent des barricades. Le police anti-émeute (ME) et la gendarmerie arrivent en force mais la rage des manifestants est telle qu'ils vont réussir, à plusieurs reprises, à provoquer la débâcle chez les flics.

Au fur et à mesure que la nouvelle se répand, ce sont plusieurs milliers de personnes qui descendent dans les rues, jusque tard dans la nuit, plusieurs quartiers sont transformés en champs de bataille. Un tram sera même incendié. Vers 20 h., les affrontements reprennent de plus belle. Le consulat US est attaqué ainsi que les banques du coin.

Le **mardi 12** la police évacue deux autres squatts. A nouveau, c'est l'affrontement. Dans la nuit du **mardi au mercredi**, 17 banques, deux postes de police et plusieurs magasins de luxe sont attaqués.

Maintenant c'est la police qui est barricadée dans le «LL», les kraakers ayant annoncé leur intention de reprendre le bâtiment par la force.

Ainsi, une lutte d'un an et demi contre spéculateurs, juges et politiciens trouve son aboutissement (provisoire).

Mais, ce qui est relativement nouveau dans ce pays, c'est le recours, par une bourgeoisie aux abois à de véritables lois d'exceptions.

En effet, Polak et ses sbires, se sont servis d'un vague article 220 du règlement municipal pour décréter l'état d'urgence sur tout le territoire de la commune d'Amsterdam.

Ainsi dès le **lundi à 12 h.** la police avait plein pouvoir pour arrêter «*toute personne qu'elle juge susceptible d'avoir l'intention de troubler l'ordre public.*»

Et ceci pour une durée de 48 h. C'est la première fois, ici, que le principe de l'arrestation dite «*préventive*» est appliquée sur une aussi vaste échelle, et qui est en contradiction flagrante d'ailleurs avec le «*droit*» bourgeois néerlandais qui interdit d'appréhender toute personne n'étant pas passée aux actes.

Le PC d'Amsterdam, assez embêté, demande maintenant un débat au parlement. Il faut dire que ses conseillers municipaux, pas plus d'ailleurs que ceux du PS n'avaient été mis au courant de l'opération du **lundi 11 octobre**. Par ailleurs deux autres faits sont à signaler :

— dans l'après-midi du **mardi 12** la police a profité de la confusion générale pour procéder à l'évacuation de deux autres squatts (dont l'un à la grenade lacrymogène).

— et surtout la police s'est emparée **lundi** vers 18 h. du matériel de radio «*Vrije keiser*», la plus connue des radios clandestines du mouvement (les radios libres étant toujours interdites en Hollande).

Jusqu'ici, les autorités n'avaient jamais pu (ou osé) s'attaquer à «*Vrije keiser*» (qui émet également sur les écrans de TV le soir). Bien sur, «*radio VK*» continuera ailleurs, avec un nouveau matériel mais on assiste bien à une offensive généralisée du pouvoir qui veut mettre fin, selon le chef du parti libéral «*à la vermine qui ronge Amsterdam*».

La droite parle de «*climat de guerre civile*» ; la gauche «*des extrémistes qui n'acceptent pas l'ordre démocratique*». L'extrême-droite, de plus en plus agissante appelle à la mobilisation «*contre la subversion*» et aux bons citoyens d'accrocher des draps blancs à leurs fenêtres pour protester contre «*la terreur*».

Le mouvement réplique en demandant aux gens d'accrocher des drapeaux rouges et noirs partout. Des actes de soutiens ont lieu dans plusieurs villes.

notes :

1 — en ce qui concerne ce point, les gens que j'ai rencontré à Amsterdam ne m'ont pas dit exactement la même chose, selon eux c'était bien aussi la forme, et, globalement, la stratégie de la violence qui était remise en cause par le mouvement squatter.

d'assaut ce qui permit à quelques uns de s'échapper.

Entre-temps, la police pénétra dans le «*Wyers*» et s'affronta aux 2000 personnes environ qui s'y tenaient rassemblées. Le «*Wyers*» fut finalement expulsé et le soir même une manifestation de 4000 personnes eut lieu, des heurts violents avec la police se produisirent. L'immeuble devait être démoli quelques jours plus tard. Dans une conférence de presse le maire rendit hommage aux forces de l'ordre «*qui avaient menées à bien cette expulsion*». Le commissaire en chef, chargé des opérations, avoua, quant à lui, avoir eu du mal à contrôler ses troupes (les brigades spéciales en particulier qui blessèrent une centaine de squatteurs et procédèrent à autant d'interpellations).

1983 fut une mauvaise année pour le mouvement squatt ; en raison des attaques très dures de la presse (notamment du «*Telegraph*» qui est l'équivalent du «*Figaro*» en France), de la répression policière continue, des problèmes structurels internes, du climat de violence, le mouvement se retrouvait progressivement isolé (la sympathie des gens apparemment diminuait dans l'ensemble) et de plus en plus en difficulté. Beaucoup de discussions eurent lieu entre les squatteurs sur les problèmes de manipulations, de prises de pouvoir et d'influence. Il semblerait que c'est en partie à cause de ces discussions que beaucoup de militants se seraient «*retirés*» du mouvement.

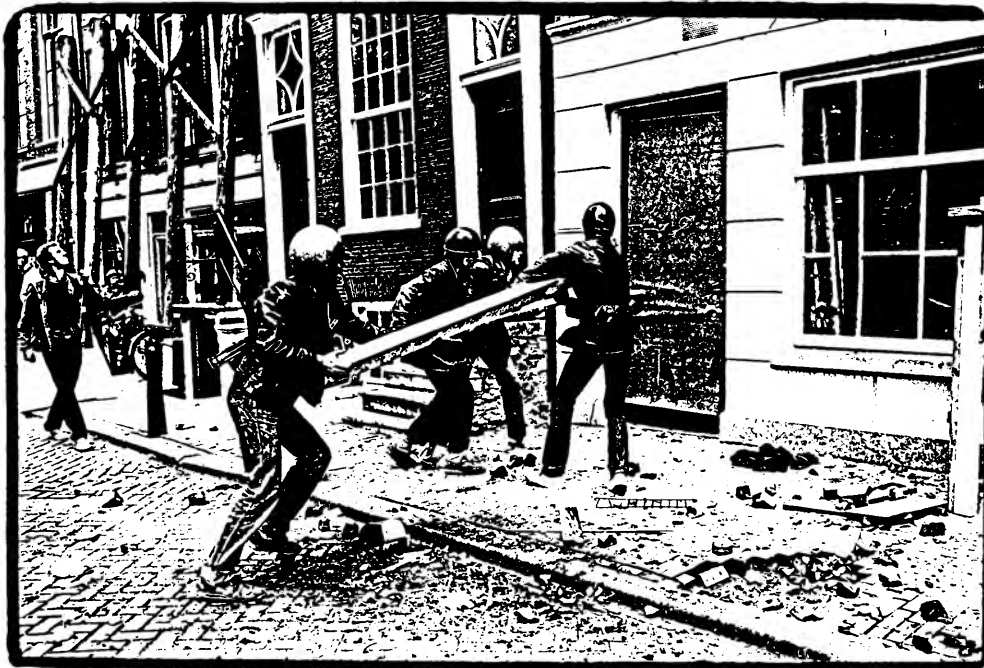
Cette même année, des militants, de tendance plutôt marxistes, tentèrent d'organiser une coordination le «*Kraak overleg A'Dam*». Les personnes qui étaient à l'origine de cette coordination voulaient aborder d'autres thèmes que celui de l'habitat : la politique de rigueur du gouvernement, le système du profit, l'armement, etc... Cette tentative échoua car elle se transforma en un dialogue entre quelques personnes, mais elle donna naissance à un journal «*Verzet*» qui je crois, existe encore.

La situation devait redevenir très tendue en 85.

Le 24 octobre, l'expulsion d'une femme et de son bébé de leur squatt provoque des affrontements entre flics et squatteurs au cours desquels un manifestant est blessé par balles. Parmi les personnes interpellées, un jeune punk, Hans Kok meurt dans sa cellule dans des circonstances encore mal éclaircies.

La nouvelle de sa mort déclenche une riposte très violente qui prend la forme d'une série d'actions par petits groupes.

Pendant la semaine qui suivit la mort de Hans Kok de nombreux attentats furent perpétrés à Amsterdam, ainsi que dans des villes moins importantes telles Haarlem ou Zwolle, contre des cars de police, des commissariats, etc...



Amsterdam - ville olympique ?

La candidature d'Amsterdam au Jeux Olympiques de 1992 pouvait être un prétexte pour la municipalité de «*nettoyer*» la ville (terme qu'avait employé le maire socialiste en 1984).

Ce projet ne rencontra pas l'enthousiasme des foules, au contraire, il nécessitait des dépenses énormes, des destructions importantes d'espaces verts dans la ville même, la construction d'un nouveau stade olympique qui n'aurait plus été rentable une fois ceux-ci terminés), de parkings immenses, d'un village (pour accueillir les vaillants sportifs, et les médias) et même d'hôtels !

Bref, d'une infrastructure gigantesque qui aurait posé d'énormes problèmes de transport et fait des dégâts écologiques irréparables. La menace d'un flicage de plus en plus important. L'aspect commercial, l'absence totale de concertation avec la population furent deux arguments importants dans la contestation des JO.

Un comité anti-olympique (*Noo Olympic*) se créa, il publia une brochure et organisa des actions comme à *Amstel Veen* lors de la finale de hockey féminin («*bombage*» à la peinture du stade), ou à Amsterdam («*tapage nocturne*» afin de réveiller un membre de l'*Internationaal Olympic Conseil*).

Le comité exprima publiquement son désaccord par rapport à l'attentat «*anti-JO*» qui avait détruit une antenne de télécommunication. Il y eut donc beaucoup de petites actions mais il n'y a pas eu un réel mouvement d'opposition aux jeux.

La répression et l'adaptation de l'État à la lutte contre les squatts.

La répression gouvernementale s'exerça de différentes manières. Les autorités laissèrent agir certains propriétaires qui n'hésitaient pas, comme nous l'avons vu plus haut, à payer des groupes de nervis pour déloger les squatteurs, et, lorsque ceux-ci parvenaient à réinvestir le squatt, leur situation, dans beaucoup de cas, devenait indéfendable juridiquement, la justice estimant que l'immeuble n'était pas vide au moment de l'occupation, et pour cause !

Les autorités «*couvrirent*» également les propriétaires qui faisaient recours à des avocats véreux pour engager des poursuites non fondées contre les occupants sans droits ni titres.

La police de son côté, augmenta son arsenal répressif : vers 80, se créèrent des unités spéciales anti-émeutes, les *ME* déjà citées précédemment.

La police s'arrangea pour rabattre les dealers et la prostitution dans les quartiers où les squatteurs étaient le plus concentrés, le but est clair : transformer ces quartiers en ghettos, leur donner une réputation telle que les opérations éventuelles de «*nettoyage*» en soient légitimées, et pourrir le mouvement de l'intérieur.

Elle se montra de plus en plus zélée quand à l'interprétation de la loi : au début des années 80, par exemple, elle ne se montrait pas trop pointilleuse lorsqu'il lui fallait constater la vacuité d'un logement au moment de l'occupation. Aujourd'hui il suffit parfois qu'il reste un seul objet appartenant au propriétaire pour que l'appartement ou l'immeuble soit déclaré «*déjà occupé*».

En 80 la municipalité créa un «*Kraak wart bureau*» (qui signifie «*bureau de garde anti-squatt*»). Les propriétaires peuvent y passer des annonces pour trouver des gens (ayant la plupart du temps de faibles revenus : étudiants, chômeurs) qu'ils logeraient gratuitement, sans aucuns contrats bien sûr et qu'ils pourraient mettre dehors quand bon leur sembleraient...

Ainsi, dans le cas où des squatteurs s'intéresseraient à son bien, le propriétaire peut prouver que celui-ci était déjà «*habité*» même s'il ne s'agissait en fait que d'une seule chambre dans tout un immeuble. Dans ces conditions, il devenait impossible pour les squatteurs de se défendre sur le plan légal.

Au cours de la dernière décennie, certaines municipalités introduirent des clauses spéciales relatives au «*maintien de l'ordre public*» qui eurent comme conséquence la mise hors la loi du squatt. Des villes moyennes comme *Arnhem*, *Hengelo*, ou plus importantes comme *Eindhoven* possèdent ce genre de décrets dans leur législation municipale.

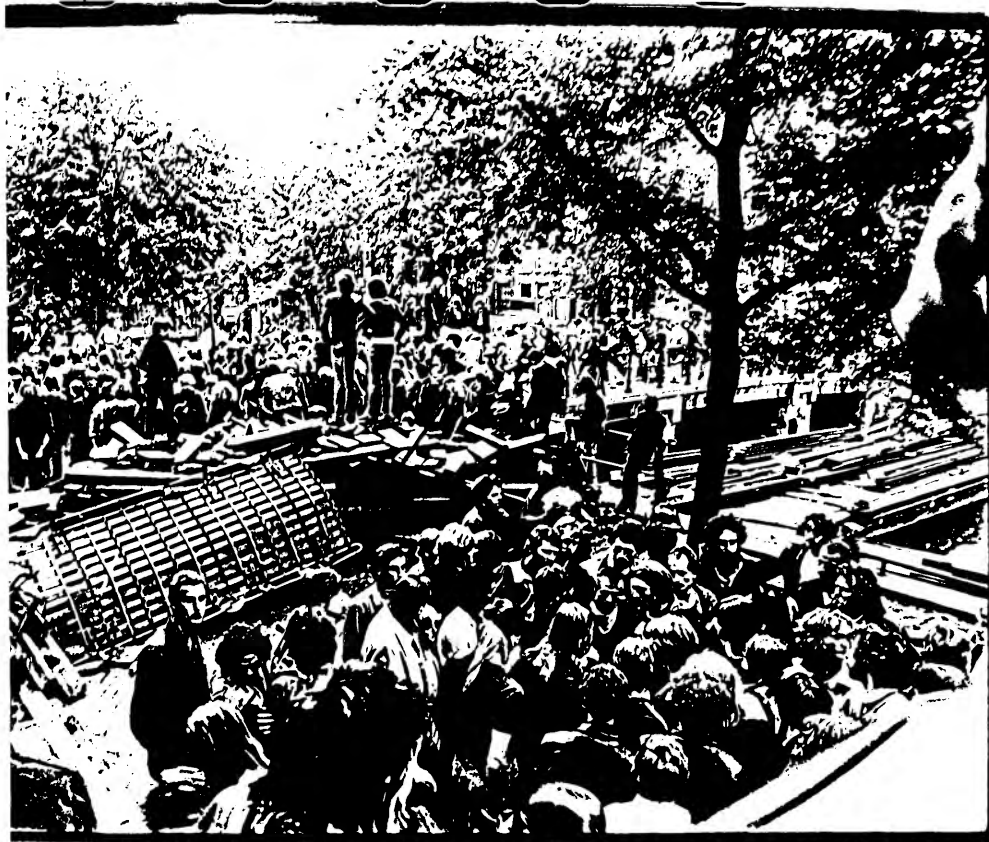
Un des derniers en date, la «*Huidenstraat truc*» (nom de la rue où il fut appliqué pour la première fois) permet d'enlever aux squatteurs le droit de se porter partie civile dans les procès qui les opposent aux propriétaires des logements occupés. Le mécanisme est simple : le propriétaire d'un immeuble squatté s'arrange pour «*vendre*» celui-ci à un tiers (qui est de connivence), en omettant, officiellement, de signaler à ce dernier la présence des squatteurs.

«*L'acheteur*» simule l'étonnement et engage une procédure, l'occupation n'étant pas mentionnée dans l'acte de vente il porte plainte pour vente illégale. L'affaire passe en justice et le juge n'a plus qu'à ordonner l'expulsion des habitants.

Mais le plus grave danger pour le mouvement squatteur est la nouvelle loi anti-squatt, entrée en vigueur au mois de janvier 87 mais dont le projet remonte à 76.

Le problème pour l'échiquier politique parlementaire était de définir une «*forme sociale*» acceptable, d'interdiction du squatt. La clause la plus importante de ce texte proposait la création, dans chaque commune, d'un registre du logement, qui aurait pour fonction de recenser tous les appartements, maisons, immeubles déclarés vides par leurs propriétaires. Pour ces derniers, il devenait possible d'intenter un procès aux squatteurs sans connaître leurs identités alors que, jusqu'ici, il était impossible de faire expulser un squatteur tant qu'on n'avait pas son nom.

Le projet de loi donnait également la possibilité aux propriétaires de louer leurs appartements pour des durées limitées, il entraînait la suppression de certains droits des locataires (contrôle du loyer, par exemple).



Cette nouvelle loi anti-squatt fut votée en 1981 par les deux chambres hollandaises. Son application fut différée, car elle nécessitait une restructuration des dossiers communaux et une «injection» de 100 millions de florins (270 millions de francs).

Le gouvernement n'ayant pas prévu une telle amputation de son budget, il fut décidé de n'appliquer que partiellement la nouvelle loi.

Ainsi, le fameux registre de recensement, cette sorte de cadastre, fut momentanément écarté pour être intégré ultérieurement dans un projet de réorganisation des offices communaux de distribution et de contrôle du logement.

La loi, ainsi modifiée fut définitivement adoptée fin 84.

Un des éléments les plus significatifs de cette loi est donc le droit pour le propriétaire de porter plainte contre x, tout squatteur pouvant maintenant être traîné en justice avec une infime chance de gagner son procès. Les immeubles et appartements déjà squattés au moment de l'application de la loi peuvent être l'objet d'une procédure sur simple déposition du propriétaire. Le fait d'habiter un squatt depuis plusieurs années n'est donc plus une garantie.

Le propriétaire pourra dorénavant louer ses appartements pour une durée limitée et fixer les loyers sans devoir se plier aux conventions du logement.

Dans les faits, depuis un an, la police ne s'est pas trop gênée pour outrepasser ses droits et commencer à appliquer la loi avant la date (expulsions sans préavis, par exemple alors que c'est totalement illégal).

La politique de la municipalité et de l'État en matière d'urbanisme et l'évolution de la crise du logement.

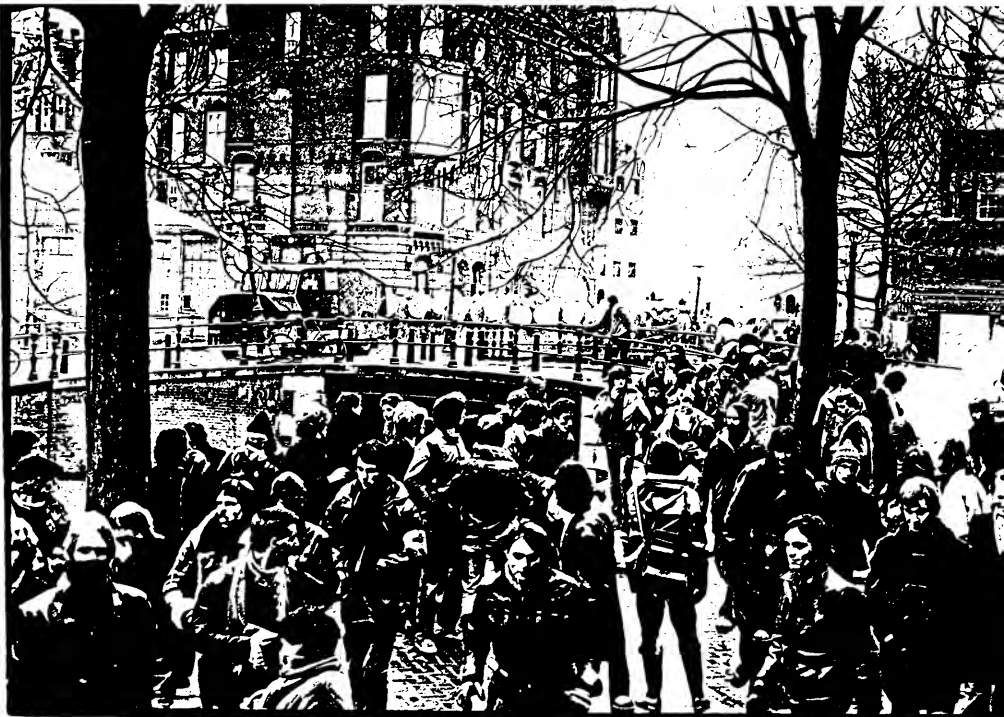
Entre 59 et 62 la municipalité élaborait un projet qui consistait à transformer Amsterdam en une sorte de «city» : un centre surtout économique, les habitants devant être refoulés dans les banlieues.

Elle abandonna ses rêves vers 69-70 pour diverses raisons dont la principale fut l'opposition des habitants. A partir de 1970, la très grande majorité des sociétés commerciales s'installèrent sur la périphérie. De nombreux immeubles furent abandonnés et laissés vides. Il existait bien, à l'époque, un projet d'aménagement mais les investisseurs potentiels refusèrent de financer le projet.

En 75-77, les squatteurs, jusque-là répartis dans les vieux quartiers environnants, commencèrent à occuper ces immeubles (200 étaient encore squattés en 82).

Depuis la dernière guerre la municipalité intervenait directement en ce qui concerne l'urbanisme.

Elle veillait plus ou moins, à ce qu'il y ait une distribution «équitable» de l'habitat pour les bas et moyens revenus.



A partir de 69, l'État cessa d'intervenir (officiellement du moins, nous le verrons plus tard) et la politique du logement fut alors soumise aux lois du «libre» marché. Les clauses gouvernementales qui limitaient la spéculation furent abrogées dans douze grandes villes dont Amsterdam, Rotterdam, La Hague, Utrecht, Tilburg. Très vite les loyers augmentèrent, les capitaux des banques et des sociétés immobilières s'accrurent aux dépens de ceux de la municipalité et des coopératives du bâtiment. Les logements sociaux et les nouvelles constructions se firent de moins en moins nombreux. La pénurie de logement à louer, la crise économique générale, l'incapacité des partis de gauche à améliorer la situation, furent les principales causes du développement du mouvement squatteur.

La complexité grandissante des problèmes de logement a, en fait, obligé l'État à intervenir de plus en plus. Il y eut une «croissance explosive» de la bureaucratie chargée de l'urbanisme : l'État ne s'occupait plus seulement de la planification de l'habitat et de l'infrastructure nécessaire, mais il se chargea aussi de favoriser la participation de toutes les personnes concernées par le processus d'urbanisme (associations, agences municipales de logement, etc...) en même temps qu'il laissait, le plus possible, la voie libre aux spéculateurs.

A partir de 78, la municipalité lança à Amsterdam une campagne de rénovation appelée «batir pour le quartier». Les maisons rénovées furent destinées uniquement à la location et non à la vente. La plupart des immeubles et terrains devinrent la propriété de la municipalité ou d'associations de logement à but non lucratif, comme cela était déjà le cas pour les autres quartiers de la ville. Les loyers des appartements rénovés restèrent à des prix convenables par rapport au reste du marché locatif.

En ce qui concerne les moyens à mettre en œuvre, la municipalité a eu

peu d'autonomie : c'est l'État qui, non seulement, allouait les subventions mais aussi qui fixait approximativement les montants des loyers.

En 78-80, il n'y avait pratiquement plus de nouvelles constructions, contrairement aux années 60 où elles furent très nombreuses ainsi que dans les années 70 (où elles commencèrent à se faire plus rares).

A partir de 81, la municipalité reçut de nouvelles subventions afin de construire des logements et d'accélérer le processus de rénovation.

Ces subventions lui servirent également à racheter des immeubles squattés.

En 84-85, la municipalité en racheta, chaque année, une trentaine.

Aujourd'hui, c'est en tout, une centaine de ces immeubles occupés (dans lesquels habitent entre 10 et 100 personnes) qui appartiennent à l'État.

En 85 et 86, 4 000 nouveaux logements sont construits et 4 000 autres sont rénovés (en 84 ces chiffres étaient respectivement de 7 000 et 6 000).

Un énorme coup de fouet a donc été donné en matière d'urbanisme.

Si la crise du logement s'est partiellement résorbée, les loyers, en moyenne, restent chers, surtout pour la couche de la population la plus défavorisée (jeunes, chômeurs) mais il faut quand même noter qu'il est relativement facile ici d'obtenir des allocations sociales (chômage ou logement) et plus de la moitié des squatteurs, surtout des jeunes sont au chômage rénuméré (environ 3 000 F par mois). La situation à Lyon semble donc beaucoup plus catastrophique maintenant.

Journaux et radios.

Dès 1976, le mouvement squatteur se dota d'un journal, le «Kraakrant» qui dura jusqu'en 1981.

Sa parution était assez irrégulière, en moyenne une fois par mois, cela dépendait de l'actualité.



Ensuite le «*Blaaste Waarshuwing*» lui succéda mais pour une dizaine de numéros seulement.

L'hebdomadaire «*Bluf*» existe maintenant depuis 5 ans, il est édité à 2 500 exemplaires et paraît sur toute la Hollande. Dès le début «*Bluf*» s'est intéressé à d'autres luttes que celle des squatts; aujourd'hui il consacre beaucoup de ses pages à des mouvements de libération très divers : luttes anti-apartheid, Irlande, anti-militarisme, Amérique centrale, etc. pour ce citer que celles-ci.

Son équipe rédactionnelle, constituée d'une quinzaine de personnes (ce chiffre étant très variable) tient à favoriser les sujets concrets aux articles «*idéologique*» mais sans sacrifier complètement quand même la théorie. Les discussions sur le problème de la violence y tiennent une large place par exemple. Elle tient également à ce que le journal conserve un profil très pluraliste, ce qui lui vaut d'ailleurs parfois de nombreuses critiques, de la part des anarchistes entre autres qui trouvent le «*Bluf*» un peu trop ouvert à l'extrême-gauche.

«*Bluf*» a publié des documents secrets volés au gouvernement et à l'armée, documents concernant par exemple, les nouvelles installations nucléaires, l'organisation de l'armée, les fichiers des personnes «*suspectes et surveillées en temps de crise*» et relatifs aux opérations d'infiltration menées par la police dans tous les mouvements de gauche.

Ce genre de scoop a beaucoup attiré l'attention du public et a suscité des questions de la part du parlement aux ministres concernés.

«*Bluf*» garde un registre des noms des flics en civils et des voitures banalisées de la police. Régulièrement il publie des photos de flics en civil «*en action*».

Il existe aussi, mais beaucoup moins qu'avant, des journaux de quartier comme le «*Grachten Krant*» ou le «*Waarsschuwing*» qui est un feuillet hebdomadaire envoyé à tous les squatteurs et qui traite des événements les plus récents (nouveaux squatts, expulsions...).

Il y a également la lettre de «*Front Lijne*» (un centre d'information) qui elle est mensuelle et qui rassemble des informations sur la Hollande et parvenant d'autres pays (Angleterre, Allemagne, Belgique, Canada...). La presse alternative a toujours eu une position claire par rapport au parlementarisme : elle a toujours critiqué le consensus politique entre la droite libérale et la gauche démocratique et a toujours conservé une position anti-électorale.

En ce qui concerne les radios on en compte une dizaine sur Amsterdam, toutes plus ou moins liées aux squatts. La «*Vrije Keiser*» : la plus ancienne (elle débute en 80) et les radios squatts très liées au milieu «*autonome*» : «*RVZ*», «*NV/S*», «*Radio X*», «*DFM*» et «*Ra-*

botnik», deux radios expérimentales : «*WHS*» qui est surtout musicale et «*Factum*» une radio d'information et aussi culturelle qui favorise des conversations téléphoniques avec ses auditeurs.

Ces quatre dernières sont maintenant regroupées sur même fréquence et forme «*Radio 100*».

Ces radios sont toutes illégales exceptés «*Radio X*» (qui collabore d'ailleurs régulièrement avec «*Factum*»).

Évolution récente du mouvement et de ses marges.

Le début des années 80 semble marquer un changement, une déstructuration progressive du mouvement dont l'aspect le plus visible est le repli des quartiers sur eux-mêmes. De plus il y a apparemment une «*nouvelle génération*» de squatteurs. Ce phénomène s'est accentué depuis 83 et actuellement très peu de squatteurs «*actifs*» avant 80 le sont encore.

Le mouvement squatt est maintenant dans une passe difficile, il semble avoir perdu sa dynamique, en ce qui concerne la défense propre du logement tout du moins (car comme nous l'avons vu il est loin d'être un mouvement uniquement lié à cette forme de lutte).

Aujourd'hui beaucoup de squatteurs, tant individuellement que collectivement tentent de négocier avec les propriétaires ou avec la municipalité et de régulariser leur situation.

Bien sur, il y a toujours eu des tentatives semblables dans l'histoire du mouvement, qui est à la fois très radical et par certains côtés et très réformiste par d'autres.

Mais ces régularisations deviennent de plus en plus fréquentes. On peut citer à cette occasion le «*Tetter Rode*», un immense squatt qui vient de se faire régulariser, ce qui a permis aux squatteurs de toucher des subventions qui étaient absolument nécessaires pour remettre l'immeuble dans un état correct et y réaliser de nouveaux projets.

Ces régularisations sont tout à fait compréhensibles dans un contexte de baisse généralisée ou lorsque les projets sont ambitieux, et elles sont, la plupart du temps, la seule issue possible.

Le mouvement squatteur a donc énormément changé ces dernières années. De plus en plus de squatteurs se sont investis dans d'autres types de luttes ou d'activités. Des groupes politiques spécifiques (anti-fascistes, anti-apartheid, féministes, homosexuel(le)s, écologistes, etc...), dans des associations culturelles (théâtres, cinéma, librairies, atelier de peinture, etc...) ou encore dans des commerces alternatifs.

Il en résulte que la défense du logement prend de moins en moins de place dans la vie quotidienne.

Le mouvement s'est progressivement déstructuré.

Avant 80, par exemple, la majorité des squatts cotisaient à un fond commun de solidarité, ce genre de pratique a aujourd'hui complètement disparu. Les grandes réunions générales du mouvement (jusqu'au tout début des années 80) se sont espacées peu à peu pour n'avoir lieu ensuite qu'à l'occasion d'événements exceptionnels et pour disparaître enfin quasi totalement.

Les réseaux téléphoniques d'urgence qui auparavant permettaient de rassembler plusieurs centaines de squatteurs en un temps record (suivant l'importance du squatt, bien sur) sont beaucoup moins efficaces.

Un autre signe révélateur est la dernière journée de squatt en novembre 86, durant laquelle il n'y a eu que 5 à 6 nouveaux squatts (une dizaine cependant à Utrecht), et si l'anniversaire de la mort de *Hans Kok*, le 25 octobre a donné lieu à une manifestation de 2 000 à 3 000 personnes on est loin de l'agitation et des émeutes du début de la décennie.

Le mouvement squatt convergea souvent avec d'autres luttes, grèves des dockers en 79, manifestations anti-nucléaire (contre la centrale de *Doodward* en 81), mouvement d'opposition aux manœuvres et aux transports de munitions de l'*OTAN* en 82 et à l'implantation des *Cruises* en 83, etc...

Il a été et est encore, un mouvement «*porteur*» : de nombreux groupes spécifiques y trouvèrent un terrain propice, des locaux vides et gratuits, un réseau de communication et d'information qui favorisait les initiatives et la circulation des idées.

Beaucoup d'actions (comme celles contre l'extrême-droite ou l'apartheid) partent encore du mouvement squatteur. On peut citer par exemple, l'attaque du meeting au cours duquel *CP* et *CD* (deux partis d'extrême-droites) devaient fusionner avant les élections parlementaires en mars 86.⁴ Ou encore les actions de sabotage contre *Shell* qui investit en Afrique du Sud. Ce genre d'actions partent essentiellement de la mouvance autonome (ils sont environ 300 en Hollande dont une centaine «*d'actif*»). Un autre exemple est le comité «*Pas de fascistes au conseil*», crée suite à l'élection de quatre néofascistes (dont un à Amsterdam) aux dernières élections municipales, et qui était composé de squatteurs et de gens très divers. Le féminisme, lui, a énormément progressé au cours de ces dix dernières années, de plus en plus de groupes se sont constitués. En désaccord avec les comportements parfois sexistes et machistes de certains squatteurs ces groupes se mirent à organiser leurs propres actions, (comme au camp militaire de *Woendrecht* contre l'implantation des *Cruises*, on peut citer encore l'action menée par un groupe féministe contre une usine d'armement qui fit plusieurs milliers de florins de dégâts).

Les anarcho-féministes ont maintenant leur propre journal hebdomadaire et il existe une radio, des ateliers, restaurants, cafés, imprimeries spécifiquement féministes.

Les débats internes.

Le mouvement squatt a toujours été très hétérogène. Cela apparait dans la grande diversité des centres d'intérêts et des projets : lieux de vie, lieux de travail, centre de jeunesse, etc...

La politique du mouvement s'est toujours principalement basée sur la notion d'autonomie.

Ce terme faisant référence ici non seulement à une indépendance d'action du mouvement mais également au respect de celle des individus et des groupes affinitaires.

Il n'y a jamais eu de quelconque plateforme du mouvement, un projet commun d'alternative globale concernant la société.

Dans son ensemble, il a privilégié dès le début et certainement plus encore aujourd'hui, la pratique, la spontanéité et le «pragmatisme» aux dépens (et c'est sans doute l'une des cause de son recul) du théorique et du stratégique.

Sa structure s'élabora suivant les nécessités du moment et à partir des expériences vécues.

Ce refus de l'organisation formelle (qui finit par tourner à la paranoïa) s'est accentué après les discussions de 83 sur les prises de pouvoir, d'influence et les manipulations. Actuellement les discussions et les débats sont fréquents dans les cafés de squatteurs (ou dans des squatts lors de débats). La multiplicité croissante de ces lieux de communication a fait que le besoin de structure, de type formel, n'apparaît plus comme nécessaire pour la très grande majorité des squatteurs.

La question de l'organisation est devenu problématique vers 80 environ. D'abord au moment des émeutes lors du couronnement de la reine où les squatteurs durent choisir des porte-paroles.

Cette question de l'organisation ne fut, par la suite, jamais réglée en raison de l'hétérogénéité même du mouvement.

Une partie des squatteurs d'Amsterdam se démarquèrent des émeutes, ce qui entraîna une dangereuse division entre «casseurs» et «bons squatteurs».

On peut noter à propos de cette question de l'organisation que les quartiers composés surtout de grands immeubles squattés génèrent des types de structure moins hiérarchiques que les quartiers dans lesquels les squatts étaient en grande majorité des «étages».

Perspectives.

Le mouvement squatt fut donc ascendant jusqu'au tout début des années 80. Là, il va se heurter, en avril 80, à la

puissance militaire de l'État, qui ne peut plus se permettre de reculer face à la contestation de son autorité. Le mouvement se heurte aussi à des problèmes d'ordre structurel et à celui de la violence. Violence à laquelle il ne peut échapper s'il veut poursuivre son expansion et conserver ainsi ses raisons mêmes d'existence mais qui, parallèlement commence à le couper de son appui populaire.

Les émeutes d'avril 80 et l'intervention de l'armée vont marquer la fin de beaucoup d'illusions et provoquer peu à peu le découragement et l'abandon de cette «stratégie de front». Le mouvement ayant atteint une limite, beaucoup de squatteurs vont chercher d'autres voies, plus réformistes et qui leurs permettent d'éviter la marginalisation.

Je ne pense pas que l'on puisse considérer le mouvement squatt comme fini, contrairement à ce que certains disent. Le contexte social ayant changé (le logement est devenu moins problématique qu'avant) il était inévitable que le mouvement squatt se transforme lui aussi. Cela ne veut pas dire qu'il a perdu toute potentialité de réaction, toute capacité à influencer la société hollandaise, bien au contraire ! Celle-ci est très différente de la nôtre, qui peut être répressive, et très «libérales» à d'autres moments ; et ce que le mouvement squatts a réussi à faire passer dans la mentalité collective, les réseaux culturels et politiques qu'il a tissé dans cette société, sont loin d'être étrangers à cet état de fait et loin d'être négligeables. Il est à peu près certain aujourd'hui que la

répression contre les squatteurs va se durcir et que les problèmes de logement vont à nouveau s'accroître dans les mois et les années à venir mais j'ai l'impression qu'il existe actuellement un terrain favorable sur lequel des luttes de grande ampleur peuvent reprendre.

RÉGIS

(début février)

notes

1 - Durant la période la plus active du mouvement on a avancé un chiffre de 10 000 squatts, rien que dans la capitale .

Aujourd'hui, il semble qu'il y en ait un peu moins de 5 000.

En fait, il est très difficile donner un chiffre exact sans risque de se tromper de quelques centaines, voire de quelques milliers ! On ne peut guère se fier aux chiffres officiels (la raison en est évidente) et les squatteurs ne se font pas recenser !

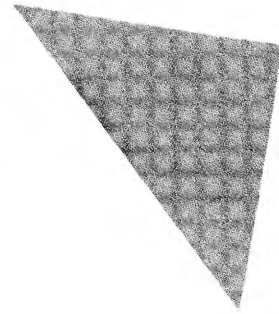
2 - Pendant la grève des ouvriers du bâtiment en 66 un gréviste fut tabassé et tué. La raison officielle du décès qui fut invoqué était la crise cardiaque.

3 - Le propriétaire devait d'ailleurs être arrêté et relâché quelques jours plus tard.

4 - Des fumigènes lancés par des «autonomes» à l'intérieur de l'immeuble mirent le feu et des fascistes se jetèrent par les fenêtres pour échapper aux flammes. Il y eu, heureusement, beaucoup de blessés très graves.



Le problème des basques espagnols



*Suite à un exposé d'un réfugié politique
Basque à l'ATENEO de
Clermont-Ferrand.*

Origine : Le peuple Basque s'étendait d'abord tout le long du golfe de Gascogne de chaque côté des Pyrénées, puis il s'est trouvé ramené au cours des âges à un petit territoire en France (une partie des Pyrénées Atlantiques), et un territoire de 18 000 km² et 2 500 000 habitants côté Espagnol. L'identité Basque fait référence à sa langue. Avant la Révolution Française il y existait déjà la consultation populaire pour élire les dirigeants. La révolution y mit fin du côté français (mise en place de l'État souverain) supprimant du coup cette identité, qui par contre, est restée du côté Espagnol puisqu'il n'y eut pas de révolution.

Le début du 19^{ème} siècle vit la fondation du «*Parti Nationaliste Basque*» avec la devise : «*Dieu et les Lois Antiques*», c'est-à-dire le retour aux anciennes lois, donc la reconnaissance de l'Autonomie, (aujourd'hui les Basques ne se réclament plus de la religion).

Avant 40 : des élections ont lieu en 36, sous la 2^{ème} République, et un statut d'autonomie est donné à la Catalogne. Ce statut lui permet entre autre d'avoir sa propre monnaie, et de supprimer l'obligation au service militaire. A l'arrivée de Franco le gouvernement Basque s'exile.

Après 40 : après la libération de la France en 44, les Basques croient à une aide de la France pour retrouver leur autonomie, mais ni la France, ni les Alliés, n'interviennent contre l'Espagne franquiste. Alors en 1960 un secteur du pays constitue un front de lutte armée. Et ce sont les débuts de l'ETA qui prend naissance dans le monde ouvrier. En 70, des incertitudes se font jour sur la suite du franquisme, et Carrero Blanco, le successeur logique, est exécuté par l'ETA. A cette date commence la libéralisation du régime pour cause de demande d'entrée dans le *Marché Commun*.

L'après franquisme : en 76, les Basques considèrent comme une trahison des Républicains le fait qu'ils acceptent le retour de la Monarchie. En 78 a lieu le référendum pour la constitution. Cette constitution est approuvée partout

sauf au Pays Basque. Les reproches qui lui sont faits sont d'abord qu'il n'y est pas question des identités régionales, ensuite que les socialistes et les communistes s'engagent à ne pas bouger alors qu'au Pays Basque, il y a un fort mouvement ouvrier. En 79, on leur octroie un statut d'autonomie, mais ce statut donne la forme et non le contenu et ne peut satisfaire personne.

En 82, l'arrivée des Socialistes au pouvoir ne change rien, au contraire, avec l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN, et des promesses, entre autre, sur la création d'emploi, qui ne sont pas tenues.

La différence principale entre le peuple Basque et l'autre partie du peuple Espagnol est une conscience beaucoup plus forte, et la revendication principale de l'ETA consiste dans la reconnaissance au peuple Basque du droit de s'autodéterminer.

Analyse succincte : Il y a effectivement une volonté Basque à l'autonomie. Cette volonté se montre lors des élections où les partis nationalistes l'emportent largement sur les partis nationaux. Les Basques se trouvent également souvent en contradiction avec le reste du pays, notamment pour l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN. Mais le désir profond reste de pouvoir vivre leur propre culture et parler leur propre langue.

Situation aujourd'hui : le peuple Basque souhaite bénéficier du droit à l'autodétermination. En mars 86, 70 % du peuple Basque a voté contre l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN. Et ils se trouvent ainsi attachés malgré eux à cette structure de guerre.

Depuis 82, et l'arrivée des Socialistes la «*répression démocratique*» n'a fait que s'accroître avec le renforcement des mesures d'exception pour criminaliser un mouvement social qu'ils n'ont pu ni absorber ni contenir politiquement.

Ce «*terrorisme*» d'État débouche sur :

— le plan ZEN (*Zona Especial Norte*) qui justifie l'occupation militaire, les écoutes téléphoniques, les arrestations...

— l'application de la loi anti-terroriste qui légalise la torture. Depuis 81 trois Basques ont trouvé la mort sous la torture.

— l'existence d'un tribunal politique d'exception (*Audience nationale*).

— la création du GAL, premier groupe terroriste en Europe qui a tué en France 15 réfugiés Basques et 8 Français.

Aujourd'hui les réfugiés Basques ne sont plus protégés par le droit d'asile depuis l'entrée de l'Espagne dans le marché commun, car la constitution Espagnole est considérée comme démocratique même si elle a été rejetée par une majorité de Basques, et même si l'hypocrisie pousse à ne pas voir la façon dont sont traités les détenus.

Ainsi les réfugiés Basques demandent :

— la reconnaissance du droit pour eux à être couverts par la convention de Genève.

— l'annulation de la procédure d'«*exclusion par urgence absolue*».

— le respect des conventions internationales de refuge pour motifs politiques (droit d'asile).

Conclusions personnelles.

Ce qui précède est tiré d'un exposé que nous a fait un Basque exilé en France pour échapper à six ans de prison en Espagne. Il n'appartenait pas à l'ETA mais plutôt à un mouvement se rapprochant d'un mouvement écologiste militant de chez nous, avec des implications régionalistes.

Nous lui avons expliqué notre retenue vis-à-vis des nationalismes et nos craintes que le but recherché ne soit qu'obtenir un État Basque avec un drapeau Basque, une armée Basque, une police Basque, à l'image de n'importe quel État. Il nous a bien dit que pour lui ce n'était pas le but recherché, mais seulement de pouvoir vivre sa propre culture. Mais il n'a en fait engagé que lui-même.

Cependant il apparaît que les systèmes policiers et répressifs du franquisme sont loin d'avoir disparus. On n'élimine pas du jour au lendemain dans un pays des structures mises en place pendant 40 ans. Le GAL, par exemple, serait composé tout simplement d'officiers gardes civils transformés, en dehors de leur service, en tueurs. Une personne arrêtée se trouve coupée de tout contact avec le monde extérieur, et peut mourir sous la torture sans que personne ne sache ce qu'elle est devenue. Ce fut le cas de

Mikel Zabalza, retrouvé «noyé» dans une rivière trois semaines après son arrestation (novembre 85).

De toutes façons, même si les raisons de la lutte du peuple Basque ne m'apparaissent pas encore très clairement, il est certain que le Pays Basque vit une période d'occupation militaire, doublé d'un régime policier, avec tout ce que cela implique lorsqu'on sait que les deux viennent du franquisme. Même si, pour des raisons idéologiques, je ne partage pas les vues de nos voisins pyrénéens, il m'apparaît nécessaire de s'élever contre les expulsions qui, sous la droite au pouvoir, ont lieu maintenant sans que même les formes, soient respectées. Ainsi, si les socialistes ont commencé en 84 à extraditer des militants pour cause d'*Internationale Socialiste*, depuis 86 le gouvernement Chirac a expulsé 23 réfugiés dont certains même n'étaient recherchés ni par la justice française, ni par la justice espagnole.

L. Ségéral.

Copie du texte d'une déclaration concernant le référendum sur l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN.

**Euskal herria bai OTAN ez
OTAN non, Pays Basque oui**

Conscients de la ligne de soumission que l'État espagnol garde face à la politique impérialiste des USA et conscients de la signification que prend l'OTAN quand à la lutte de libération nationale développée par le peuple Basque tout au long de l'histoire, en cette heure décisive pour l'humanité entière, le Pays Basque lève bien haut l'étendard de la lutte pour la souveraineté nationale et contre l'OTAN.

La permanence de l'État espagnol dans l'Alliance Atlantique implique une intervention des États-Unis plus directe contre le peuple Basque avec des conséquences d'ordre politique, économique, policier, militaire et diplomatique qui aggraveront sans doute les conditions de la conquête de nos légitimes droits nationaux.

L'OTAN amène avec elle ses «asseurs» et ses «experts en sécurité» dont la fonction principale est la neutralisation de «l'ennemi intérieur».

Défendre l'OTAN c'est défendre le polygone de tir des Bardenas, où se réa-

lisent 60 % des exercices des Forces Armées Nord Américaines cantonnées en Europe occidentale.

En tant que défenseurs de la pleine et entière libération de notre peuple et des autres peuples opprimés du monde, nous sommes fermement convaincus de la nécessité de la détente dans les relations, de la coopération et amitié entre tous les peuples souverains, en respectant le libre exercice du droit d'autodétermination. Nous nous manifestons pour le non-alignement, et, en même temps, pour la solidarité internationale avec tous les peuples opprimés qui luttent pour leur émancipation, dans n'importe quel endroit du monde.

Nous nous déclarons contraires à l'élargissement des blocs militaires qui existent actuellement et pour le démantèlement parallèle de ces structures militaires et donc pour leur dissolution simultanée.

Pour la souveraineté nationale Basque, la paix mondiale, le non-alignement et la solidarité entre les peuples, comme abertzale et anti-impérialiste, nous te demandons ton adhésion en guise de preuve de ton refus à l'OTAN dans ce qu'elle signifie de répressif, militaire et impérialiste.

NOUVELLES DE PABLO VIVANCO

Dans le précédent numéro, nous vous avons parlé de l'expulsion de Pablo Vivanco, militant de Herri Batasuna. Nous avons reçu d'autres nouvelles :

«J'ai eu l'occasion de descendre au Pays Basque pour le début janvier; j'ai pu avoir des nouvelles de Paul. Il est incarcéré à Aliola de Henares où se déroule depuis plus de 40 jours un mouvement de revendications des prisonniers politiques. Paul a été tabassé 2 fois par les gardiens, surtout sur sa jambe atteinte par la polio, et il a très mal. Il est allé 2 fois à l'hosto, mais le toubib ne veut rien savoir. En plus, il a fait 4 jours de mitard et n'a pas droit comme tous les autres prisonniers à 10 minutes de parloir par semaine. Tout cela pour rien, les flics n'ont rien contre lui; quand tu penses que sur 28 expulsés les flics espagnols en ont relâché déjà 7.

Un autre, Ruiz de Gounea a été hospitalisé à l'hôpital de Carabanchel en raison des tortures subies à la DGSE. Un autre, Azkarate a été hospitalisé sur ordre du juge en raison des tortures subies (on parle de brûlures à la lampe à souder), tandis qu'à la prison de haute sécurité de Herrera de la Mancha, le directeur et 8 gardiens étaient limogés pour tortures.

Malgré cela, le moral reste fort — 6000 personnes pour la marche du 27 décembre devant la prison de Herrera — Feux d'artifices, appel au haut parleur, réponse des prisonniers, c'était assez fort.»

Yves, Marseille
janvier 1987



L'école buissonnière et la lutte des classes

Il est des termes que l'usage courant accoutume à utiliser de façon indifférenciée. Il s'agit de sortes de formules incantatoires tabou ; on ne peut alors toucher à l'un des termes sans paraître mettre en péril ceux qui lui sont arbitrairement liés.

C'est ainsi que dans la tradition libertaire les termes d'anarchisme, de révolution, de lutte de classes sont indissolublement liés.

Cependant, on peut être révolutionnaire et non anarchiste, si on considère que la révolution signifie un changement radical des structures économiques et politiques. C'est le cas de nombre de capitalistes ; ce peut être aussi celui de prolétaires, seulement désireux de prendre la place de ceux qui les exploitent, sans détruire pour autant les rapports d'exploitation.

A l'inverse, on peut être anarchiste et non révolutionnaire, si on estime que des changements quantitatifs peuvent permettre une évolution vers plus de liberté, moins d'État, et que cette évolution présente moins de risques qu'une rupture brutale. Cette position peut être tenue et argumentée ; c'est ce que font, par exemple, *Tomas Ibanez* ou *Joao Freire*¹. Elle ne justifie ni excommunication, ni amalgame.

Ce n'est pourtant pas celle que je souhaite évoquer ici.

Je suis anarchiste parce que je pense que « *le pouvoir est maudit* » et qu'il engendre forcément plus d'oppression, plus d'exploitation. Je crois aussi que le pouvoir de chaque individu sur sa vie est quelque chose de trop fragile, de trop délicat, pour être confié à des individus ou à des institutions. L'autorité ne crée pas les conflits, mais elle les fige, et, les vident de tout sens, empêche qu'ils ne se développent de façon dynamique.

Par ailleurs, je suis partisan de l'idée de révolution parce que je pense que la logique et l'idéologie dominantes des sociétés dans lesquelles nous vivons conduisent inéluctablement à plus d'injustice, plus d'exploitation, à un univers dans lequel le plus fort écrasera de plus en plus le plus faible. L'autre logique, celle du respect de la vie sous toutes ses formes, celle de la tolérance (je ne veux pas parler ici du sens benêt que prend souvent ce terme : que chacun fasse ce qu'il veut dans son coin pourvu qu'il ne me dérange pas, mais de la *curiosité* à

l'égard de l'expérience d'autrui quelque étrangère qu'elle puisse à priori me paraître), ne peut se voir reconnue que dans un système radicalement différent du nôtre ; entre les deux systèmes, il n'y a pas solution de continuité, mais exigence d'une rupture, sans préjudice cependant de la forme que peut prendre cette rupture.

L'idée selon laquelle l'évolution naturelle de notre société, grâce au progrès, mènerait inévitablement à la révolution, a fait long feu. Il reste cependant indispensable de rechercher, au sein de la société actuelle, ce qui pourrait être le germe d'un autre monde. La lutte de classes pourrait être un de ces germes.

Qu'il y ait des riches et des pauvres, des exploités et des exploités est évidemment intolérable. Mais cependant trop facilement toléré. Et l'un des éléments fondamentaux de cette injustice est qu'elle soit présentée et acceptée comme inéluctable, y compris par ceux qui en sont les victimes.

L'exploitation dominante se fonde non seulement, et peut-être pas d'abord, sur un système économique et politique et l'aliénation matérielle qu'il entraîne, mais sur l'idéologie qui sous-tend ce système et son acceptation quasi-unanime. Cette idéologie totalitaire le présente comme seule possible, sans alternative. Ses valeurs fondamentales sont le paraître et la possession, valeurs inculquées dès l'enfance par le relais de la famille et de l'école qui imposent comme seuls buts, pour chaque personne, d'« avoir » un bon métier et d'« être » établi. Cette idéologie est totalitaire en ce sens qu'elle impose à tout le monde d'aller dans le même sens, ce qui implique forcément une idée de concurrence et l'écrasement des faibles (dans cette voie) par les forts. Elle vise donc à masquer ou à éliminer toute trace de vie qui, elle, ne peut ni se fixer, ni se résoudre aux apparences. D'où la mise en avant de la notion de performance : il faut avoir le rendement le plus élevé. Or, dans beaucoup de domaines, ce rendement n'est pas extensible indéfiniment ; dans d'autres, il n'est pas mesurable objectivement. Alors, seul le discours peut être performant et pour beaucoup de cadres c'est devenu une question vitale : le discours remplace la production et

c'est son habileté et son abondance qui sont le lieu de la concurrence et du travail. Cette situation est évidemment absurde et réclame une dépense d'énergie tout-à-faire disproportionnée au résultat qui peut en être obtenu.

Le fait est cependant qu'à cette idéologie absurde tout le monde ou presque adhère comme à une évidence. Les valeurs sont donc les mêmes pour tous, avec seulement une différence de degrés. Du yacht au pédalo, de la propriété de Touraine (ou d'ailleurs) au pavillon de banlieue mériquie, il y a une différence quantitative et non qualitative. Dans ce cadre, il n'y a pas de place pour une culture ouvrière qui offrirait aux exploités un espace pour une solidarité de destin et de lutte, mais seulement pour des degrés des l'accession ou l'adhésion à une culture dominante.

Toute est prévu ainsi pour que chacun trouve sa place dans cet univers réglé, et ne puisse en sortir. A condition, bien sûr, de travailler dans les règles, ou, à défaut, de faire acte de soumission en faisant appel à tous les bureaux sociaux qui sont prévus pour cela ; à condition, si on est vieux ou « *inadapté* », d'accepter de vivre dans des structures réglementées, personne ne peut mourir de faim ou de froid. Ceci, arrive, cependant, on le voit périodiquement, pendant les hivers rigoureux. Cependant, ce serait faire injure aux victimes que de les considérer seulement comme telles. Il faut bien reconnaître qu'il s'agit généralement de personnes qui, face, certes, à la souffrance et au malheur, ont refusé de faire acte de soumission et de s'adapter aux différents stages, foyers, etc... qui leur ont été proposés. Car le minimum de sécurité est à ce prix ; se soumettre, par le travail, ou par l'humiliation de successifs examens de passage auprès des différents travailleurs sociaux. Sinon, c'est effectivement le rejet et la misère. Ces risques sont difficilement assumables ; il est, par ailleurs, difficile de se soumettre à un système sans adhérer, plus ou moins, et souvent de plus en plus, à l'idéologie qui le sous-tend.

C'est pourquoi je me garderai ici du « *y a qu'à* ». Les choses ne sont pas simples et la plupart d'entre nous arrivons insensiblement à caresser des rêves dérisoires de possession.

Cependant, il faut bien reconnaître que dans les faits et dans ses effets, ce système est absurde. Le travail n'y a pas, d'abord, valeur de nécessité économique. Globalement et statistiquement, la même production pourrait être obtenue en un temps moindre. Je ne parle même pas ici de vivre autrement, de façon plus intense, peut-être, mais en ayant moins de choses inutiles. Au point où nous en sommes, et dont j'espère qu'il ne sera pas toujours un point de non-retour, ce sont souvent les choses inutiles qui vous procurent le plus de plaisir. Simplement, j'imagine tout le temps qui nous resterait, réparti entre tous, si on supprimait tous les travaux inutiles, et tous les temps où le travail se résoud à une simple présence obligatoire dans un lieu. J'imagine, simplement, c'est à dire que bien sûr, dans la réalité ceci ne pourrait se passer sans heurts ni difficultés. Est-il sûr que les ennuis, les angoisses, les heurts que nous vivons actuellement soient moindres ? Toujours est-il qu'aujourd'hui, le travail a d'abord, pour celui qui l'accomplit, valeur de reconnaissance sociale. Pas de travail, pas de famille équivaut à être un zombi. Ce n'est qu'au bout de nombreuses années, parfois, qu'«avoir» un travail et une famille ne suffit pas à être, et qu'on en prend conscience.

Le nœud de tout ce système est évidemment l'État. C'est lui qui lui procure sa structuration économique et son fondement idéologique. L'État est un mode de fonctionnement, un système possible parmi d'autres, une idée. Sa force réside dans le fait qu'il ait réussi à se faire passer pour une réalité, incontournable et taboue. *«L'État et les institutions politiques et économiques qu'il a instaurées ne peuvent survivre qu'en façonnant l'individu afin qu'il serve leurs intérêts ; ils l'élèvent donc dans le respect de la loi et de l'ordre, lui enseignent l'obéissance, la soumission et la foi absolue dans la sagesse et la justice du gouvernement ; ils exigent avant tout le sacrifice total de l'individu lorsque l'État en a besoin, en cas de guerre, par exemple (...) Le combat que mène l'individu dans des conditions aussi défavorables — il en va souvent de sa vie — est d'autant plus difficile qu'il ne s'agit pas, pour ses adversaires, de savoir s'il a tort ou raison. Ce n'est ni la valeur, ni l'utilité de sa pensée ou de son action qui dresse contre lui les forces de l'État et de «l'opinion publique». Les persécutions contre l'innovateur, le dissident, le protestataire, ont toujours été causées par la crainte que l'infailibilité de l'autorité constituée ne soit mise en question et son pouvoir sapé. (Emma Goldman, «L'Individu, la Société et l'État»).*

Dans ce contexte universellement admis, l'État et ses technocrates peuvent se permettre de prendre l'offensive et, au nom de la performance, d'imposer des

modifications qui vont toutes dans le sens d'une plus grande aliénation. En ce sens, le système peut encore s'améliorer, se moderniser. Le pouvoir a raison, lorsqu'il qualifie les luttes des cheminots et des instituteurs de combats d'arrière-garde. La hiérarchisation et la caporalisation accrues, l'avancement au mérite visent en effet à rendre le système plus rentable, et plus totalitaire. C'est la logique étatique même. On ne peut le contester sans contester cette logique même. Déjà sur la défensive, les travailleurs, à moyen ou à long terme, ne peuvent qu'être perdants, s'ils contestent les conséquences d'un système, lorsqu'elles les touchent personnellement, sans en contester la logique. J'aimerais être sûr que la lutte des instituteurs soit, pour ceux-ci, l'occasion de s'interroger, massivement, sur le rôle de caporaux qu'ils sont amenés à jouer dans leurs classes et auquel ils ont adhéré sans trop de problèmes jusque là. La plupart d'entre eux passent leur temps à classer les personnes auxquelles ils ont affaire en bons et mauvais élèves, à les soumettre à des critères de rentabilité. De quel droit refusent-ils qu'on leur applique les mêmes ? De même les cheminots pourraient-ils s'interroger sur la politique des transports et leur coût. Bien sûr, c'est plus facile à dire qu'à faire... Il reste qu'il est des questions qu'on peut se poser, même si on n'en connaît pas les réponses.

Il se pourrait que ce qu'on appelle la lutte des classes ne soit plus constituée que des conflits entre différentes catégories sociales qui adhèrent aux mêmes valeurs, se soumettent à la même idéologie. Ces conflits ne pourraient alors

avoir, en eux-mêmes, de potentiel révolutionnaire. Ils peuvent pourtant, parfois, permettre que passe un léger courant d'allégresse, mais ils ne peuvent mettre en péril l'ordre établi. Simple-ment, l'espace d'un instant, à travers des rapports humains différents qui ne passent généralement pas par le travail, ils laissent apercevoir d'autres possibilités existentielles. Ce n'est pas leur éventuel et relatif succès qui donne de l'importance aux grèves actuelles, mais le fait, marginal, qu'elles provoquent des relations autres entre les gens, qu'elles rompent des images toutes faites, une routine habituelle.

Alors, si l'espoir révolutionnaire ne peut résider dans une classe, si l'existence même de différences fondamentales est remise en question par l'adhésion à une même culture totalitaire et totalisante, il faut peut-être chercher ailleurs plutôt que de s'accrocher à des idées vidées de leur sens. Du côté, par exemple, de ceux qui, par destin ou par choix, se situent dans les marges de cette culture ou en sont exclus. Du côté aussi des instants que chacun d'entre nous a pu vivre, au travail ou ailleurs, qui transcendent la routine quotidienne et remettent à leur juste place des valeurs qu'on nous a enseignées immuables, celle d'épouvantails dérisoires et loqueteux.

Alain

Cet article est un avis personnel et a suscité des réserves de la part d'autres membres de la rédaction d'IRL.

Note
1. Cf. *Un Anarchisme Contemporain Venise 84*, ACL, quatre volumes.

ETAT DES LIEUX - ET LA POLITIQUE: BORDEL!

Au sommaire :

- Les situations politiques, économiques, sociales
- Mouvements sociaux et mouvements révolutionnaires
- Qui sommes-nous ?
- Autonomie ouvrière et syndicalisme
- L'immigration et ses luttes
- Les mouvements de femmes
- La lutte antimilitariste
- Les relations Est/Ouest
- L'école
- La répression en Europe
- L'agriculture
- Les luttes de libération nationale
- La violence révolutionnaire

Un livre de 320 pages écrit par l'Organisation Communiste Libertaire
80 francs port compris (Chèques à l'ordre de Denis Jean) OCL/Egrégore, BP1213
51058 Reims cédex.

Révolution, mon beau souci

Yl n'y a pas de solution personnelle qui ne soit provisoire. Ou le monde changera entièrement ou il ne changera pas. Mais changer pourquoi ? Avons-nous assez de raisons pour cela ? Et ces raisons sont-elles uniquement d'ordre moral et philosophique ou d'indiscutables raisons basées sur une logique désespérée qui n'a en vue que la survie de l'humanité ? Ou plus simplement sont-elles issues d'une éthique disant qu'il y a tromperie générale sur la manière dont l'humanité agit en faveur de l'individu ?

Des raisons de toutes sortes il y en a mille à trouver dont chacune suffirait à justifier la nécessité d'une révolution. D'abord le fondement de nos sociétés, la «loi» qui justifie toutes les contraintes et tous les abus de pouvoirs, qui n'est pas un garde-fou aux limites des libertés, mais la négation pure et simple de MA liberté. Le partage de la terre en pays pauvres et en pays riches, pour lequel tant de gens ont jetés des cris d'alarme jamais entendus par une économie capitaliste continuant à dévorer des territoires pour ne pas dire des continents dans le seul but d'alimenter sa propre survie qui ne peut se poursuivre que par une expansion à tout prix. Le trafic international des armes, la négation de l'écologie et les attaques contre la nature par la chimie triomphante, la civilisation du nucléaire, débouchant en droite ligne sur l'armement atomique, puis, à l'extrémité enfin, l'armement atomique lui-même comme ultime ressource pour l'anéantissement de notre monde et peut-être de notre univers.

Mais ces raisons ne sont pas particulières à notre époque. Elles sont l'aboutissement d'une évolution commencée peut-être avec l'ère industrielle peut-être avant, mais de toutes façons au cours de laquelle il n'y eut jamais LA RÉVOLUTION, mais simplement des aménagements parfois brutaux.

Tous les problèmes se tiennent. Le plus crucial, aujourd'hui, concerne sans doute l'aide au tiers-monde que nous avons pillé au point de le laisser sans ressources. Nous devons entre autres choses aider le tiers-monde à résoudre ses problèmes. Mais le pouvons-nous ? Certainement pas tant que les pays enrichis sur son dos continueront à parler expansion au lieu de parler équilibre et partage, tant que nous n'aurons pas réglé une fois pour toutes nos propres problèmes, qui sont justement la conséquence du fait qu'il n'y a chez nous ni équilibre ni partage, tant que nous n'aurons pas fait la Révolution.

Alors la révolution bien sûr. Oui, mais laquelle, par qui et comment ?

On peut croire avoir toutes les réponses. Et écrire un livre. Un de plus. Mais où serait l'humilité ? Et sans humilité où serait la foi ? Et sans la foi... Alors mettons-nous plutôt à l'écoute.

De multiples réflexions issues de Venise se sont trouvées regroupées. Nous allons tenter de voir, dans le livre où elles se trouvent¹, si, venues d'horizons différents, elles se rejoignent.

Luciano Lanza définit la révolution comme un processus historique, et l'anarchisme comme le mouvement voulant anéantir la société de la domination pour affirmer la société de la liberté. Mais il note que le concept même de révolution traverse une crise profonde. Il titre un paragraphe : «*Qui a volé le prolétariat*», et ajoute : «*le sujet révolutionnaire n'existe plus, on ne veut plus faire la révolution*». Mais, dit-il, la crise de la révolution n'est peut-être que la crise d'une forme historique, que n'ont pas compris encore les anarchistes croyant toujours à la logique de la révolution prolétarienne. Alors que le prolétariat révolutionnaire n'a peut-être jamais existé. Il semble par contre que le désir de «*tout autre chose*» n'ait jamais appartenu à une classe spécifique. Il n'a d'ailleurs jamais existé de classe révolutionnaire spécifique, mais une demande de liberté avec le sentiment opposé qui est la peur de la liberté. L'image de la révolution peut être aujourd'hui la suivante : une forme sociale qui légitime jusqu'au bout la logique de la liberté, le début d'un processus qui libère tant les tendances inhérentes à la société (bridées dans la logique de la domination) que les formes nouvelles aujourd'hui impensables.

Joao Freire, lui, annonce tout de suite la couleur : «*plutôt qu'une révolution libertaire, l'anarchisme doit aujourd'hui s'acheminer vers une révolution de la liberté !*», et il entrevoit à partir de 70 un discrédit progressif de l'idée de révolution. En effet, peut-on voir dans une peau de révolutionnaire le technicien en informatique des pays industrialisés, avec pavillons, voitures, fils étudiants passionnés de navigation à moteur ? Exagération ? A peine. Les sujets révolutionnaires du début du siècle sont aujourd'hui des consommateurs. L'utopie (ou idée de révolution) est aujourd'hui portée par des secteurs marginaux, ayant un faible pouvoir. Et, même à l'in-

térieur de ceux-ci (pacifisme, écologisme, féminisme...) l'idée politique de révolution est rejetée très en arrière, ou même inexistante. Les véritables révolutions d'aujourd'hui sont des nationalismes : arabes, basques, irlandais, ou des luttes de décolonisation : Afghanistan, Nicaragua, Cambodge... De plus, des libertaires tels Monclin, Frederica Montseny, refusent toute idée de révolution débouchant sur la violence. Mais pour en rester à la révolution elle-même, il la définit comme seulement un élément historique, circonstanciel, et non comme une finalité. Pour arriver enfin, à cette conclusion que l'anarchisme doit définir de nouveaux objectifs stratégiques et de nouveaux agents porteurs de la force de transformation sociale. On s'en serait douté, mais Freire se garde de dire lesquels.

Pour Horst Stowasser, la connotation révolutionnaire fait partie intégrante de l'anarchisme. Avec ce postulat : une pratique ou théorie anarchiste qui n'est pas révolutionnaire n'est pas anarchiste. Mais que veut dire le mot «*révolutionnaire*» ? Pour le sens commun est révolutionnaire toute action violente, réformiste toute action pacifique. Mais ces idées sont fausses parce que tout soulèvement n'est pas une révolution. Il faut cesser de distinguer entre actes révolutionnaires et réformistes, car ce qui compte, c'est le contexte de l'acte et son impact. Il faut, aujourd'hui, trouver un équilibre entre les activités de type réformiste et de type révolutionnaire, sinon nous courons le risque de voir l'anarchisme contemporain devenir un mouvement de diffusion d'idées sans réelle influence ni moyen pour mener une révolution libertaire. Mais Stowasser s'il indique une méthode, se garde également bien d'indiquer une direction, et un but défini.

Même son de cloche chez Orsoni, pour qui la crise de l'idée de révolution est un fait admis, et son rôle essentiel consiste en la critique des idéologies réformistes. L'expérience enseigne que la propagande révolutionnaire n'est pas à la hauteur de sa tâche, ce que confirme le déclin des certitudes scientifiques concernant le cours de l'histoire. Il faut constater, dit-il, que les seuls appels à la mobilisation révolutionnaire qui aient un écho sont justement ceux qui, à travers des ambiguïtés, savent impliquer une dimension de l'identité collective concrète, et non pas ceux qui évoquent une communauté de classe. En somme, on en revient à ce que disait Freire, par-

lant des nationalismes et des luttes de décolonisation, c'est-à-dire d'actions concernant l'identité collective et non plus l'internationalisme de classe. Autre constatation, si la révolution a encore une présence dans la conscience des Européens occidentaux, c'est dans la mesure où ceux-ci se réfèrent aux événements qui ont eu pour théâtre les sociétés de type soviétique. Et c'est donc dans les pays de l'Est qu'on peut s'attendre au retour des tentatives révolutionnaires, sans pour cela évaluer leurs chances de succès. Avec cette première conclusion pris des proportions nationales et internationales suffisantes pour que les exploités se retrouvent le dos au mur, les chances de soulèvement révolutionnaire (devenant ensuite anti-étatiques, anti-capitalistes, anti-autoritaires) restent négligeables. Et cette seconde conclusion : si ressurgit périodiquement l'idée d'une rupture nécessaire, il faut, pour que cette idée prenne corps, se défaire des schémas simplistes, dont l'insuccès historique témoigne, non seulement de la solidité de l'ordre établi, mais aussi de leurs faiblesses propres. Mais, comme chez ses prédécesseurs, *Orsoni* se garde aussi d'indiquer d'autres schémas.

Tomas Ibanez parle en technicien. Il établit d'abord la différence entre le concept de révolution (incompatible avec la pensée anarchiste dans la mesure où il débouche sur une série de conséquences liberticides), et le *désir* de révolution (qui constitue un élément fondamental de la sensibilité social-émancipatrice, de la pensée utopique, de toute exigence éthique). Et cela pour arriver à ces conclusions : il faut 1) abandonner le concept de révolution, procéder à sa critique, tirer les conséquences de cet abandon. 2) reconnaître que toutes les finalités positives ne sont pas forcément compatibles. Enfin *Ibanez*, qui ne fait pas dans la dentelle, termine en écrivant que « les hommes en général doivent apprendre à vivre en se passant de la croyance en la révolution ».

Eduardo Colombo termine en fanfare par un historique qu'il est recommandé à chacun de lire, ne fût-ce que pour une question de culture personnelle. On y voit la difficulté d'estimer la portée des événements : Louis XVI le 15 juillet 1789 « *Mais quoi ? C'est donc une révolte ? — Non, Sire, c'est une révolution !* » *Châteaubriand* définit la révolution ainsi : un « *avant* » et un « *après* » antagonistes et inconciliables. *Colombo*, enfin, nous dit que le langage de l'État moderne c'est le *mythe*² de l'inévitabilité de la domination de l'homme sur l'homme, de la nécessité du pouvoir politique. Mais que la révolution, si elle renonce à organiser le pouvoir politique, développe l'auto-organisation, multiplie la diversité et s'insère dans l'histoire, dans le processus permanent de ré-institutionnalisation du social qui n'a de fin que la fin de l'homme lui-même.

Ouf ! Il aurait été dommage de ne pas laisser la conclusion résolument

optimiste à *Colombo*. Et la révolution est donc un phénomène permanent. Permanent, oui bien sûr, mais aussi totalement changeant au cours de l'histoire. Et rien ne prouve que nous saurions reconnaître cette fameuse révolution aujourd'hui, alors qu'elle est peut-être en train de se faire. Ce qui est sûr, c'est qu'au cours de l'histoire les supports de la révolution n'ont jamais été les mêmes, et que les références à une révolution basée sur la combativité de la classe ouvrière a jamais été un outil de la révolution. Car ce qui est sûr également, et tous les auteurs cités précédemment, et venus d'horizons les plus divers, sont d'accord là-dessus, ce qu'on appelle aujourd'hui la classe ouvrière n'a plus aucun rapport avec ce qu'on dénommait ainsi au siècle dernier. De même l'esprit qui l'anime n'est plus comparable à ce qu'il fut.

Ainsi, de cette rapide étude (mais je n'empêche personne d'étudier les textes de *Venise*) se dégage cette idée qu'il n'est plus possible d'envisager, pour une révolution, aucun des schémas qui ont présidé aux précédents bouleversements de l'histoire. Que la « *lutte des classes* » est devenue un mythe entre autre pour ces écrivains anarchistes pour qui la conquête du pouvoir ne représente rien.

Alors, plus de révolution ?

Oh ! si ! Et plus que jamais ! Mais son but ultime n'est plus le changement de domination d'une classe sur une autre. Son but ultime, et ce mot est revenu comme un leitmotiv tout au long de ces pages, c'est la conquête de la liberté par l'anéantissement de toutes les oppressions. Aujourd'hui, l'homme, avec l'é-

volution des techniques, n'a jamais eu autant de possibilités de se libérer des tâches contraignantes. Ce n'est que le système en place qui perpétue son esclavage vis-à-vis du travail et de la production. Et si ce système put se justifier à une époque (ce n'est qu'une hypothèse), il est aujourd'hui une anomalie historique. Mais le but de cet article n'est pas de démontrer cela, il suffit de l'admettre comme une évidence, cette évidence étant la justification même de la révolution de demain.

Oui, mais, et la révolution dans tout ça ?

Pourquoi, plus qu'hier, chercherions-nous une méthode de révolution ?

A croire que les leçons du passé ne servent à rien, en ce sens qu'elles démontrent que rien n'est jamais pareil et que l'histoire n'a pas de loi, si ce n'est une constante dualité entre l'aspiration à la conquête de la liberté d'une part, et la peur d'arriver à cette totale liberté d'autre part.

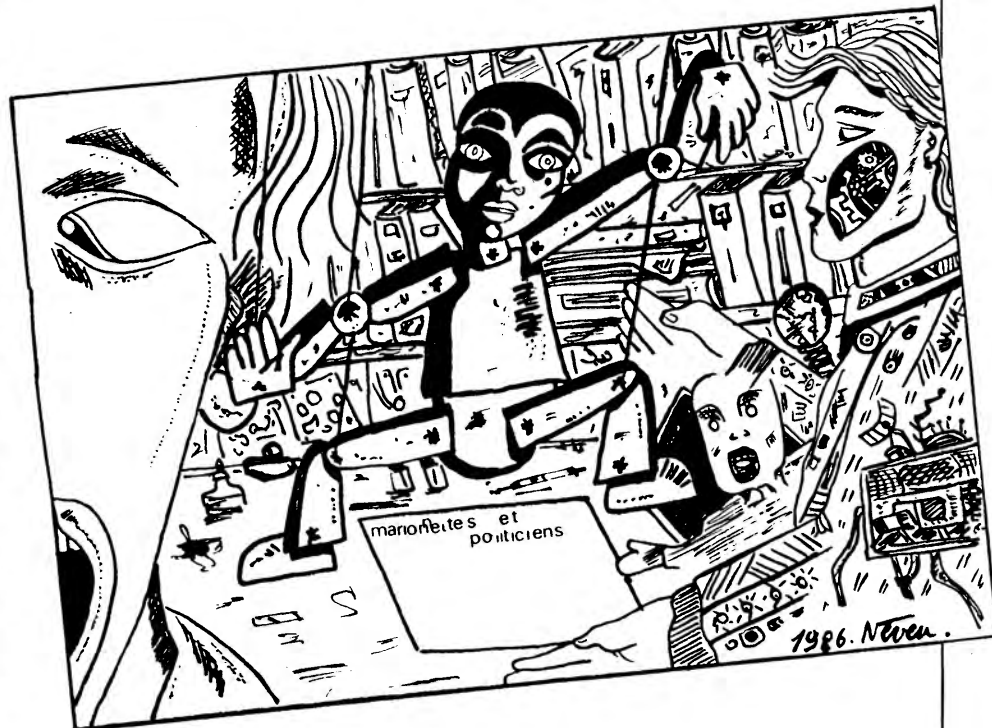
Le jour où l'homme aura redécouvert cette vérité d'hier, qu'il peut vivre « *sans dieux, ni maîtres* », la révolution aura eu lieu.

Louis Ségéral

notes :

1 — « *La révolution, un artachisme contemporain* », éditions ACL.

2 — *Eduardo Colombo*, « *L'État comme paradigme du pouvoir* », (éditions ACL) décrit l'évolution de l'État à travers l'histoire. Le mot « *mythe* » est souligné avec intention pour ne pas laisser d'ambiguïté.



Les Paix de amoclès

IRL : Vous avez mis en place le Centre de Documentation et de Recherche sur la Paix et les Conflits depuis maintenant trois ans. D'où est venue l'idée de ce centre ?

Patrice Bouveret : L'idée de ce centre vient tout d'abord d'un constat pratique. Les livres, revues, journaux coûtent cher. On lit pas souvent la moitié de ce qu'on achète et puis on les entasse dans un coin... Se mettre à plusieurs permet d'éviter d'acheter chacun les mêmes choses, de rassembler et rendre utilisable une documentation qui ne peut l'être à un niveau individuel.

Nous avons également, par notre participation au mouvement antimilitariste accumulé pas mal de documents et il nous semblait dommage de les laisser pourrir dans une cave...

— Quels sont les différents objectifs que vous vous êtes donnés ?

— Notre premier objectif était de rassembler dans un lieu commun ce que nous possédions comme documentation et de la ranger, de l'organiser de façon à ce qu'elle soit accessible. Pour cela, nous avons tout d'abord établi un plan de classement inspiré de celui d'un centre de recherche sur les questions de défense de l'université de Grenoble. Ce plan de classement nous permet de répartir les documents, articles de presse dans différentes boîtes-archives, et de les retrouver... Nous avons aussi mis en place un fichier thématique pour retrouver les articles parus dans les principales revues que nous recevons.

— Vous éditez également *Damoclès* ?

— Oui. Et cela correspond au deuxième objectif que nous nous étions fixé. Car il s'agissait de faire circuler l'information ainsi rassemblée. Nous publions deux types de documents. Tout d'abord un bulletin mensuel qui fait le point sur les problèmes de défense et de militarisation. Nous signalons aussi nos dernières acquisitions.

Ensuite, il y a les « Cahiers de *Damoclès* » qui sont des dossiers centrés sur un seul sujet. A ce jour, trois cahiers ont été publiés : l'un sur l'évolution des rapports entre l'armée et la nation sous le règne d'Hernu, le second autour de l'« affaire » du Rainbow-Warrior, et le petit dernier qui est un guide de tout ce qui participe à l'élaboration de « notre » force de frappe...

— En quoi *Damoclès* est-il différent d'autres revues antimilitaristes ou pacifistes ?

— *Damoclès* n'est pas une revue antimilitariste ou pacifiste à proprement parler. Notre but n'est pas de donner une position antimilitariste ou pacifiste par rapport à tel ou tel fait d'actualité, de se faire le porte-parole d'un type de lutte contre l'armée. Nous cherchons à rassembler, à trier et à rediffuser une information brute sur les faits et agissements du monde militaire, sur le poids de la militarisation dans la société d'aujourd'hui. Nous nous situons plus comme un outil, comme une banque de données à utiliser ensuite par ceux qui veulent se battre contre l'institution militaire.

— Avez-vous des relations avec d'autres centres, plus ou moins similaires, en France ou à l'étranger ?

— Disons qu'en France, les autres centres de documentation sont impliqués dans la mouvance non-violente et sont plus axés sur l'organisation de stages de formation, comme c'est le cas du *CUN* au Larzac ou *La Forge* dans la banlieue parisienne. Toutefois, une coordination se met progressivement en place à laquelle nous participons dans la mesure de nos faibles moyens... Sinon, avec l'étranger, nous avons seulement des échanges de revues avec deux ou trois

centres, en Suisse et en Belgique notamment. Là encore, il y aurait beaucoup de contacts intéressants à développer, mais on n'y arrive pas.

— Avez-vous des relations avec les mouvements antimilitaristes ou avec d'autres groupes politiques d'une sensibilité proche de la vôtre, je pense aux libertaires, mais aussi aux non-violents ou aux écologistes, par exemple ?

— Ce qu'il faut bien comprendre, je crois, c'est que notre but n'est pas de devenir une nouvelle organisation en tant que telle, mais d'être un outil pratique. Nous n'avons pas de relations de mouvements à mouvements. Par contre, on peut dire que, progressivement, plusieurs mouvements se servent de notre centre, notamment par le biais d'envois de photocopies. Nous sommes « utilisés » par les gens d'*Avis de Recherche*, de *Wise*, de *Non-violence Actualité* (le mensuel du *MAN*), la *Lettre de Dorothee Piermont*, députée des Verts au Parlement européen. *Silence*, également, de temps en temps republie un article de *Damoclès*... et nous espérons bien qu'à l'occasion, des informations que nous publions seront reprises dans *IRL*...

De plus le travail que nous faisons au centre nous permet d'apporter des éléments dans les groupes auxquels nous participons à titre individuel.

— Vos activités intéressent-elles d'autres gens que les militants traditionnels du pacifisme ou de l'antimilitarisme ?

— Par le biais du centre et surtout des publications, nous sommes en contact avec un milieu plus large que les militants. Là encore, on retrouve le problème des moyens. Par exemple, pour le dernier « *Guide des forces nucléaires* », *Le Monde diplomatique* en parle et des gens bien différents que ceux que nous rencontrons dans nos réseaux nous font des commandes.

Il y a également une autre catégorie d'utilisateurs : ce sont les étudiants qui doivent pondre un mémoire et viennent chercher de la matière pour le remplir...

— Votre centre devient une mémoire importante par ses livres, ses revues, ses documents rassemblés. Quels sont vos projets ?

— Je serais tenté de te répondre que ce ne sont pas les projets qui man-

Pour nous contacter :

Centre de Documentation et de Recherche sur la Paix et les Conflits
B.P. 1027
69201 Lyon Cedex 01

Nos publications

— bulletin mensuel *Damoclès*. Le numéro 12 F. Abonnement pour un an (11 n°) 120 F, spécimen sur demande.

— cahier *Damoclès* n° 1 : « *Armée-nation : une priorité pour les socialistes* », 32 pages. 20 F l'exemplaire, port compris.

— Dossier de presse de l'affaire « *Greenpeace* », 50 pages, 31,50 F l'exemplaire port compris.

— *Guide des forces nucléaires françaises*. 52 pages. 35 F l'exemplaire port compris.

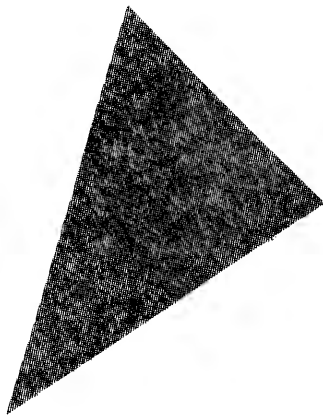
Règlement à l'ordre du CDRPC, CCP
Lyon 3 305 96 S

Ces ouvrages sont également en vente à *La Gryphe*.

quent... Le tout est d'avoir les moyens humains, financiers pour les réaliser... Un de nos soucis est d'étoffer la trop petite équipe que nous sommes actuellement. Pour ne rien vous cacher, le Centre repose sur trois personnes. Ceci dit, nous avons rassemblé un grand nombre d'affiches françaises et étrangères en vue de réaliser une exposition. Disons que c'est notre projet actuel de monter cette exposition et de la faire circuler. Nous participons également à des discussions autour d'un projet de «*Maison de la paix*» avec des groupes très divers comme *Pax Christi*, les *Amis du Livre de la Paix*, le *MDPL*.

Et bien sûr, nous cherchons à élargir la diffusion du bulletin et des Cahiers.

Interview réalisé par Jean-Michel.



Extraits du plan de classement.
(pour donner une idée des documents que nous regroupons).

- Doctrines de défense, politique de défense.
- Organisation de la défense.
- Forces militaires (conventionnelles, nucléaires...).
- Personnels militaires (conscription, armée de métier, discipline...).
- Objection de conscience et différentes luttes contre la conscription.
- Armée-nation.
- Dépenses militaires (budgets, documents parlementaires).
- Industries d'armements.
- Ventes d'armes.
- Opinion publique et mouvement de paix.
- Défense non-militaire (défense civile, DOT...).
- Pouvoirs de crise.
- Forces de police.
- La violence (généralité, aspects, justifications, réglementation...).
- Conflits et questions de sécurité (par continent, par région, par cas...).
- Maintien de la paix et règlement pacifique des différends (ONU...).
- Les alliances militaires (OTAN, Pacte de Varsovie, UEO...).
- Les relations Est-Ouest.
- La course aux armements.
- Les alternatives de défense.
- Neutralité, non-alignement, neutralisme.
- Le désarmement.

Si vous possédez des livres, des revues, des journaux et tous autres documents : ne les jetez pas à la poubelle ! Contactez-nous avant. Ça nous intéresse...

Centre de Documentation

et de Recherche
sur la Paix et les Conflits

B.P. 1027

69201 Lyon Cédex 01

30 F



GUIDE DES FORCES NUCLEAIRES FRANÇAISES

Le Tiers-Monde n'existe pas

OU COMMENT LE TIERS-MONDISME PEUT EN CACHER UN AUTRE

Pourquoi refuserions-nous d'avoir vis-à-vis du concept du «Tiers-monde» le même esprit critique que nous revendiquons par ailleurs ? Lorsque les trotskystes parlent d'«État ouvrier dégénéré» à propos de l'URSS, l'aspect ronflant des mots ne nous impressionne pas. L'expression en soi est un monceau de contradictions, à commencer par l'idée d'«État dégénéré». L'État est ou n'est pas. Sa forme politique (démocratie, monarchie, dictature) n'est que le reflet de l'antagonisme entre les diverses forces socio-économiques en présence. A-t-on vu et verra-t-on un jour un État quelconque dégénérer de lui-même en un «non-État», c'est-à-dire, littéralement, en anarchie ? A cet égard, le Liban, couramment qualifié d'anarchique, ne souffre par de l'absence d'État mais bien de la présence pesante de plusieurs États (Israël, Syrie, USA, etc.). L'expression d'«État ouvrier» est également un non-sens dans la mesure où si jamais les ouvriers parviennent effectivement à s'emparer de l'appareil d'État, ils abandonnent ipso facto leur condition d'ouvriers et deviennent des politiciens, des bureaucrates et des dirigeants comme les autres, parfois pire car ils ont la rancune aux tripes. La présence de quelques prolétaires au sommet dans les débuts de l'Union Soviétique, comme le vieux Kamenev placé en potiche à la présidence de l'État (et liquidé avec la vieille garde bolchévique au cours des premières purges staliniennes des années 30) ne doit d'ailleurs pas faire non plus illusion : il n'y a pas de parti ouvrier mais un parti parlant et agissant au nom des ouvriers. Une enquête récente montrait par exemple que la composition ouvrière des permanents du PCF était inférieure à la moyenne de la société française !

Le concept de «Tiers-Monde» repose sur les mêmes mécanismes idéologiques que celui d'«État ouvrier dégénéré» même s'il est assurément plus difficile de le remettre en cause car tous les courants politiques l'ont utilisé et l'ont fait passer dans le langage courant : libéraux, démocrates, chrétiens, marxistes. Non pas par consensus scientifique mais par convergence idéologique et pratique : ils sont tous autoritaires, ils croient tous dans le bien-fondé de l'État d'autant plus que dans ces parties du monde où l'étatisme contemporain n'était guère avancé il restait des places à prendre, et vite.

1. Les amiguités des concepts de «Tiers-Monde» et de «sous-développement».

De même que l'expression d'«État ouvrier dégénéré» recèle un sponçon de vérité (dévoiement progressif de la révolution sociale en Russie), de même le concept de «Tiers-Monde» semble s'appuyer sur des réalités incontournables : la faim, la pénurie, la misère, le sous-équipement, le colonialisme, l'impérialisme. Mais il les systématise à sa manière. Il les pervertit par son approche étatique. Pour bien le comprendre, il importe de distinguer clairement les termes de «Tiers-Monde» et de «Tiers-Mondisme», le second n'étant que la subjectivisation du premier présenté comme fait objectif, en réalité manipulation idéologique d'éléments concrets, d'où la confusion possible entre les deux.

Malgré toutes les tentatives effectuées jusqu'à ce jour, il est géographiquement impossible de «définir» le «Tiers-Monde» de manière scientifiquement satisfaisante, c'est-à-dire de lui «donner des limites» au sens propre du mot. Consultez rapidement quelques atlas, des encyclopédies ou même des ouvrages plus spécialisés, ce sera déjà révélateur : il n'y a pas une seule carte du «Tiers-Monde» qui soit identique. Chacun y va de son découpage. Au-delà de quelques zones de consensus (Afrique équatoriale, sous-continent indien, Amérique Centrale) il existe des régions ou des pays entiers qui posent problème et qui sont soit intégrés, soit écartés de la sélection : Turquie d'Europe, Argentine, Afrique du Sud, Chine, Israël. On peut même aller plus loin et évoquer la question des riches États pétroliers du Golfe Persique ou des pays néo-industrialisés comme la Corée, Taiwan, Hong-kong et Singapour. Cette discordance cartographique n'est pas une querelle de spécialiste, un aspect mineur réservé à quelques intellectuels voulant embrasser l'espace terrestre. Non, elle est le reflet même de l'ambiguïté des approches conceptuelles et géopolitiques.

Que signifie alors un monde «tiers» qui n'a pas de réalité physique discernable ? Rien d'autre qu'une escroquerie intellectuelle. Et pourtant, il y a quasi-unanimité sur la définition théorique de ce «Tiers-Monde» qui serait constitué par l'ensemble des «pays en voie de développement» (option libérale classique), des «pays sous-développés» (op-

tion cléricale), ou des «pays moins avancés» (option néo-libérale) et autres expressions utilisées en fonction des circonstances, voire même des susceptibilités géopoliticiennes, mais qui véhiculent toutes la même idée.

Mais qu'est-ce que le sous-développement sinon l'expression d'une situation des forces productives, ce qui nous renvoie en dernière analyse à la structuration de ces forces en classes, objectivement quantifiables ? Si ces forces se localisaient dans l'espace d'une manière homogène suivant les frontières, les unes d'un côté, les autres de l'autre, ce serait parfait pour la matérialisation d'un «Tiers-Monde». C'est ce que souhaitent, et veulent, nous faire croire le Vatican et les chrétiens, même s'ils se qualifient de progressistes, avec leur distinction entre «pays riches» et «pays pauvres». On sait parfaitement ce que sous-tend l'idéologie des riches et des pauvres ; il faut que les uns donnent un peu aux autres, générosité contre patience, et comme cela tout le monde sera heureux. C'est la charité et son cortège de paternalisme, de bonne conscience. Analyser le pourquoi de l'existence de «riches» et de «pauvres» (d'individus et non de pays), de dominants et de dominés, d'exploiteurs et d'exploités, de rentiers et de salariés, de capitalistes et d'ouvriers, paysans ou employés, réfléchir sur les raisons d'une telle structuration de la société, de tout cela il n'en est pas question. Ce n'est pas pour rien que d'encycliques en sermons, de discours pontificaux en pratiques démagogiques et culpabilisantes à la base («journées bol de riz», «ces-ouvriers-occidentaux-qui-mangent-trop-de-viande»), l'Église condamne la lutte des classes. C'est non seulement la réalité des divisions de notre monde qui passe ainsi à la trappe mais aussi et surtout le sentiment de révolte, et donc de tout ce qui peut en découler au niveau de l'action militante. Paul VI affirmait donc tranquillement dans son encyclique sur «le développement des peuples» de 1967 que «les peuples de la faim interpellent de façon dramatique les peuples de l'opulence» comme si les milliers de salariés encore au SMIG baignaient dans le luxe tandis que d'autres éruent contre l'impôt sur les grandes fortunes !



2. L'inégal développement.

On peut tout-à-fait parler d'«inégal développement». Cette notion permet au moins d'éliminer l'ambiguïté d'un «sous-développement», entendez un «mauvais développement», opposé à un (sur-)«développement», entendez un «bon développement». Ces inégaux développements est le fruit d'un ensemble de conditions économiques, sociales, politiques, culturelles, historiques et géophysiques. Il faut se garder de donner l'exclusive à l'un ou à l'autre de ces facteurs au risque de tomber dans des penchants déterministes classiques qui attribuent, par exemple, soit à la sécheresse chronique, soit à l'héritage du colonialisme toutes les tares d'un inégal développement de potentialités physiques et humaines. Ou alors il faut s'entendre sur le terme de déterminisme. Les interactions entre les divers facteurs obéissent bien à des raisons précises et cernables, elles ne sont pas une opération du Saint-Esprit : en ce sens, elles sont déterminées. La science a depuis longtemps abandonné - du moins il faut l'espérer - les spéculations métaphysiques destinées à expliquer le mouvement de toute chose. Cependant, la juxtaposition d'une multitude de déterminations particulières aboutit à leur relativisation générale. C'est le revers de la tautologie.

C'est le résultat de la dialectique entre la partie et le tout, le tout et la partie.

Notons au passage que les marxistes ont lamentablement pataugés dans cette question des déterminisme. Les uns comme Plekhanov (longtemps considéré comme le théoricien marxiste russe n. 1 et dont Lénine supporta mal l'ombrage) ont repris à la lettre nombre de propos de Marx ou d'Engels qui renvoyaient en définitive aux conditions géo-physiques initiales le degré de développement des forces productives et donc de la forme revêtue par l'appareil politique (selon la loi du matérialisme historique). Les autres comme Karl Wittvogel (qui a heureusement modifié sa pensée dans l'après-guerre et qui s'est rapproché des analyses libertaires) ont désespérément essayés d'introduire des inter-relations (théorie du despotisme hydraulique oriental). La palme revient finalement à Staline qui dénia énergiquement toute influence de ces conditions géo-physiques sur la société humaine - cela contrecarrait ses plans démiurgiques de transformation de la nature soviétique (et le plan de 1937) - en s'appuyant sur une mésinterprétation de l'œuvre de Reclus ! Les déterministes marxistes, et en particulier dans leur volonté d'expliquer l'apparition de la Révolution Industrielle en Europe, n'ont pas été loin de rejoindre les rascistes ou les ethno-centristes pour lesquels certains peuples sont

génétiqument incapables de se développer.

L'inégal développement recouvre de fait - et comme son nom l'indique - des formes diverses dans des espaces multiples. Le centre-ville des métropoles africaines, asiatiques ou latino-américaines, n'ont souvent rien à envier pour le luxe à celui de leurs homologues occidentaux ou japonais. Leurs bidonvilles sont parfois plus près, plus grands, plus misérables, mais on les retrouve aussi à Paris, Londres, Tokyo, New-York et il n'est que les bonnes âmes pour s'écrier candidement : le «Tiers-Monde» est à notre porte ! ou bien - ce qui revient au même dans l'hypocrisie - le «Tiers-Monde», c'est là-bas, sous les tropiques !

Le niveau de développement dans le monde est bel et bien totalement inégal : non seulement entre les pays mais aussi à l'intérieur des pays, ce qu'il ne faut pas oublier. Cette vérité qui peut paraître élémentaire mais qui est frappée par le bon sens de la simple observation nous amène à repousser toute tentative de découpage cherchant à délimiter des zones qui ne reposent pas sur cette double réalité. Tout est affaire de relativité. Entre les USA où 99 % de la population est censée (selon les chiffres 1984



Riches et pauvres en minerais

Les grandes productions minières et la majorité des réserves reconnues sont principalement situées dans les grands États industriels de l'hémisphère Nord, en Afrique du Sud et en Australie. L'Europe occidentale et le Japon en sont mal pourvus.

OR (production)
Afrique du Sud 51 %
URSS 31,5 %
Canada 3 %

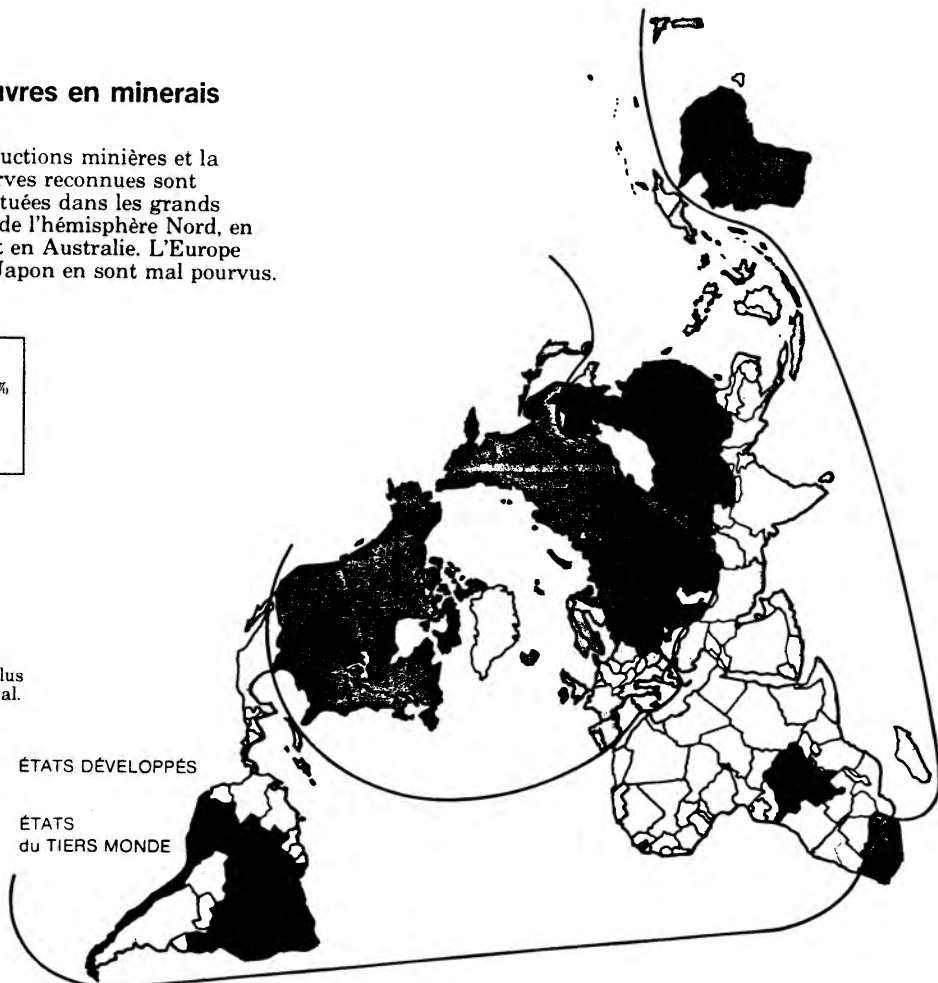
Minerais produits à plus de 5 % du total mondial.

Plus de 6 minerais
Mal pourvus

Plus de 2 minerais
Mal pourvus

ÉTATS DÉVELOPPÉS

ÉTATS du TIERS MONDE





de la Banque Mondiale, données 1982) être alphabétisée (moyenne remise en question par des enquêtes plus fines, variable suivant les régions ou les quartiers urbains) et le Sénégal avec un taux de 10 %, il y a le Kenya (47 %), le Pérou (77 %), la Corée du Sud (87 %). Entre l'Allemagne où le nombre d'habitants pour un médecin atteint 450 et le Bangla Desh où il est de 10 940, il y a le Brésil (1 700). Si le taux de croissance du PIB (Produit Intérieur Brut) par habitant entre 1970 et 1982 est à peu près le même pour les USA (1,7 %) et le Kenya (1,5 %), il est de 5,2 % pour le Brésil et de 6,3 % pour la Corée du Sud. Les seconds témoignent-ils cependant d'une puissance économique supérieure ? Les premiers ne se trouvent-ils pas paradoxalement rapprochés sans que l'on puisse en tirer des conclusions générales ? On peut multiplier les exemples à l'infini. Ils révéleront tous la même chose : il y a bien inégal développement mais même en multipliant les critères on ne peut arriver à une conceptualisation objective du «Tiers-Monde». Comme il n'est pas question d'en arriver (ou d'en revenir : cf. le taux de PNB par habitant qui eut son heure de gloire) à un critère unique ou à privilégier un seul facteur déterministe, il faut bien abandonner le vocabulaire et cerner les raisons qui sont à l'origine de sa fortune.

Du reste, même les Tiers-Mondistes le reconnaissent : Edem Kodjo, ancien secrétaire général de l'Organisation de l'Unité Africaine, remarque qu'une expression équivalente comme celle de Nord-Sud «connote des désintégrations géographiques et des espaces qui n'ont pas, ou n'ont plus, une grande homogénéité, que le Tiers-Monde est aussi divers que le Nord-Sud est éclaté». (1) Le comble de l'inconséquence revient à Claude Julien qui s'entête à confondre le «système économique mondial» (à savoir la détérioration des termes de l'échange, c'est-à-dire l'impérialisme économique) avec le seul «Tiers-Monde» et qui déclare : «Nombreuses sont les organisations militantes qui connaissent le Tiers-Monde. Elles ont même une définition. Très claire. Impossible à repérer sur une carte géographique» (1)... Cette évanescence qui a tous les aspects d'une opération de l'esprit saint touche au cœur du problème : le subjectivisme et le volontarisme déployés autour du concept de «Tiers-Monde» et incarnés par le Tiers-Mondisme.

Car le Tiers-Mondisme, lui, existe bel et bien. Qui le nierait ? La gauche bien-pensante a d'ailleurs bien du plaisir et de la facilité à nous ressortir les vieilles gloires du pseudo-non-alignement ou du Tiers-Mondisme, les Nasser, les Nehru, les Frantz Fanon, les Marti et autres Lumumba (on attend Castro ou Senghor) pour tenter de nous faire croire à leurs désirs.

3. «Tiers-Monde» et non-alignement.

Le Tiers-Mondisme correspond à une réalité et à une nécessité historique : la multiplication des Etats dans le monde issue de la décolonisation. Ce n'est pas pour rien qu'une des plus célèbres revues tiers-mondistes s'intitule : «Croissance des Jeunes Nations». Il faut simplement analyser lucidement les choses. Cette ultime étape d'étatisation et de néo-nationalisme semble s'être faite contre l'impérialisme classique (le colonialisme) alors qu'elle n'en est que l'accentuation, la forme actualisée pourrait-on dire. Elle est d'abord le fait de la bourgeoisie.

Ce n'est que pitrerie et infantilisme à voir sous le terme de bourgeoisie une sorte de classe sociale parfaitement homogène, ethniquement unique, culturellement monolithique, composée de méchants patrons répérables par un uniforme, une couleur de peau, immobiles pour l'éternité. Non, la bourgeoisie, comprise dans le sens de classe détentrice *et/ou* gestionnaire des moyens de production, est multiforme, vaste et transnationale. Dans un sens, elle n'a pas de frontières... bien souvent, elle n'est même pas raciste. Mais elle sait aussi utiliser le nationalisme et le racisme qui piochent dans la petite bourgeoisie bête et méchante ou même, malheureusement, parfois dans le monde des travailleurs pour gérer ses intérêts généraux, elle sait faire front et s'unir pour écraser impitoyablement toute tentative d'émancipation réelle : les coups contre la Révolution Espagnole n'ont pas eu d'autre origine.

Une bourgeoisie s'est formée dans les pays décolonisés et avec elle une bureaucratie, une politique et une stratocratie. Toutes imbuées de leur nouveau pouvoir, désireuses de s'affermir et de s'étendre, elles mèneront bataille contre leurs voisines, plus ou moins lointaines. C'est la logique du Capital et de l'Etat ! Ces nouvelles nations ont bien entendu tenter de faire front commun contre les deux blocs de puissance impérialiste, les USA et l'URSS. Ce fut la Conférence de Bandoeng (1955) et l'Organisation des Pays Non-Alignés. Il y avait aussi (et il y a encore) le jeu d'une troisième force en puissance, la Chine, qui a développé sa théorie des Trois Mondes, se plaçant elle-même à la tête du troisième et axant sa stratégie impérialiste sur le contrôle des pays «sous-développés». La Chine est d'ailleurs loin d'être elle-même une «Jeune nation». Ce n'est pas un hasard si les traditions de l'antique mandarin ont pu perdurer jusqu'au cœur de la folie maoïste et si ce pays est amené à jouer ce rôle impérialiste sur l'échiquier géopolitique mondial, sa restructuration interne aujourd'hui n'étant qu'une nouvelle preuve de ses ambitions nationalistes et de son danger.

Dans un monde encore impitoyablement dominé par les deux blocs, la tentative du non-alignement a fait long feu et on ne peut que sourire en voyant Fidel Castro de Cuba, fidèle allié du bloc soviétique, ou Houphoët Boigny de la Côte d'Ivoire, fidèle allié du bloc occidental, disserter ensemble sur le sujet. Il n'est plus que les naïfs pour y croire encore. On peut aussi se demander où sont passées les illusions du PSU de voir la France mitterrandienne assumer un rôle de leader dans le non-alignement.

Les «Jeunes nations» dominent numériquement l'ONU, organisme transnational para-étatique qui est destiné à servir de soupape de sécurité et de miroir aux alouettes idéologiques. Elles gênent, c'est sûr. Le principe démocratique, «un Etat, une voix», qui leur assure la majorité fait grincer bien des dents à ceux qui s'en réclament dans leur propre pays. Mais le consensus tiers-mondiste sur un certain nombre de questions (ça ne coûte rien de voter de magnifiques résolutions contre le colonialisme - n. 1514 du 14/12/1960 - ou contre l'apartheid - n. 2506 du 21/11/1969 -) vole en éclat lorsqu'il est confronté à la réalité : le Mozambique, marxiste-léniniste qui plus est, traite avec l'Afrique du Sud pour éviter son asphyxie économique, la Chine et le Vietnam s'affrontent, l'Iran et l'Irak s'étripent. Dans ces conditions, parler de «Tiers-Monde» et de Tiers-Mondisme c'est opérer la même manipulation idéologique que celle qui consiste à opposer des Etats capitalistes à des Etats prétendument communistes alors qu'il s'agit dans les deux cas d'un capitalisme à visage différent, le communisme ne pouvant en aucune manière être confondu avec le totalitarisme ! La même erreur que de parler d'«Etat ouvrier dégénéré» !!

Cela ne veut pas dire non plus qu'il faille nier la complexité des processus qui ont provoqué l'émergence du Tiers-mondisme : réaction anti-colonialiste, rejet xénophobe, racismes, identification culturelle, crise économique et sociale. Mais pour les classes dirigeantes des «Jeunes nations» cela se résume dans la justification de l'Etat, de leur Etat, et donc du nationalisme le plus pur. Même Frantz Fanon, le fétiche des Tiers-Mondistes occidentaux, le dit : «la conscience nationale est la forme la plus élaborée de la culture» (1959) !! (1).

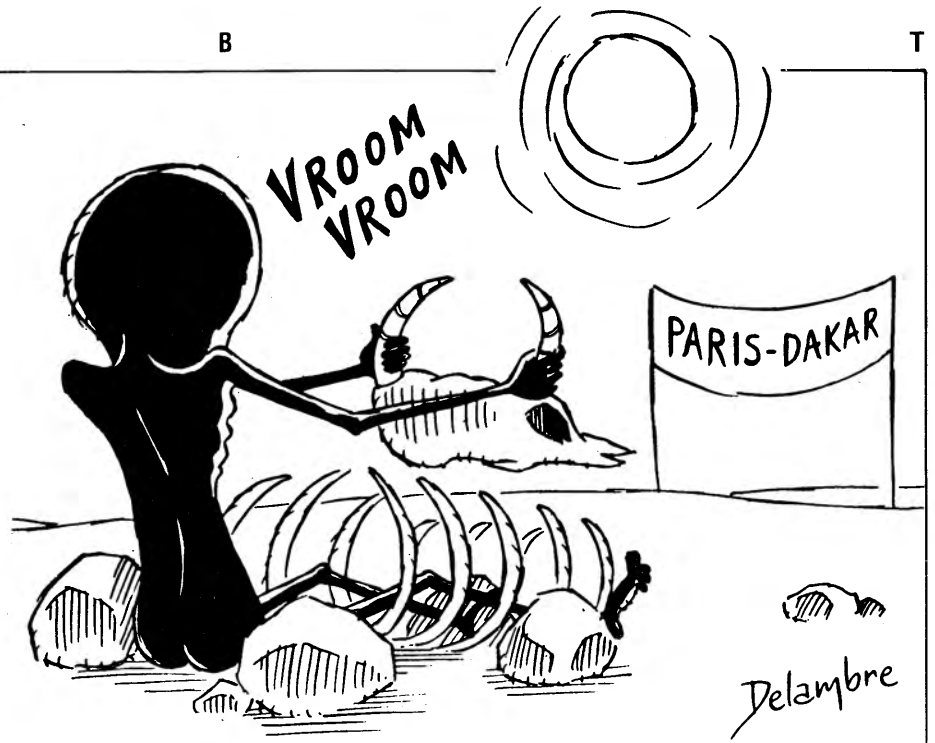
4. L'envers et la caution du Tiers-Mondisme : l'impérialisme.

Le Tiers-Mondisme local des «Jeunes nations» a son relais idéologique en Occident, et ce dans toutes les couches sociales et intellectuelles : libérales, cléricales, marxistes, plus ou moins social-démocrates, plus ou moins révolutionnaires et plus ou moins arrivées au pouvoir. Car pour elles toutes, l'objectif est le même : dominer le monde. Qui les mar-

chés, qui les États, qui les âmes. C'est l'impérialisme. Je ne m'attacherai pas ici à dénoncer une fois de plus (2) ses manifestations politico-économiques (transnationales, néo-colonialisme, guerres, traités) dont nous voyons les méfaits tous les jours, y compris sous leur visage hypocrite de fausses querelles entre États (l'une des dernières en date restant l'affaire du trafic d'armes entre les gouvernements américain et iranien, l'un étant soi-disant le Satan du terrorisme de l'autre !). Je m'attaquerai au discours et à sa traduction, sachant que sans les idéologies ad-hoc le système de domination est condamné à s'effondrer sous les coups de la révolte. La meilleure preuve qu'ils sont tous d'accord sur ce point : ils parlent tous d'un «Nouvel Ordre Économique International», expression qui a eu un tel succès qu'elle est maintenant fétichisée par ses initiales : NOEI. Ils lui donnent simplement des priorités différentes !

Il ne faut pas oublier que les plus inépuisables propagandistes de l'idée de «Tiers-Monde» furent les experts américains, acharnés à sortir ces malheureux pays du «sous-développement» à coup d'aides, des prêts et d'investissements. La «Révolution Verte», perle de logique capitaliste (mécanisation, chimie, endettement, destruction rurale), c'est eux. Les sociétés transnationales qui étendent leurs filiales ou qui démontent tout simplement leurs usines ici pour les remonter là-bas, ce sont encore eux ! N'oublions pas en plus que les experts marxistes d'obédience soviétique ont poussé à l'industrialisation massive (Algérie, Chine dans les années 50), ce qui a suscité un développement gravement inégal avec son cortège d'exode rural, de planification autoritaire et de centralisation accrue.

Tous ceux-là annoncent au moins la couleur. Mais que dire des cléricaux ou des socio-démocrates qui opèrent sous le langage hypocrite de l'aide humanitaire ? Prenons un seul exemple : celui du contrat de gaz franco-algérien. Le PS nous avait abreuvé de discours tiers-mondistes. Mitterand élu, nous allions voir ce que nous allions voir ! En 1981, le gouvernement français conclut donc un contrat achetant à son homologue algérien du gaz à un cours supérieur à la moyenne. Ce qui serait impensable aujourd'hui aussi bien politiquement - fini l'utopie démagogique - qu'économiquement - la rigueur ; le contrat est d'ailleurs en révision -, était encore possible sous «l'état de grâce» ! Dans une excellente étude, Dieter Kroner nous montre que ce «cadeau» aux algériens n'avait rien d'un acte de générosité mais qu'il s'agissait simplement d'un investissement politico-économique (3). La visite historique du leader algérien Chadli Bendjedid en France, sous forme de réponse du berger à la bergère, a nourri chez le gouvernement français l'espoir d'être le premier dans la course pour la construction de l'usine automobile sur les Hauts-Plateaux, au milieu d'une con-



currence européenne et japonaise acharnée. Pour Renault et le gouvernement français, ce serait d'ailleurs une bonne occasion de renvoyer chez eux quelques travailleurs immigrés. Le chômage, ça s'importe ! Au total, une ouverture générale sur le marché algérien. Par contre, le gouvernement espagnol s'en trouve écarté quasi-officiellement, lui qui ne peut respecter son contrat de gaz signé en 1974.

Le fameux contrat franco-algérien n'est finalement rien d'autre que la pratique des dons financiers ou alimentaires opérée par les États Occidentaux ou Japonais comme investissements camouflés. Les dirigeants Japonais, par exemple, qui se moquent comme d'une guigne des peuples qui ne sont ni «jaunes» ni «blancs» (cf. les derniers propos du premier ministre Nakasone sur les noirs) ne s'en cachent pas : s'ils donnent aujourd'hui, c'est pour que cela rapporte demain. De fait, l'État japonais est le troisième donateur mondial (4).

Il faut également noter au passage que les flux monétaires internationaux sont en train de s'inverser puisque depuis 1981 les pays dits du «Tiers-Monde» sont devenus des exportateurs de capitaux soit aujourd'hui 240 milliards de dollars ! (5) Bonjour les pétrodollars, la fuite de capitaux, les rapatriement des bénéficiaires des sociétés transnationales...

Tout au moins peut-on accorder une part de bons sentiments chez certains socialistes, parfois au plus haut niveau : ainsi Jean-Pierre Cot qui démissionne du Ministère de la Coopération parce qu'écoeuré par les pratiques cyniques de la Présidence. Évidemment, Mitterand peut toujours essayer de se poser en apôtre du «Tiers-Monde» avec son discours de Cancun... cela nous laissera froid et quelque peu méfiant. Dans le genre, l'Église catholique se montre excellent challenger. Nous avons vu que l'ensemble de son discours pétri d'amabilités ne

reposait au bout du compte ni plus ni moins que sur une négation théorique et pratique de la lutte des classes. Que l'on ne vienne pas parler de la théologie de la libération : ce n'est qu'une mixture (d'ailleurs parfaitement indigeste pour celui qui veut se farcir ses aspects théologiques) entre les pulsions venues du peuples et une volonté soit récupératrice (Corée, Brésil), soit clairement dirigeante (les Jésuites aux gouvernements nicaraguayen et philippin), adaptée à la circonstance et au lieu. En Pologne de la base au sommet ou au Chili au sommet, pays où l'oppression n'est pas mince non plus, il faut voir au contraire la teneur réactionnaire des propos et des pratiques catholiques !

Faut-il préciser que cette remise en cause du «Tiers-Monde» et du «Tiers-Mondisme» n'a rien à voir avec les idées réactionnaires de la «nouvelle droite» qui a pu s'exprimer à ce sujet ? Pour cette «nouvelle droite», il n'agit que d'un moyen pour affirmer la suprématie - mieux, la supériorité - économique, politique et culturelle de l'Occident sur le bloc soviétique et les pays non-occidentaux (Japon excepté). En fait, rien de bien nouveau. La revue «Géopolitique africaine» (n. 2, 1986) où elle s'exprime s'interroge par exemple sur ce «fameux «apartheid» dont on simplifie le contenu». Michel Guillon, l'anti-tiers-mondiste RPR, évoque, lui, «la prétendue exploitation par les pays du Nord et leurs multinationales.» (4) Le CIEL («Comité des Intellectuels pour l'Europe des Libertés»), l'association «Liberté sans frontières» (président Claude Malhuret, aujourd'hui pitoyable Ministre des Droits de l'Homme), l'association «Médecins sans frontières» (président Rony Brauman) ou l'«Internationale de la Résistance», expression de cette «nouvelle droite», ne remettent d'ail-





leurs pas en cause le «Tiers-Monde» puisque leur colloque d'octobre 1983 avait pour but d'élaborer «une nouvelle politique pour le Tiers-Monde, réaliste et tenant compte de la stratégie soviétique» (1). Voilà qui est clair !

Rien à voir non plus avec les réalistes de la social-démocratie ou ces malheureux repentis du maoïsme (Pascal Bruckner, Jacques Broyelle) qui tremblent encore d'avoir idolâtré leur totalitarisme et qui n'en finissent pas de culpabiliser.

5. Le néo-Tiers-Mondisme.

Aujourd'hui, le Tiers-Mondisme est indiscutablement en crise : les tentatives de non-alignement sont broyées par le mécanisme des blocs, l'émergence des nouveaux blocs (Chine, Conférence Islamique) complique la situation et aggrave les dissensions internes (OPEP, Cambodge-Vietnam, Iran-Irak), les projets de développement économique provoquent des dommages écologiques et sociaux (exode rural, explosion urbaine, Éthiopie, Bhopal), ce qui entraîne des remises en cause ici et là-bas. Mais il faut éviter de tomber dans une auto-critique masochiste qui masquerait les réelles responsabilités : l'aggravation de la faim, de la mal-nutrition, des bidonvilles ou des ruptures écologiques n'est pas le résultat *direct* des conditions géo-physiques qui seraient irrémédiablement mauvaises, de populations qui seraient décidément incapables, de bureaucraties qui seraient unilatéralement corrompues ou de l'insouciance des travailleurs occidentaux. Elle est la conséquence d'un processus mondial d'expansion capitaliste et étatique, la transnationalisation, qui s'articule sur l'ensemble de ces facteurs. Elle est le fait des classes dirigeantes entraînées dans leur spirale du pouvoir.

Il y a des risques de dérapage : soit que le système court lui-même à la catastrophe (catastrophes écologiques - Bhopal, Genève-Sandoz - et nucléaires - Three Miles Island, Tchernobyl -, apocalypse nucléaire, déséconomies externes), soit qu'il devienne mis en cause par les populations elles-mêmes (dégradation de la «paix sociale», menaces sur les profits, danger de révolution sociale). La partie consciente progressiste et finalement intelligente de la bourgeoisie sait qu'il ne faut pas trop jouer avec le feu, d'où la mise en place de mécanismes régulateurs, de recours à la démocratie quand les fascismes ou les stratocraties deviennent trop irresponsables (Brésil, Philippines, Argentine, Uruguay, bientôt le Chili et la Corée du Sud) et de ré-aménagement des plans de développement.

La traduction de cette tentative au niveau idéologique, je l'appelle néo-Tiers-Mondisme.

Le néo-Tiers-Mondisme utilise au maximum les mouvements de contesta-

tion, et ce - notons-le bien - qu'ils soient le fait des peuples ou des élites, qui apparaissent ici ou là-bas. Tel est le cas des critiques adressées aux modalités classiques de développement économique. La Révolution Verte, l'industrialisation lourde, planifiée et forcenée, ou la collectivisation à outrance n'ont en rien résolu les problèmes de fond au sein des «Jeunes nations». Sont donc apparus des projets de développement qui se veulent mieux adaptés aux situations locales. Souvent sous couvert de bonnes intentions et en tout cas avec le nouveau jargon de rigueur, elles masquent encore et toujours la réalité.

Que signifie «développement endogène et auto-centré» sinon la tentative de renforcer une bourgeoisie nationale qui ne soit pas purement compradore ou parasitaire lorsque ce slogan n'est pas placé dans une perspective de révolution sociale anti-capitaliste et anti-étatique ? Que signifie le refus du «modèle occidental» ou du «mode de croissance européen» (Jean Assoumon) (1) sinon une authentique démagogie qui vise à flatter un sentiment nationaliste, à l'aide, parfois, des religions toujours réactionnaires (Islam), comme si le capitalisme indien (ou africain, ou sud-américain, ou chinois) était meilleur qu'un autre parce que justement indien, comme si Mahomet ou Bouddha étaient préférables à Jésus parce que non-blancs ?

C'est nier la réalité de la transnationalisation étatico-capitaliste, certes partie de l'Europe puis de l'Amérique, mais qui est bien partout la même, quels que soient la couleur de la peau, la religion ou le type de vêtement du patron, du contre-maître, du bureaucrate, du militaire ou du religieux.

Il y a d'ailleurs eu des essais de «développement différent» qui ont connu, logiquement, leur échec dans le cadre du système en place. C'est l'exemple du so-

cialisme Ujamaa en Tanzanie qui se voulait fondé sur une sorte d'autogestion rurale au niveau des communes. Las, la bureaucratie, le caractère autoritaire des collectivisations et de la planification, le dogmatisme des cours d'éducation politique ont détourné les paysans de cette expérience a-priori intéressante et les ont conduit à saboter, littéralement. Il y a également l'exemple du maoïsme chinois qui se voulait une combinaison harmonieuse et auto-centrée («comptons sur nos propres forces») entre une industrialisation accélérée, soit centralisée (du type des combinats stalinien), soit émiettée (du type des «hauts fourneaux à la campagne» - qui furent un fiasco total -) et une agriculture originale (les «communes populaires»). On sait ce qu'il en est advenu : déroute économique (n'oublions pas que la plus grande famine de l'histoire chinoise eut lieu sous Mao après le «Grand bond en avant» et qu'elle fit des milliers de morts, chose que la propagande maoïste ou tiers-mondiste esquive froidement, et pour cause), instabilité socio-politique (la «Révolution culturelle», le «Printemps de Pékin») et la fragilité de la puissance chinoise. On sait aussi les réponses apportées par la classe dirigeante du pays soucieuse d'éviter son naufrage : libéralisation du marché, abandon des «communes populaires», création de zones franches, importation de capitaux, appels à l'investissement étranger, mutation idéologiques, remaniement de l'appareil et répression sociale (la campagne officielle contre la délinquance s'est terminée avec succès : des centaines de condamnations à mort !).

Cette évolution est parfaitement logique, elle est inhérente à la nature du capitalisme (s'adapter ou mourir) et inséparable de sa transnationalisation actuelle. Dans les pays d'économie étatisée elle s'accélère chaque jour, comme en Hongrie ou en Yougoslavie. Seuls ceux qui bénéficient d'une rente de situation, comme l'Algérie avec son gaz naturel, ou qui sont paralysés par la gabegie idéologico-bureaucratique, comme l'URSS, peuvent encore conserver pour quelque temps leur rigidité.

6. Pour un internationalisme organisé et conséquent.

Il est à craindre que certains anarchistes ne restent fascinés par l'offensive néo-tiers-mondiste, qu'elle se situe dans des pays d'économie libérale avec ses réussites ponctuelles de micro-projets de développement ou qu'elle participe d'un processus révolutionnaire qui se veut progressiste : Nicaragua, Burkina-Faso, Kanaky.

Il est parfaitement légitime - mieux, c'est une exigence - de sauver quelques villages africains de la famine où l'on sait que les secours qu'on leur apporte leur parviennent effectivement ou de participer à l'élaboration d'un projet d'infra-

ici
LE DROIT DES
CONSUMMATEURS
EST -
BAFOUÉ !



structure plus ou moins autogéré. Mais si l'on veut avoir une action conséquente, sans quoi l'on en reste au niveau du réformisme proprement-dit, c'est-à-dire le réformisme en soi, comme objectif et non comme moyen, on ne peut éviter d'avoir une perspective globale. C'est indispensable non seulement parce que tous les projets de «développement auto-centré» sont condamnés soit à l'échec soit à leur intégration dans le système en place mais aussi parce que l'économie est fondée sur le principe de l'échange. Réduire le niveau de l'échange c'est essayer de revenir en arrière alors que tout pousse vers l'avant, vers l'internationalisation conçue comme un principe et une nécessité, et c'est faire croire que l'autarcie c'est l'indépendance alors que c'est tout le contraire. Les slogans maoïstes sur l'auto-centrage ne faisaient qu'écho - mais est-ce un hasard ? - à l'autarchia mussolinienne. On peut parfaitement adopter au fonctionnement même de l'économie la phrase de Bakounine sur la liberté individuelle qui «n'est rien sans celle des autres».

Il ne s'agit pas ici de se faire plaisir avec le vieux dilemme réformisme ou révolution, au demeurant déjà tranché pour les anarchistes, mais simplement de rappeler la nécessité de placer dans un chemin clairement internationaliste et résolument révolutionnaire ce réformisme que nous pratiquons tous plus ou moins tous les jours, d'acceptations tactiques en demi-mesures transitoires, de revendications immédiates en alternatives aléatoires, parce que le système ne

nous laisse pas d'autres solutions à moins de crever lorsqu'il n'y a pas de fracture sociale.

Dans ces conditions, il est préférable de prendre avec précaution l'action qui se voudrait exemplaire des ONG dans les pays dits du «Tiers-Monde» telle que «Médecins sans Frontières» que nous cite Fernando Ainsa (6) : rappelons que celle-ci nage dans les eaux de la «nouvelle droite» qui nous proclame que «la liberté des marchés est le moyen le plus rapide de juguler la famine», tandis que le néo-tiers-mondisme de gauche nous montre lui-aussi son vrai visage avec le sinistre Bernard Henri-Lévy qui veut faire de l'aide alimentaire d'urgence une monnaie d'échange géo-politique de gouvernement à gouvernement sous prétexte de la voir effectivement arriver aux mains des populations secourues.

Il n'y a pas trente-six solutions : développer un internationalisme libertaire et fédéraliste effectif qui passe par le renforcement des noyaux anarchistes dans tous les pays du monde, travail de longue haleine mais seul capable d'offrir les perspectives d'une réponse durable. De ce point de vue on ne peut que se réjouir de la ré-émergence d'un mouvement anarchiste organisé en Amérique latine (Brésil, Uruguay, Argentine, Chili) et de son rapprochement d'avec l'IFA (Internationale des Fédérations Anarchistes). On peut même se demander s'il n'est pas plus payant pour les militants français qui veulent voir du pays de

plonger au cœur de la révolution en Haïti ou aux Philippines plutôt que de jouer les porteurs de valise du futur État canaque. Ne nous trompons d'ailleurs pas sur ce dernier point : les dernières luttes indépendantistes ne sont plus que la queue de la comète colonialiste déjà dépassée. Le récent congrès de l'IFA a d'ailleurs poussé l'analyse dans ce sens en remplaçant l'intitulé de la motion initialement consacrée aux «luttes de libération nationale» par celui-ci : «des luttes anti-impérialistes à la révolution sociale».

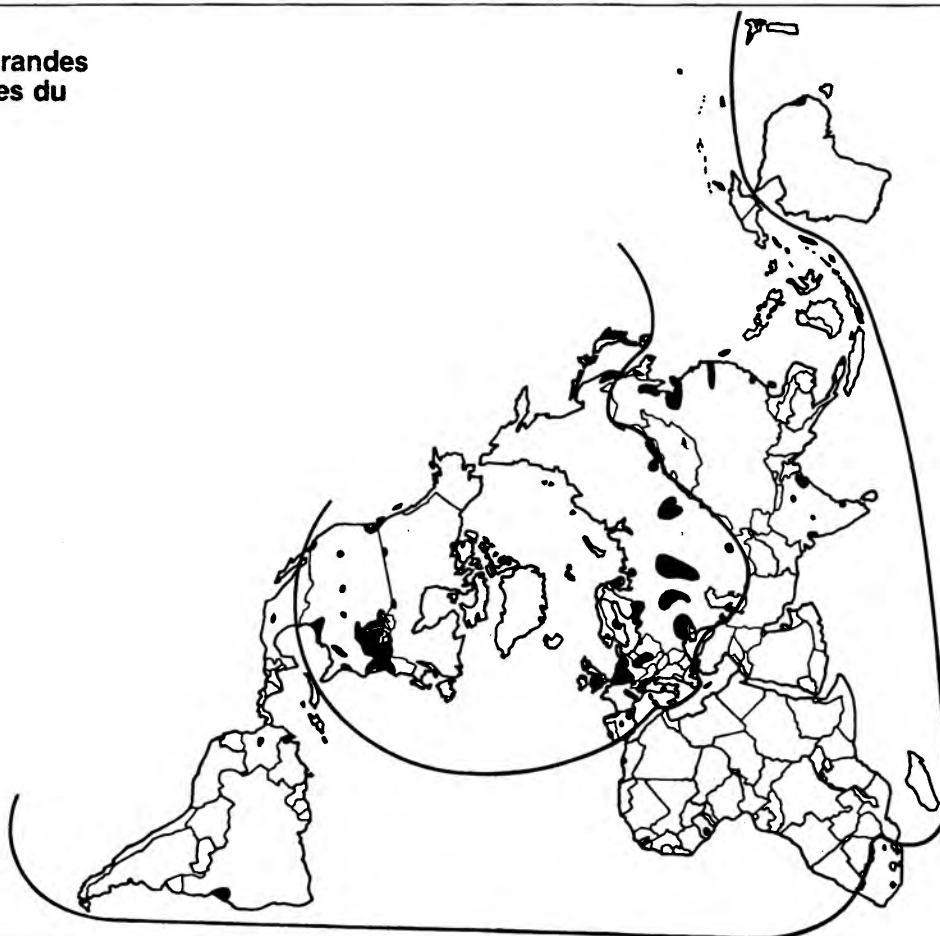
Philippe Pelletier

Références

- 1) Dossier du «*Monde Diplomatique*», mai 1985, n. 374.
- 2) Pelletier Philippe, 1986, «*Mort au Tiers-Monde !*», le Monde libertaire, n. 628 à 632, septembre-octobre.
- 3) Kroner Dieter, 1984, «*Algérie : l'échec d'un modèle de développement et le retour au réalisme économique*», Problèmes Économiques, n. 1874 sur les «pays en voie de développement», 16 mai 1984, pp. 27 à 32.
- 4) Morel Bernard, 1986, «*La stratégie financière du Japon dans le Tiers-Monde*», «*Le Monde Diplomatique*», n. 386, mai 1986, p. 14.
- 5) Dossier du «*Monde Diplomatique*», n. 390, septembre 1986.
- 6) Ainsa Fernando, 1986, «*Le Tiers-Monde existe-t-il ?*», IRL, n. 70, octobre-novembre 1986, pp. 11-14.

Localisation des grandes régions industrielles du monde

Régions industrielles ■
Ligne Nord-Sud —



Goliath la marche du fascisme

G. A. Borgese
*«Goliath, la marche du
 fascisme»*, Ed. Desjonquères,
 1986, 98 F.

L'intérêt principal de ce livre c'est que, prenant à contre-pied l'analyse mécaniste purement socio-économique du phénomène fasciste diffusée par la vulgate marxiste, il en développe une approche culturaliste qui plonge ses racines dans l'histoire italienne. «C'est en partant de Dante, de la création — par la puissance mythologique de l'écriture — d'une Italie qui n'existe pas, en passant par Machiavel et par une pensée perverse du politique, en suivant les péripéties d'un itinéraire culturel où se mélangent, se confondent, s'embrouillent sans cesse les idées de patrie, de nation et des nostalgies d'empire, que Borgese reconstruit la genèse d'un pathos mi-passionnel, mi-intellectuel, d'un bouillon de culture à la fois ridicule et tragique dans lequel vont pouvoir naître et prospérer l'ambition grandiose et l'action médiocre du mussolinisme.» (Pierre Lepape, «Le Monde des Livres», Le Monde, 28.11.1986).

Il faut également remarquer que ce livre, que le lecteur français découvre en 1986-87 dans une version très allégée avec une préface d'Étienne et une postface de Sciascia, a été écrit en 1937 alors que l'auteur, ex-journaliste vedette du «Corriere della Sera», ayant fui aux États-Unis la répression fasciste, tentait de tirer le signal d'alarme, présentant l'inéluclabilité de la Deuxième Guerre Mondiale.

Pour ruiner d'entrée de jeu les prétentions du *surhomme* fasciste, il nous apprend avec une jubilation non dissimulée que le salut fasciste «choisi au hasard dans les musées classiques parmi les gestes des orateurs gréco-romains... est en fait un geste d'esclaves. Dans les rues de Grèce et de Rome, les citoyens libres se tendaient la main, à moins qu'ils ne se saisissent mutuellement le poignet, tandis que l'esclave s'il rencontra son maître, saluait assurément du bras droit levé, afin de montrer que sa main était désarmée.» (p. 48).

Ensuite, tout en insistant sur le passé révolutionnaire de Mussolini, il démontre que la fascisme conduit non pas à un renversement de l'Ordre établi mais à son prolongement en le personnifiant. «Le fascisme n'avait point été une révolution mais un simple coup d'État dirigé par l'armée, appuyé par la monarchie et bien vu des pouvoirs ecclésiastiques.» (p. 92). Le maintien de l'Ordre va dévoiler, au-delà de l'antagonisme de surface, à savoir la paganisme de l'idéolo-

gie fasciste, la solidarité profonde de l'Église afin de conserver le monopole de la Pensée, gage du pouvoir.

En effet, s'il pose en prémisses que «la théorie fasciste du gouvernement et de la guerre opposait à la morale, à la foi chrétienne, un défi plus brutal que jamais on n'en avait porté. Il semblait que les deux pouvoirs dussent se livrer une lutte à mort.» (p. 112), il conclut de façon éclatante que «la théorie autoritaire du fascisme jouait le rôle de l'autoritarisme catholique. Il était clair que le Grand Conseil du Fascisme n'était qu'une imitation du Sacré Collège, que les règles pour la succession du Duce étaient analogues à celles selon lesquelles on choisissait les Papes ; que la structure fondamentale de l'État fasciste se trouvait si l'on voulait bien chercher, non point dans la «République» de Platon, dans l'oligarchie vénitienne, mais bien dans la hiérarchie catholique. Cette attaque merveilleuse contre la démocratie et la liberté de pensée... ç'avait été Pie XI, le Pape du Syllabus qui, fermement établi sur le terrain de la tradition, avait donné l'exemple... Dans un moment de joie irrépressible, Pie XI devait l'(Mussolini) embrasser en esprit et l'appeler («l'homme envoyé par la Providence»).» (p. 115-116).

Pas de liberté de pensée : mieux, le simple fait de penser autrement, sans même qu'il y ait passage à l'acte, sera tenu pour criminel et jugé comme tel. «Sous l'œil tolérant de l'Église, cette hérésie selon laquelle l'imagination est aussi grave que l'action, l'intention que le fait, cette hérésie devint l'un des dogmes de l'État fasciste.» Et Schirru — en juin 1931 tout comme Sbardelotto l'année suivante — en sera l'application concrète ; arrêté sous l'inculpation d'avoir songé à tuer Mussolini, «pour avoir confessé cette pensée, il mourut devant le peloton d'exécution». C'est là l'essence même du pouvoir totalitaire ; Inquisition catholique, marxiste-léninisme et fascisme en sont la Trinité.

Mais ce que ne dit pas Borgese à propos de Schirru, c'est que ce dernier était anarchiste. Oubli inconscient ou délibéré ? On peut se poser la question car le facteur Schirru brouille la démonstration de Borgese qui persiste à croire et à nous faire croire que même une fois au pouvoir Mussolini se définit toujours comme anarchiste ! S'il est exact que dans sa prime jeunesse Mussolini fut en contact avec les idées anarchistes sous l'influence de son père, il entra très vite au Parti Socialiste dont il devait devenir avant la guerre de 14-18 l'une des figures dominantes en tant que rédacteur en chef de l'«Avanti».

Et Borgese commet tout d'abord une erreur historique lorsqu'évoquant la Semaine Rouge de juin 1911, il prétend que «Mussolini, avec son collaborateur intime, l'anarchiste Malatesta, voulait que l'émeute et la révolution se répandissent dans l'Italie centrale, brisant ainsi l'épine dorsale de l'État (le chemin de fer Rome-Milan) ce qui lui permettait de mettre la nation dans sa poche.» (p. 65).

En réalité, la Semaine Rouge, qui eut pour origine à Ancône le 7 juin une manifestation anti-militariste — la population étant sensibilisée par une campagne lancée pour libérer deux soldats opposés à la guerre en Lybie, Masetti et Moroni, anarchistes emprisonnés depuis 1911 — à l'instigation de Malatesta et soutenus par les socialistes (et non le contraire) menés d'ailleurs non pas par Mussolini mais par Nenni, «ne fut pas un mouvement préparé et voulu ; elle arriva soudain comme réaction spontanée d'un peuple farouche contre la provocation insensée et sanglante de la force publique». (Enrico Malatesta, «Articles politiques», Ed. 10/18, p. 264).

Qualifier Malatesta de «collaborateur intime» de Mussolini prête d'autant plus à sourire lorsque, quelques mois plus tard, alors que Mussolini «accepte pour fonder son journal personnel l'argent que lui donnait le gouvernement français» (p. 62), Malatesta — dans un article retentissant et prémonitoire paru dans la revue anglaise «Freedom» de novembre 1914 (in «Malatesta, life and ideas» de Vernon Richard, Éd. Freedom Press, p. 243) — renvoie dos à dos «la réaction et le militarisme allemand et une domination knouto-capitaliste russo-anglaise». Il annonce une guerre de longue durée, au coût énormes en vies humaines et en richesse, qui laissera les deux camps exsangues, sans résoudre quoi que ce soit, «laissant la porte ouverte à une nouvelle guerre encore plus meurtrière». Tout en prônant le refus de tout compromis pour tous les socialistes (anarchistes et autres) avec les gouvernements et les classes possédantes, il souhaite la défaite de l'Allemagne mais uniquement parce qu'à son sens, étant donnée la situation, c'est là qu'éclatera la révolution.

Surtout, au-delà de l'anecdote selon laquelle «jadis couleur de l'anarchisme terroriste, le noir devenait couleur du nationalisme anarchique» (p. 40), Borgese commet un véritable contresens en affirmant que le Mussolini fasciste est resté un émule de Stirner. Il «ne modifia point son attitude à l'égard de la vie. Il resta ce qu'il était : un anarchiste. Non certes selon une théorie intellectuelle

commandant une action qui tendrait à la libération — fut-elle utopique — de l'humanité toute entière. Non : une impulsion instinctive, torturante, le désir de libérer l'Unique. L'historien fasciste Volpe signale, parmi les ouvrages que lut le jeune Mussolini, l'Évangile anarchiste de Max Stirner. Certes il l'avait lu avec quelle intensité et le sens qu'il en avait tiré, il l'avait transfusé dans son propre sang.» (p. 74).

Sans s'appesantir sur la métaphore religieuse — Évangile, transfusion du sang —, rien dans son œuvre ne permet d'amalgamer Stirner avec le fascisme statolâtre : «Stirner est d'abord fondamentalement socialiste et souhaitait la révolution sociale, mais étant sincèrement anarchiste, son prétendu «Égoïsme» constitue la protection, la défense qu'il juge nécessaire de se donner contre le socialisme autoritaire et contre tout étatsisme qui aurait pu être introduit dans le socialisme. Son «égoïsme» est l'initiative individuelle : son «Verein» est l'association libre qui réalise des buts, mais sans se transformer en organisation, en société. Sa «méthode» est avant tout la désobéissance, le refus individuel et collectif de l'autorité, et le groupement volontaire si la situation l'exige. C'est la vie libre se substituant à la vie contrôlée et organisée par les usurpateurs de la propriété.» (Max Nettlau, «Histoire de l'Anarchie», Éd. Cercle et Têtes de Feuilles, p. 70). On ne saurait être plus clair !

Toutefois, en conclusion de son ouvrage, tout en persistant dans son confusionnisme lexical en estimant qu'une des fins du fascisme c'est «de vouloir de sang-froid l'anarchie dans le monde moral», c'est avec une grande force de conviction que Borgese en dénonce l'exaltation perverse de la Destruction comme fin en soi, et espère que «le vouloir et l'imagination des hommes leur permettront de préparer une nouvelle société... d'où naîtra une fraternité nouvelle.»

J. J. Gandini



Les pirates et les empereurs

«Saint Augustin raconte l'histoire d'un pirate capturé par Alexandre le Grand, qui lui avait demandé pour quoi il osait troubler le monde. Le pirate répondit : «Comme je le fait avec un petit bateau uniquement, on me traite de voleur ; vous, qui le faites avec un grand navire, on vous considère empereur.»

Ainsi commence l'étude de Noam Chomsky sur le terrorisme international, et plus particulièrement celui des États-Unis et d'Israël et celui du Moyen Orient. Appliquant la logique aux médias, Chomsky se demande quelle pourrait être la réaction politique des Occidentaux s'ils subissaient ce qu'ils imposent par la terreur : «Supposons, par exemple, que des forces libyennes transportées par mer attaquent trois navires américains dans le port israélien de Haifa, en en coulant un et en endommageant les deux autres, en utilisant des missiles est-allemands. On devine déjà les commentaires. Mais la vérité est que le 5 juin (1986) la presse anglaise signale que des forces navales sud-africaines ont attaqué trois navires russes ancrés dans le port angolais de Namibe, en coulant l'un d'eux, en utilisant des missiles Scorpion (ou Gabriel) construits en Israël.» Et Chomsky ajoute que si l'URSS avait agi comme les USA et Israël, elle aurait dû détruire Johannesburg.

Se fondant sur les rapports d'Amnesty International, Noam Chomsky constate qu'«alors que la Libye tuait 14 de ses ressortissants, et une poignée d'autres, le régime client des USA du Salvador tuait quelques 50.000 salvadoriens», sans compter les morts au Guatemala et les «réalisations des contras au Nicaragua : détruisant des cliniques et des hôpitaux, assassinant des médecins et des infirmières, saccageant les pharmacies des campagnes d'où un manque critique de médicaments, et l'échec d'un programme de vaccination contre la polio, ce qui n'est qu'une petite partie de la violence organisée dans les centres de terrorisme international à Washington et à Miami. Les reporters du «Times» au Nicaragua sont aussi zélés que leurs collègues de la «Pravda» pour ignorer et ne pas voir les preuves abondantes des atrocités des contras.» (p. 57-58).

Chomsky démonte également les arguments pseudo-juridiques des milieux officiels nord-américains et israéliens. Citant un assesseur du Département d'État, Chomsky découvre que «dans les années 50, en dépit de la forte opposition des USA aux détournements d'avion, les États-Unis et leurs alliés occidentaux ont refusé des plaintes de la Tchécoslovaquie, de l'URSS, de la Pologne, de la Yougoslavie et d'autres pays communistes, au sujet de l'extradition des personnes ayant détourné des avions, des trains et des bateaux, afin de s'échapper.» Cette position fut revue à la fin des années 60 lorsque le nombre des détournements fut astronomique. Chomsky rappelle au passage que le premier détournement d'avion au Moyen-

Orient eut lieu en décembre 1954 lorsque des chasseurs israéliens obligèrent un avion à réaction civil de Syrie à atterrir à Lydda. Le but escompté, selon le journal personnel du premier ministre d'alors Moshe Sharett était d'avoir des otages arabes pour obtenir la libération «de soldats israéliens qui avaient été faits prisonniers lors d'une mission d'espionnage en territoire syrien.» Et Sharett d'ajouter «Nous n'avions aucune raison valable de saisir cet avion (...) on ne peut mettre en doute la vérité de la constatation du Département d'État des USA sur le fait que notre action était sans précédent dans l'histoire des rapports internationaux.» (p. 92-93). Et Chomsky rappelle également le propos en 1948 du grand humaniste et socialiste israélien Ben Gourion, également premier ministre à ses heures : «Si nous connaissons la famille (des Arabes ennemis, n. d. t.) (nous devons) frapper sans merci, y compris les femmes et les enfants.» (p. 103 ; le contexte de la citation est donnée dans «The fatefull Triangle», Boston, 1983, p. 181).

«Si on laisse de côté les justifications possibles de la violence terroriste et en s'en tenant aux simples faits, il ne fait aucun doute qu'Israël a effectivement exécuté des opérations de détournement et d'enlèvements en mer, depuis des années, sans éveiller l'attention des médias, profondément émus et courroucés lorsque les coupables sont des Arabes.. Les médias n'ont pas daigné souligner le fait que la Haute Cour d'Israël



donne son accord à ses actes. A propos du cas d'un Arabe, qui faisait appel en se fondant sur le fait qu'il était emprisonné tout en ayant été arrêté en dehors des eaux territoriales israéliennes, la Haute Court a décrété que «la légalité de la sentence et de l'emprisonnement n'est pas entachée par les moyens par lesquels le suspect a été amené en territoire israélien» (p. 87). On peut en déduire que l'enlèvement de Vanunu, le technicien qui a trop parlé, à Londres est parfaitement légal dans l'esprit juridique israélien (qui rejoint la vision soviétique du droit).

Chomsky énumère les attaques israéliennes contres de pseudo objectifs de l'OLP qui se sont soldés par des centaines de victimes dans des écoles, des cliniques et des maisons. L'invasion du Liban, dont le but profond était de ne pas répondre à la trêve offerte par l'OLP pour négocier et tout au contraire de briser l'OLP, sous couvert de protéger le nord de la Galilée a été un échec, parce que le nord de la Galilée est toujours touché par le terrorisme. La situation est telle que les actions anti-israéliennes se multiplient non plus seulement de la part des palestiniens, mais des libanais ; sans compter que la haine accumulée par les jeunes arabes de ces régions explosera d'ici quelques années. D'un point de vue sans doute purement pratique (c'est mon avis, pas celui de Noam), l'ex-chef du contre-espionnage israélien, le général en retraite Yehishaphat Harkabi, a déclaré : «Offrir une solution honorable aux palestiniens en respectant leur droit à l'autodétermination, telle est la solution du problème du terrorisme. Lorsqu'il n'y a pas de marais, il n'y a plus de moustiques.» (p. 86).

Finissent par une évidence, les USA si chatouilleux quant à leur honneur et à leurs concitoyens injustement emprisonnés dans les géoles étrangères, se taisent si des américains d'origine arabe sont torturés par l'armée israélienne (p. 113) et si des locaux et un navire espion US sont détruits (en 1954 et en 1967 pour nuire aux relations Égypte-USA) par Israël.

Tout bien pesé, le matérialisme historique et la dialectique sont aussi des notions connues et utilisées aux USA et en Israël. Lorsque les nécessités du Pouvoir ordonnent de violer la vérité, l'honnêteté, les États sont tous semblables.

Frank Mintz

LE BIBLIOBUS INTERCULTUREL N'A PAS ROULE

(Suite de la page 6)

naux et internationaux. L'UNESCO a estimé que notre projet ne répond pas au critère international c'est-à-dire élaboré et exécuté par des organismes d'au moins deux pays.

Le FAS qui est censé encourager ce genre d'activités nous a informé que les actions interculturelles ne sont plus prioritaires. Chose étonnante, c'est que dans la même période, il a lancé des opérations telles que renforcement des BCD qui sont cataloguées comme interculturelles. Ce renforcement a eu comme effet l'augmentation du fonds des BCD en livres souvent scolaires sans prise en compte de la diversité culturelle dans la politique d'acquisition. En outre ces BCD ne sont pas ouvertes au public adulte.

IV - La fin d'un rêve.

La parenthèse est fermée et le projet est resté lettre morte. Comme on a convenu avec la DLL, les documents acquis grâce aux subventions d'investissement ont été remis à la BCP des Yvelines et sont intégrés dans ses collections. Actuellement, la section jeunesse a à sa disposition un fonds important et diversifié de livres sur les cultures d'origine et d'autres bilingues ou en langues portugaise, arabe, espagnole, etc...

En dehors des difficultés d'ordre matériel, l'échec de ce genre de projet réside dans le fait que l'interculturel en tant que projet global de société et remise en question de l'ethnocentrisme n'a pas encore fait son chemin dans la tête des ac-

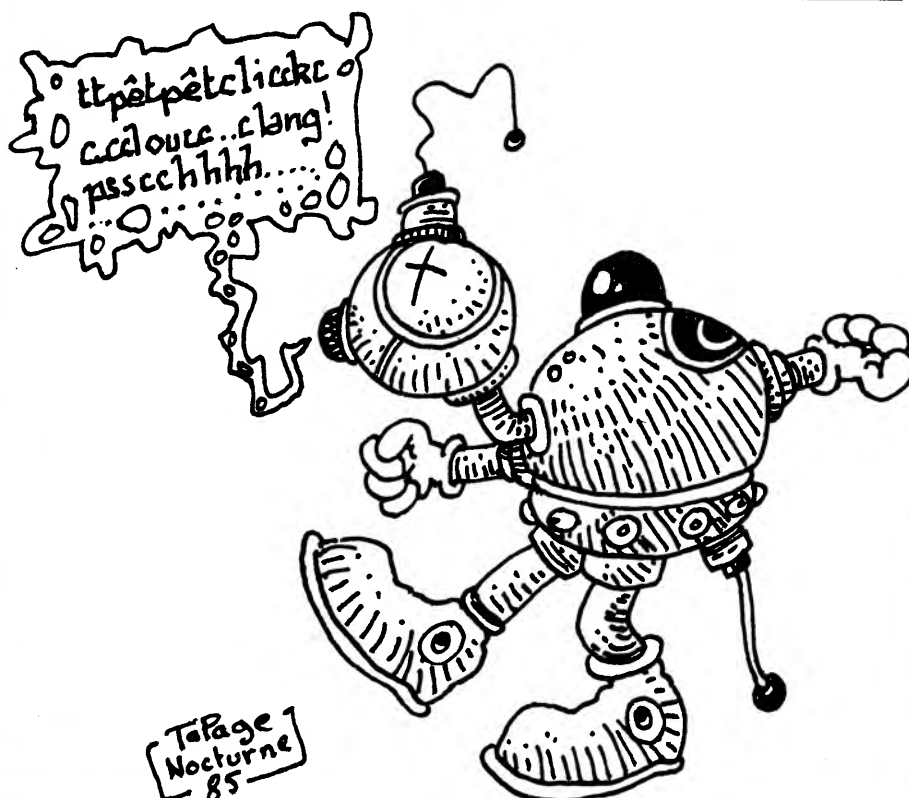
teurs sociaux. Il est réduit à des bribes de reconnaissance du pluralisme dans le cadre des fêtes et des célébrations tout azimut.

D'autre part, cet échec nous interroge sur la place que peuvent avoir la lecture et le livre chez une population confrontée à des difficultés quotidiennes urgentes telles que le logement, l'emploi, et la santé. Doit-on alors établir une hiérarchie des urgences, n'intervenir que sur les catastrophes estimant que le culturel est un luxe ? Mais nier son identité n'est-il pas la pire des catastrophes ? On peut aussi se demander pourquoi intervenir ? Les premiers concernés n'ont-ils pas intérêt à se prendre en charge en dehors des messies et des magnats de l'argent ? Dans l'état actuel des choses, cette possibilité est théorique. La conscience des immigrés des moyens d'action autonomes est très réduite et des projets de grande envergure nécessitent de grands moyens financiers. N'est-il pas un drôle que les immigrés demandent que l'argent qui leur revient et qui est géré par le FAS, l'ADRI, soit réinvesti dans des actions qui leur profitent ? N'est-il pas de notre devoir d'informer et de dénoncer ?

Abdoul-le-Bougnoul

notes

1 - Voir l'interview de J. Foucambert, «Déchiffreurs et lecteurs» dans *Migrants formation*, mars 1984, n° 56, pp. 37-41.





Twist again à Moscou

Twist again à Moscou. Percutant et drôle, ce film qui finit en conte de fées est, pour l'essentiel, un reflet fidèle de l'URSS. Marina Vlady (fille d'émigrés russes et veuve de Vissotsky, une sorte de Brassens soviétique) a nécessairement accepté ce rôle parce qu'elle y voyait une réalité vécue.

Une des blagues soviétiques qui circulent (quel est l'animal qui a 80 pattes et 4 dents ? Le bureau politique du comité central, c'est-à-dire 40 septuagénaires gâteux) est illustrée par le général déliquescents, vénéré à cause de son poids politique. L'inspecteur idéaliste, tout feu tout flamme, est plus tchékiste-arriviste que pur communiste. Mais il correspond à un type courant dans les pays de l'Est.

Le côté spécifiquement soviétique - conséquence des millions d'hommes tués en 1941-45 à cause du crétinisme stalinien plus que par l'efficacité militaire nazie - est le bal avec une majorité de femmes autour de la soixantaine, au rythme d'une mélodie italienne (bambina, bambina) traduite en russe. On peut remarquer que tous les membres de la société soviétique achètent des produits de l'Ouest par tous les moyens possibles. Et les jeunes cherchent dans le jazz une échappatoire, canalisée par le Parti. Même si dans ce domaine, l'URSS est nettement en retard sur tous les autres pays de l'Est, elle progresse, comme le prouve la TV soviétique, avec des programmes agrémentés de disc-jockeys et de classement de titres. Les paroles de certains tubes s'opposent complètement à la morale officielle (première nuit, premier amour, etc.).

Dernier élément, la corruption généralisée qui arrange la plupart des situations sauf les cas politiques graves.

Sans avoir l'impact du film, «*Comprendre l'économie soviétique*» (1) est un ouvrage utile (sans notes mais clair) bien que conforme à une ligne trotskiste de critique et d'acceptation globale : «L'URSS qui se veut une concrétisation de l'avenir de l'humanité est bien une sorte d'au-delà du capitalisme...» (p. 135). Il reste que les constatations énoncées, entre autres «l'anarchie de la production planifiée» p. 29 (qu'il serait plus juste d'appeler le «léninisme de la...») ; «En fait, au «léninisme» capitaliste se substitue le «léninisme» de la magouille et du bureaucratisme...» (p. 52), l'URSS qui paie en «rossignols» ses importations de ses colo-

nies (p. 102), contredisent totalement la conclusion.

Cette vision trotskiste décadente d'Europe apparaît encore en Amérique Latine, plus exactement à Porto Rico, qui est aux USA. Un lecteur ayant critiqué l'URSS en lui refusant les épithètes d'ouvrier et de socialiste, la réponse de la revue est nette. Il n'y a pas de capitalisme en URSS. Il n'y a pas de démocratie ouvrière et il y a une bureaucratie privilégiée, mais cette bureaucratie «n'a aucun rôle indispensable dans l'économie planifiée qu'elle gère.» Cette cécité sur la fonction de direction et doublée du gag suivant : «Il n'est pas possible de poser la lutte pour le socialisme et contre la barbarie, si on combat pas d'un côté contre la bureaucratie dans les Etats ouvriers et dans les syndicats et partis ouvriers et, de l'autre si on ne défend pas les Etats ouvriers, syndicats et partis ouvriers contre le capitalisme et l'impérialisme.» Et de terminer par une citation de Trotsky sur un foie malade (l'URSS), qui n'en demeure pas moins un foie (l'Etat ouvrier). Question de foi et de fanatisme !

Noam Chomsky aborde brièvement mais clairement le même problème dans «*L'Union Soviétique contre le socialisme*» (3). Il écrit : «l'affirmation de Lénine selon laquelle «le socialisme n'est que le monopole capitaliste d'Etat adapté au bénéfice du peuple entier» (peuple qui doit bien sûr faire confiance à ses dirigeants) exprime la perversion du «socialisme» limité aux besoins des prêtres de l'Etat. Cela nous permet de comprendre la transition rapide entre des positions qui d'un point de vue superficiel, semblent diamétralement opposées, mais qui sont en fait très proches.» (...) «On ne doit guère s'étonner que des intellectuels trouvent si aisément leur chemin du «communisme révolutionnaire» à la «célébration de l'Occident» (...).

Rappelant l'histoire des soviets à travers un livre de l'historien bolchévisant E. H. Carr, Chomsky cite un délégué ouvrier anarchiste : «Les comités d'usines étaient les cellules du futur. (...) Ce seront eux, et non pas l'Etat, qui assumeront la gestion.» A l'opposé, Lénine impose «l'ordre et la discipline la plus stricte et la protection de la propriété» (de l'Etat) dans son projet de loi du 3 novembre 1917, avec les louanges que l'on connaît sur la nécessaire «dictature» pour assurer la production, le taylorisme appliqué au socialisme. Chomsky voit un rapport avec la formule suivante : «La prise de décision vitale (...) doit rester au sommet (...) le véritable danger pour la démocratie ne vient pas de l'excès de direction, mais de sa carence.» L'auteur étant cette fois, Robert McNamara. URSS-USA, capitalisme similaire et entente virtuelle pour se partager le monde.

«*Les ouvriers de Pétersbourg combattant la contre-révolution en 1917-1918*» (4) est un ensemble de 38 rapports universitaires publiés par l'académie des sciences de l'URSS qui furent présentés à un colloque, au titre identique au livre, en septembre 1982. Aucune étude autre que soviétique n'est citée. On retrouve les poncifs contre l'anarchisme et tous les partis autre le PC, surtout sous la plume de S.N. Kanef (dont Skirda avait traduit un article il y a quelques années). A. B. Gourking dans son rapport «*Le combat des bolcheviks de Petrograd contre les mencheviks, les SR, les anarchistes et les «communistes de gauche*» à propos de la nouvelle discipline du travail» montre bien les réactions hostiles des travailleurs à la vision dictatoriale du travail, qui ne furent vaincues que vers juin 1918. Mais les séquelles sont toujours présentes !!

Martin Zemliak

notes

1 - Frémeaux Durand, «*Comprendre l'économie soviétique*», Syros, 1985, 39 F.

2 - «*Pensamiento Critico*», Porto Rico, 1983, n° 35.

3 - «*The Soviet Union versus socialism*», «*Our Generation*», 1986.

4 - «*Piterskie rabochtchie v borbebe s kontrevolutsey v 1917-1918 gg*», Moscou, Nauka, 1986, 239 p., (tirage 1400 ex), 3,10 roubles.

Les gens sont plus rares qu'il n'y paraît, qui critiquent l'automobile et le phénomène qu'elle entraîne, jusqu'à la racine. La plupart se bornent aux nuisances les plus visibles, et proposent des placebo assez ignobles (genre murs anti-bruit qu'il faut se crever à bomber pour les rendre potables!).

Tout court, ce que j'en pense, même seul, est que la toto est un fléau et une merde.

C'est dur. C'est plus que justifié. L'automobile, comme symbole, est une des têtes de l'hydre qui nous menace tous. Elle attire, comme une idole, et dévore ses adorateurs. Et il y a une chose sur laquelle tu as mis le doigt dans ton article (1): les non-automobilistes se voient de plus en plus brimés et défavorisés: zones et voies interdites, difficultés d'emploi accrues, etc... Mais cela est bien dans l'objectif des pouvoirs:

la voiture coupe du monde, rend dépendant d'une organisation énorme (et fragile pourtant). Forêts et montagnes sont cisailées d'autoroutes (je suis savoyard d'origine, mais exilé ici, je me suis pris d'affection pour la Forêt de Fontainebleau et sa région: une autoroute la coupe en deux... quand aux autoroutes et voies rapides de nos vallées, mieux vaut ne pas les compter... Thonon, ma ville, est une des dernières à n'être pas desservie ainsi. Nos braves z'élus n'ont qu'une idée: une branche d'autoroute Annemasse-Evian! Etant donné le peu de place, j'ose à peine imaginer la figure du Bas-Chablais avec une telle réalisation).

Il est, de plus, évident que, depuis vingt ans et plus, les pouvoirs étouffent insidieusement, de concert avec (et non, comme on le fait croire, à cause de) l'invasion des rats à quatre roues (nette-

ment moins sympathiques encore que ceux à quatre pattes, forts intelligents et moins polluants), les transports en commun. Le train, par exemple, est tué à petit feu. Il suffit de s'y intéresser un peu pour constater que, loin d'un souci de «rentabilité», il s'agit tout simplement de réduire l'affaire au strict minimum, quelques lignes de cet affreux avion sur roues que l'on nomme TGV, par exemple, et les vendre, comme cela vient de se faire, au Japon...

Je ne suis pas un fana des organisations. Je sens pas mal le fagot à la F. Anarchiste parisienne pour mes accès de colère anti-centralisatrices (hélas, trois fois hélas! Si même l'anarchie se centralise, on est foutus!) — et du reste, je n'en fais pas «officiellement» partie. Mais, si nous pouvions former contre la bagnole une coalition semblable (toutes proportions gardées au début,

sans doute, car il sera dur de sensibiliser du monde contre cela) à celle qui s'est formée contre le nucléaire? C'est ainsi pour beaucoup de choses. Il faut d'abord résister: je me «bats» depuis plusieurs années pour n'avoir, non seulement pas de voiture, mais également pas de compte en banque. Aucune loi n'y oblige (mais ça viendra!), mais le système te rend vite la vie impossible. Et autres exemples: à quand le minitel, l'assurance obligatoires, etc... Nous allons vers une «dictature douce», et cela à grands pas.

Et tout cela dans une logique invraisemblable qui se dévore elle-même. La voiture est sa propre condamnation. Drôle de boa, qui s'étouffe lui-même... et ses utilisateurs avec, les non-automobilistes en pâtissent tant et plus.

Il faut faire comprendre aux nombreux non-automobilistes qu'ils ont intérêt à ne pas posséder d'automobile, et que, tous, doivent se tourner contre ce phénomène-fléau, pour pouvoir vivre. Une fois un tel cap passé, alors, seulement, les automobilistes se rendront peut-être compte de leur bêtise.

Pas question de scinder la population en deux. Je ne tiens pas à voir des hordes de pro- et de contre- s'affronter, et des rangées de voitures brûler avec leurs occupants! (Il y a des tas de choses à y récupérer, et la violence est justement l'apanage des automobiliques — il suffit de les voir, au premier problème, couiner, gueuler, s'entretenir...). Mais peut-être — et même sûrement — serait-il bon de susciter une véritable conscience a-automobile, comme il y a une conscience anti-nucléaire ou pacifiste. Et n'oublions pas que tout est lié: donc soyons tous unis contre (et, au fait, les écologistes, pour la plupart, s'attaquent assez peu à la bagnole. Il y a là matière à action!).

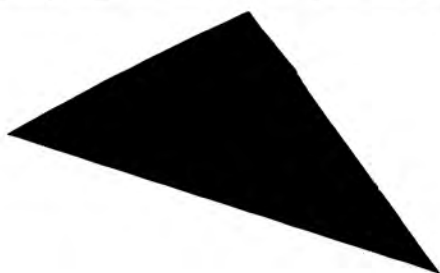
Comme je fais souvent le voyage Melun-Thonon, je passe par Lyon. Si jamais nous pouvions nous voir (— l'idéal serait entre compagnons de diverses régions, mais est-ce possible?), et commencer à s'accorder sur l'action à mener, ce ne serait pas si mal.

Philippe

(1): voir IRL n. 71, p. 32.

C'est ainsi qu'on va essayer de susciter un mouvement. Que ceux qui sont intéressés nous contactent.

David



Réunion week-end de Pâques.
Les 18, 19 et 20 avril 1987.
12, rue des Fossés St-Jacques, Paris.

Samedi	9 h	Réception
	10 h	Établissement du programme et Méthodologie
	14 h 30	Les manipulateurs : La Trilatérale, l'infiltration cléricale, l'Opus Dei, etc... La Dictature à visage démocratique.
	17 h 19 h	La désinformation . Forum de la presse militante , étude de sa distribution, de la distribution de l'édition militante ou autre en dehors des grands circuits commerciaux. Recherche des solutions.
Dimanche	9 h	Réception.
	10 h	Le Chômage . Étude des causes. Solutions proposées pour le résoudre. Solutions possibles.
	17 h	Nouvelles formes de luttes : étudiants, cheminots, et moyens nouveaux envisageables. Invitation prévue de personnes ayant participé activement à ses luttes.
	20 h	Dîner amical.
Lundi	9 h	L' Information aujourd'hui . Comment s'en servir: Informatique, Minitel... Leur pratique et leur possession.
	17 h	Le Revenu social . Ce sera une des idées phare du week-end. Chaque individu, à sa naissance, est l'héritier du patrimoine commun. Ce patrimoine doit lui assurer un revenu de droit. Si il ne l'a pas il y a spoliation. Au profit de qui? La charité démocratique n'est faite que pour camoufler cette spoliation, et empêcher que les spoliés réclament ce qui leur est dû.

Ceci est simplement un schéma qui sera perfectionné d'ici Pâques. Participeront à ce week-end la *Libre-Pensée* (les réunions se tiennent dans ses locaux), le *MAD* (autogestion distributive), l'*Union Anarchiste*, l'*Union Pacifiste* sans doute, cela pour l'instant. Mais ces journées sont ouvertes à tous ceux qui sentent la nécessité, après les colloques de réflexion tels Venise ou Lyon, d'en arriver aux moyens pratiques de diffusion des idées sur une échelle qui rivalise avec celle des circuits commerciaux, aussi bien pour les journaux que pour les maisons d'éditions comme *ACL*, *Noir*, *Le Monde Libertaire* ou d'autres.

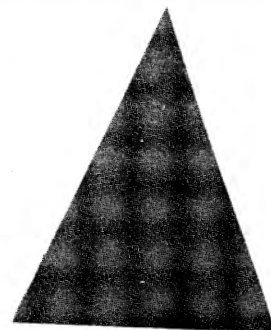
Et ces journées auront une ambition:

Il suffit de regarder le panorama politique de tous bords pour voir que les partis politiques tentent au jour le jour de parer au plus pressé devant des événements qui leur échappent. Aucun n'a l'ombre d'un projet de société qui tienne compte de la révolution technologique que nous vivons. Nous avons en nous, à travers nos mouvements groupés, non pas des solutions, mais des idées et des amorces de solution qu'il faut, avant que cela soit trop tard pour tout le monde, sortir hors du ghetto où nous tiennent les grands médias.

Ces trois jours de rencontre devront être efficaces: des dispositions pratiques d'application seront prises après chaque sujet traité. Pour cela les sujets devront être étudiés à l'avance par ceux qui se sentent particulièrement concernés.

Il est bien entendu que ce texte est une ébauche. Tous contacts peuvent être pris:

- Robert François - 31 rue des Prairies, 75020 Paris
- MAD - 46 rue du Bois Notre Dame, 77330 Lesigny
- UA Ateneo - 8 rue de l'Ange, 63000 Clermont-Ferrand



Chroniques

POUR MEMOIRE

Belle expression qui nous va bien. Chroniques libertaires est une revue pour mémoire. Chaque trimestre, nous tentons d'y apporter les éléments de la mémoire du mouvement libertaire en France et dans le monde.

Le "carnet mondain": un journal naît ou meurt, un local s'ouvre, un groupe se crée ou se divise, des livres paraissent, nous en rendons compte sans exclusive.

Chronique du temps passé: loin de la grande édition ou des cénacles commémoratifs, la recherche se poursuit d'une histoire que nous reconnaissons nôtre. C'est par exemple le dossier sur "Les volontaires français en Espagne, en 1936." (n°1)

Histoire immédiate: heureusement, l'histoire n'est pas toujours faite par les autres; il arrive qu'elle quitte la bibliothèque pour la rue. C'est le dossier du n°3 sur le mouvement de décembre 86 (voir ci-contre).

Nous ne publions pas tout mais ce que nous publions n'est jamais censuré. Le travail de la mémoire tel que nous l'entendons n'est pas destiné à consolider les mythologies, il s'accommode mal des susceptibilités personnelles. Cette manière de voir ne nous attire pas que des sympathies (la librairie Publico refuse Chroniques libertaires).

Nous souhaitons publier plus régulièrement qu'auparavant (quand Chroniques s'intitulait CPCA) des extraits, ou l'intégralité, de textes militants contemporains ou anciens. Ce sera le cas dans le n°4 avec un dossier sur la démocratie directe pendant la Révolution française.

Les textes littéraires, la poésie, les collages et les dessins d'inspiration libertaire, au sens le plus large, nous nous sommes promis d'en publier davantage.

Nous pensons que Chroniques libertaires a sa place, particulière, parmi d'autres revues d'organisation ou de recherche théorique. Aidez-nous à réaliser cet "aide-mémoire", en vous abonnant bien sûr (pour la modique somme de 45 F) mais aussi en nous envoyant des documents, des suggestions, etc.

DECEMBRE 86 - PLUS JAMAIS CA !

"Ironie cruelle de l'histoire, le slogan qu'arboraient des milliers d'étudiants en hommage à Malik Oussekiné assassiné par les flics de Pasqua était en 1968 celui des Comités de Défense de la République (CDR), animés par le même Pasqua! L'autocollant que nous reproduisons en couverture de notre n°3 était édité par les CDR.

Dans ce n° spécial, nous proposons d'abord une analyse des événements tels que nous les avons vécus ("68-86. Eloge de l'anagramme"). Nous passons ensuite au crible ce que la presse et les militants libertaires ont écrit dans et sur le mouvement ("Réveille-toi Bakounine, ils sont devenus mous!"). Nous avons rencontré les "Lascars" d'un LEP électronique parisien et reproduisons in extenso quatre de leurs tracts. Ils ont la pêche, ils cognent fort et juste. Enfin, "Appel à un passager clandestin" est une recension critique d'une vingtaine de tracts distribués à Paris par des inorganisés "de tous poils".

Découvrez CHRONIQUES LIBERTAIRES

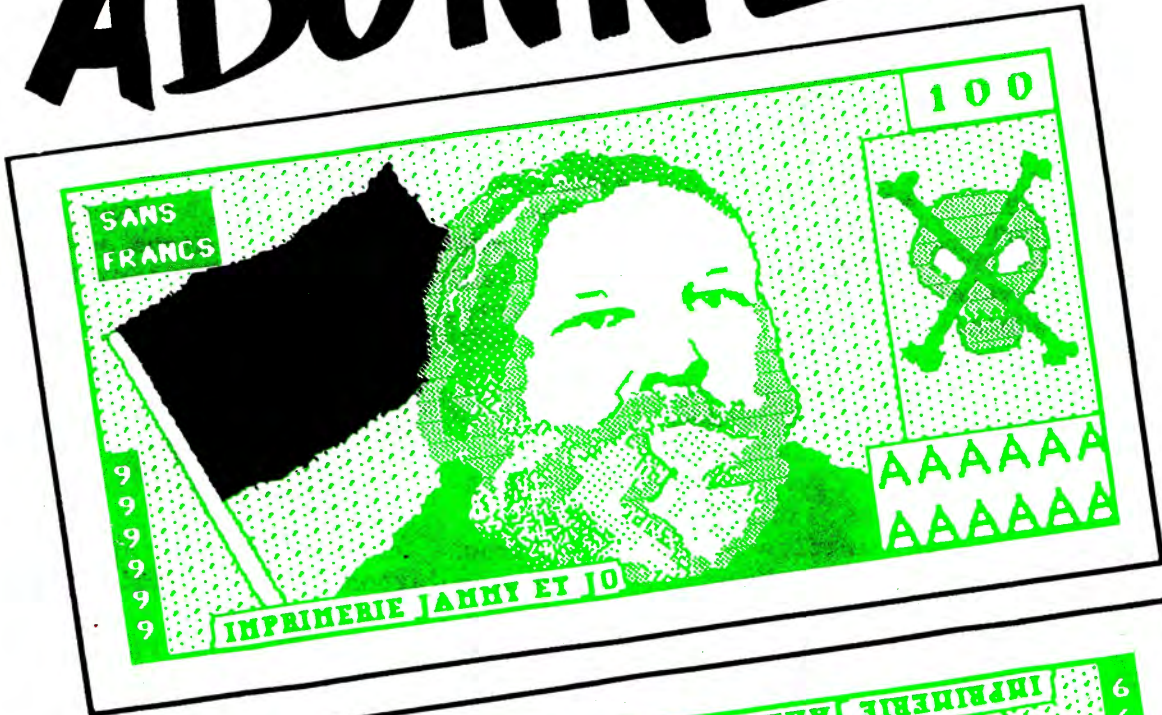
Sur simple demande, nous vous enverrons gracieusement un numéro récent.

Chroniques libertaires c/o CPCA, BP 21
94190 Villeneuve-St-Georges.

Abonnement 5 numéros: 45 F. (55 F pour l'étranger). CCP 33777 75 K La Source.

ABONNEZ

NI DIEU
NI MAÎTRE -
DIRECTEUR



VOUS !